

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE

CRÉDIT AGRICOLE ET LE CRÉDIT FONCIER

EN ROUMANIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 15 janvier 1912 à 3 heures

PAR

Michel MACAVEI

Président : M. PERREAU, professeur.

Suffragants :

{	MM. CAUWÈS, professeur.
	HITIER, professeur.



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS-5°

L. LAROSE et L. TENIN, Directeurs

—
1912

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE

CRÉDIT AGRICOLE ET LE CRÉDIT FONCIER

EN ROUMANIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 15 janvier 1912 à 3 heures

PAR

Michel MACAVEI

Président : M. PERREAU, professeur.

*Suffragants : } MM. CAUWÈS, professeur.
 HITIER, professeur.*



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS-5^e

L. LAROSE et L. TENIN, Directeurs

1912



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE

CRÉDIT AGRICOLE ET LE CRÉDIT FONCIER

EN ROUMANIE

INTRODUCTION

Le problème agraire est, sans contredit, le plus complexe et le plus difficile qui se soit jamais posé en Roumanie.

Aussi, n'avons-nous pas la prétention de le résoudre ici. Notre ambition est plus modeste.

Nous avons simplement voulu coordonner des documents, marquer les différentes étapes, indiquer l'évolution des idées qui ont présidé à l'ensemble des lois agraires roumaines.

Dans un pays où tout problème économique est doublé d'une question politique, il est logique de rencontrer un flottement dans les idées et un manque de cohésion dans les actes, suivant que des intérêts politiques plus ou moins graves se trouvent en jeu.

Cette prédominance de la politique dans les ques-

tions d'ordre purement économique nous a obligé à consacrer la première partie de notre ouvrage à un résumé historique de la *Politique agraire en Roumanie*.

Nous y verrons des lois se succéder à d'autres lois, et, dans cet ensemble, nous ne trouvons que des résultats partiels et d'une portée inégale. Toutes portent sur la création d'institutions de crédit réel immobilier et mobilier.

Parmi ces institutions il nous a fallu distinguer :

1° Les institutions de crédit accessibles seulement aux grands propriétaires ;

2° Les institutions de crédit qui furent créées pour satisfaire les besoins de crédit de la moyenne propriété et de la petite propriété.

En voici les raisons :

La petite propriété paysanne ne pouvait se servir du Crédit foncier en raison du fait qu'elle était déclarée de par la loi *inaliénable* et *insaisissable*. D'autre part, les formalités exigées par le Crédit foncier étaient par trop longues et coûteuses, ce qui a fait que la propriété moyenne n'a pas pu non plus en bénéficier.

Le *Crédit agricole* institué en vue d'opérations de crédit réel mobilier, ne servit, lui non plus, qu'aux grands propriétaires et fermiers pendant les premières dix années de son fonctionnement. On n'avait pas eu soin de limiter le montant maximum des

prêts que le Crédit pourrait accorder, et ses capitaux furent accaparés par les grands cultivateurs au détriment des petits. Mais l'expérience ne fut point inutile, puisqu'une loi nouvelle réorganisa cette institution de façon à servir particulièrement les intérêts du cultivateur-paysan.

La deuxième partie de notre ouvrage est donc consacrée aux *Crédit foncier* et *Banque agricole* ayant pour but le dégrèvement et l'amélioration de la grande propriété.

Enfin, la troisième partie traite : des *Associations paysannes* ; de la *Caisse rurale* ; du *Crédit agricole* et des *Banques populaires*.

Ces quatre institutions, et en particulier, la *Caisse rurale* et les *Banques populaires* sont la clé de voûte de l'édifice agraire péniblement échafaudé mais dont on est en droit d'attendre beaucoup de bien.

Nous avons conscience d'avoir fait de notre mieux, et c'est notre unique excuse pour les insuffisances qu'on pourra découvrir dans notre ouvrage.

PREMIÈRE PARTIE

LA POLITIQUE AGRAIRE EN ROUMANIE

I

Pour une plus exacte compréhension des événements et réformes que nous allons évoquer au cours de ce chapitre d'histoire politique, qu'il nous soit permis de résumer succinctement l'état de choses, qui précéda le coup d'État d'où sortit la réforme agraire de 1864, — point de départ de l'évolution agraire en Roumanie.

Depuis les environs de 1775 jusqu'à vers la fin de la première moitié du XIX^e siècle les boyards (seigneurs) faisaient du droit byzantin la loi écrite qui régissait les principautés moldo-valaques. Ce droit posait en principe que « le paysan n'a aucun droit réel sur la terre qu'il cultive ; il est simplement toléré par le seigneur qui est le véritable propriétaire ».

Telle fut la forme juridique qui régla la possession de la terre pendant plus d'un siècle. Voyons quel fut l'état de fait pendant cette longue période.

Historiquement, il n'y eut jamais qu'une seule propriété : la grande propriété des boyards. A leur côté se trouvaient des *razesi* en Moldavie et des *mosneni* (1) en Valachie.

Autour de ces deux éléments gravitaient les *clacasi*, travailleurs de la terre sans aucun avoir, et dont nous allons résumer la condition économique.

A l'origine, les boyards étaient tenus à donner aux *clacasi* deux tiers de leurs terres ; en échange, ceux-ci étaient tenus à payer une dîme modeste et quelques jours de *claca* (2) (travail à fournir sur la terre du seigneur et à son seul bénéfice). Cette coutume se transforma avec le temps en une puissante organisation sociale et économique à laquelle on doit toute la richesse des classes dirigeantes et la répartition de la production, — car rien ne leur échappe, — et ils songent sans cesse à compléter leur outillage économique sur la seule base du labeur du paysan.

1. Les *razesi* et *mosneni* ont une même et unique origine : ils sont des descendants de grands propriétaires ou boyards. Sur la terre possédée jadis par un seul, ils ont bâti avec leurs cohéritiers des villages. Leur propriété a souffert des atteintes au cours des siècles écoulés, mais elle s'est quand même maintenue indépendante et libre jusqu'à nos jours. — G. Panu. *Recherches sur l'état des paysans à travers les siècles*. Bucarest, 1910.

2. La dîme résulte du fait de la terre à cultiver que le boyard accorde aux *clacasi* ; la *claca* est l'obligation qui résulte du fait de l'habitation du paysan sur la terre seigneuriale avec maison, jardin, bois pour chauffage et construction.

La réalisation de ce système n'allait pas sans une croissance incessante de prétentions de la part des boyards. L'exemple qui suit en fournira la preuve.

Au commencement, les *clacasi* ne devaient que semer, labourer, biner et cueillir la récolte du propriétaire. Celle-ci une fois en meules, leur tâche était achevée ; après, on exigea d'eux le transport du maïs aux granges et le pain blanc (à l'aire). (Jusqu'alors, les granges étaient construites par le propriétaire) ; désormais on exigeait leur réparation par les *clacasi*.

En suivant les événements on voit que périodiquement, les exigences des boyards augmentaient, et nous voyons dans les environs de 1851 l'obligation pour les *clacasi* de battre le blé et le maïs ; le propriétaire ne donnait que la semence.

Ainsi, toute la récolte, depuis le labour jusqu'à la mise en grange est due aux *clacasi* demeurant sur la terre seigneuriale (1).

Ces rapports, basés seulement sur la coutume se trouvent imposés sous forme légale dans le codicille Caragea (1817). Ils sont encore aggravés par le *Règlement organique* (1832), lequel réduit au minimum l'étendue de terre nécessaire à la vie du paysan, et, pour la première fois, fixe le nombre de jours de *claca* que celui-ci doit au propriétaire.

1. G. Panu, *Recherches sur l'état des paysans à travers les siècles*. Bucarest, 1910.

Malgré ce nouvel étayage d'un état de choses arbitraire, celui-ci était condamné définitivement.

L'immense majorité de la population rurale occupait les terres d'autrui ; des millions d'âmes manquaient du moindre lopin de terre à elles. Il devenait impossible de maintenir à l'avenir une organisation sociale qui ne laissait même pas au cultivateur le fruit intégral de sa récolte, puisqu'il était tenu à donner une partie au propriétaire sous forme de dîme, en plus de l'obligation de travailler les champs seigneuriaux et du travail domestique (porter à la cour du propriétaire deux chariots de bois, et réparer les barrages, les moulins, les granges et les étables).

De la sorte, le *Règlement organique* travailla à l'encontre de son but. Le mécontentement des paysans prit des proportions considérables. Il n'était plus possible de faire la sourde oreille.

En effet, ces protestations trouvèrent un écho puissant parmi les protagonistes de l'idée de la liberté qui devait aboutir à la révolution de 1848. Une fois de plus, la France généreuse et libératrice inspira de son souffle large de démocratie une génération ardente et fiévreuse.

La charte nouvelle proclamait l'égalité devant les lois, le principe de la liberté individuelle, de la liberté de la presse, de la liberté de conscience et, par-dessus tout, *l'émancipation des clacasi et leur*

mise en possession de terres. Toute la portée de ce mouvement se concentrait dans ce dernier desideratum lequel empruntait aux misérables conditions économiques d'alors une valeur primordiale.

Malheureusement, ce fut précisément sur ce point que la révolution échoua.

Les raisons de cet échec sont simples, si on se rapporte aux éléments qui se trouvaient en lutte.

D'une part, la puissance écrasante des possesseurs des richesses acquises qui n'entendaient point renoncer à des privilèges qui, à travers siècles, assurèrent leur bien-être et son accroissement ; de l'autre, des masses paysannes affaiblies par des siècles d'esclavage et impuissantes à imposer leur volonté.

Entre ces deux axes de la vie sociale roumaine apparaissait une jeunesse intellectuelle éduquée par la France et qui cherchait à transplanter tout à coup dans ces contrées réfractaires infiniment à toute idée de droit, un idéal de justice sociale.

Aussi, cet élan vint-il se heurter contre les forces de réaction qui détenaient le pouvoir ; le flot montant des revendications paysannes se brisa contre la haute muraille des droits acquis par les plus forts. Pour quelque temps, le peuple était vaincu dans la bataille que ses défenseurs avaient engagée en son nom.

Mais nul effort n'est inutile ; et celui de 1848 le fut moins que tout autre. Les boyards féroces gar-

daient le pouvoir de maintenir le joug douloureux qu'ils imposaient aux paysans ; mais la question de l'émancipation des paysans restait posée. Désormais elle reviendra constamment, et sera une des plus grandes préoccupations des gouvernements roumains.

Nous nous devons d'évoquer, au point où nous en sommes de notre résumé historique, une des plus belles figures roumaines de cette époque : *Nicolas Balcesco*.

Historien de très grande valeur, écrivain judicieux et probe, il alliait à une profonde connaissance de la vie économique, sociale et politique des pays roumains, un attachement indestructible à la cause du peuple. Ce fut un *démocrate* dans l'acception la plus grave et la plus belle de ce terme.

C'est à lui que nous devons la première solution formulée dans la question agraire.

Dans une brochure écrite en français (1), il dresse un violent réquisitoire contre les boyards qu'il accuse d'être les auteurs responsables de la grande misère des populations rurales, et il énonce les moyens qui, seuls, permettront la réalisation d'une forme sociale nouvelle correspondant aux nécessités impérieuses issues d'une situation intolérable.

Voici les détails de la réforme préconisée :

1. N. Balcesco. *Question économique des principautés danubiennes*. Paris, 1850.

Les paysans doivent être mis en possession de la terre qu'ils habitent jusqu'à concurrence de 2/3 de son étendue. Chaque famille recevra un lot de 6 hectares en moyenne. Il évalue le nombre de familles de clacasi à 330.000, dont 200.000 habitant sur des terres particulières et le reste sur les Domaines de l'État et des Monastères. Ces derniers sont considérés par lui propriété nationale ; il en demande la sécularisation, ce qui permettrait leur lotissement aux paysans sans que l'État ait besoin de recourir au crédit public. Quant aux propriétaires dont les terres seraient données aux paysans, ils seront indemnisés. Une institution de crédit hypothécaire sera créée dans le but de couvrir l'indemnité à payer par des lettres de gage.

Cette solution fut mieux qu'une opinion exprimée par un écrivain. Elle est restée comme la charte du problème agraire auquel il fallut revenir toujours depuis, et vers laquelle revint surtout *Cogalniceano*, lors de l'accomplissement de l'acte le plus important que jamais un homme d'État roumain accomplit : *l'émancipation des paysans* (1864).

II

A partir de 1848 la question agraire reste à l'ordre du jour d'une façon permanente. Le traité de Paris (1856) contient le vœu des Puissances signataires

de voir les lois et règlements en vigueur dans les deux Principautés réformées dans le sens d'un établissement de rapports plus équitables entre propriétaires et paysans (1).

Si le vœu des Puissances signataires du traité de Paris est resté lettre morte pour un temps, c'est qu'un autre événement, d'une portée nationale considérable, se préparait. Il s'agissait de réunir les deux Principautés sous un gouvernement unique ayant à la tête un prince roumain. La conscience nationale mûrie dans l'oppression qu'elle eut à subir des siècles durant, par suite de dominations étrangères successives, entendait s'affirmer avec une unité qui mettrait fin à tout jamais à des obstacles qui enrayaient le libre développement d'un peuple courageux et avide de progrès.

L'an 1859 vit triompher la plus noble aspiration des Roumains. La Moldo-Valachie prenait le titre de *Principautés-Unies* et l'Assemblée constituante élit *Alexandre Cuza* premier prince roumain.

Intelligence brillante, caractère très droit, de manières simples, le nouveau prince garda au cœur l'amour du peuple dont il était le fils. Nul mieux que lui ne comprenait l'amertume du paysan roumain à se sentir à ce point opprimé, pour se voir contester jus-

1. Voir pour la partie historique : Th. Aslan. *Politique agraire en Roumanie*, 1909 ; et G. Maior. *La politique agraire chez les Roumains*, 1906. Bucarest.

qu'à la terre qu'il a labourée de son sang et qu'il a maintenue libre par la force de son bras.

Et la libération du paysan, son appel à une vie meilleure devait être la pensée de son règne qui fut la pierre angulaire de la patrie roumaine. La tâche était dure, les obstacles presque insurmontables ! Qu'importe ! Il sentait qu'il fallait oser, vouloir, au prix même de son sceptre et de sa vie. Soit, il ira jusqu'au bout quoi qu'il arrive.

Et la lutte commence, tenace et méthodique du côté du prince et de ses ministres.

Parmi ceux-ci, un nom doit être mis hors pair ; c'est celui de *Mihail Cogălniceano*.

Avec une vigueur extrême Cogălniceano résolut la réalisation des idées de son prince.

Le 14 mars 1864, il dépose sur le bureau de la Chambre un projet de loi portant émancipation des *clacasi* et leur mise en possession de terre.

La tempête se déchaîna de suite contre le ministère et contre le prince, rendu responsable de ce que les boyards appelaient « une spoliation », et le projet fut repoussé.

Sans hésiter, le prince et son ministère agirent.

La Chambre fut dissoute et le projet du gouvernement promulgué par décret princier le 14 août même année (1864).

III

L'économie de cette sorte de *charte agraire* se résume en quatre parties essentielles, que nous allons analyser successivement :

1° Suppression de la co-propriété des paysans et boyards ;

2° Liberté absolue du paysan et liberté de travail ;

3° Lotissement pour distribution et ventes des domaines de l'État et des Monastères (l'idée de Balcesco sur la sécularisation est enfin réalisée) ;

4° La propriété paysanne est déclarée inaliénable et insaisissable.

Par la suppression de la co-propriété, la loi entend définir les droits de chacune des parties : le paysan reste possesseur en toute propriété de la terre par lui habitée ; le reste de la propriété appartient au seul propriétaire. La *claca* — condition de servitude du paysan — était rachetée par celui-ci pour une somme d'argent dont le montant équivalait à la valeur de la terre dont il devenait le propriétaire absolu.

Il nous faut révéler une subtilité du législateur qui n'est pas sans importance.

En effet, il n'est dit nulle part, que la terre dont le paysan devenait propriétaire en tout droit lui était *vendue*, ou qu'il la *rachetait* au propriétaire. On a

évité par cela la possibilité pour le paysan de revenir ultérieurement à la charge pour demander à acheter encore de la terre s'il en avait besoin.

En imposant au paysan l'obligation de racheter la *claca*, on lui donnait l'impression qu'il rachetait en effet sa servitude. Ainsi, l'avenir était garanti contre des prétentions paysannes toujours possibles.

Le tableau ci-dessous démontre la portée considérable de cette loi qui rend propriétaires de par son premier effet 467.840 chefs de famille (1).

CATÉGORIES	Nombre de chefs de famille	Nombre d'hectares
Domaines de l'��tat . . .	151.725	571.976
Domaines privés. . . .	316.115	1.194.281
Total.	467.840	1.766.258

En faisant des *clacasi* des propriétaires, la loi les rend libres et lib  re en même temps leur travail.

Art. 10 : « Sont supprimées une fois pour toutes : la *claca*, la *d  me*, les journées de travail domestique et toute autre redevance due aux boyards. » Art 12 : « Les contrats entre propriétaires et paysans sont libres. »

C'est la fin du servage sous toutes formes. A l'a-

1. G. D. Greanga. *Propriété rurale en Roumanie*. Bucarest.

venir, plus qu'une loi pour tout le monde : le droit commun. La liberté de travail permettait aux paysans de ne disposer de leurs bras que dans les conditions désirées par eux ; les propriétaires se trouvent désormais devant des travailleurs libres.

Ce régime soulève de la part des propriétaires des protestations qui aboutissent à des correctifs légaux que nous étudierons à leur place.

La distribution et ventes des domaines de l'État est réservée :

a) Aux paysans qui n'ont pu trouver dans la terre qu'ils habitaient l'étendue à laquelle ils avaient droit d'après la loi ;

b) Aux nouveaux mariés des années 1863 et 1864 et dont le droit à la terre avait été supprimé ;

c) Aux paysans qui, sous l'ancien régime, n'avaient pas été soumis à la corvée.

Une loi ultérieure établit une quatrième catégorie : celle des paysans qui se trouvaient sous les drapeaux en 1864.

De cette façon, 48.342 chefs de famille reçurent en partage 228.328 hectares.

Toutes ces terres (domaines privés, domaines de l'État), données aux paysans, sont déclarées par la loi *inaliénables* et *insaisissables* pour une durée de trente ans.

La loi stipule dans son article 7 : « Pendant trente ans le paysan et ses successeurs ne pourront ni alié-

ner, ni hypothéquer la propriété, soit par actes entre vifs, soit par testament. Passé ce délai la propriété est soumise au régime du droit commun, avec, en cas de vente, le droit de préemption pour la commune. »

Ces dispositions furent prises en vue de sauvegarder la propriété paysanne. L'infériorité économique du paysan faisait redouter pour lui la tentation de vendre ou hypothéquer sa terre.

Le délai prescrit par la loi permettait l'espoir qu'il aura le temps de se fortifier économiquement et se former un capital. Cela le mettra à l'abri des tentations d'accaparement des grands propriétaires.

Mais ce ne furent là, que des dispositions transitoires, dans l'esprit du législateur.

Les événements devaient cependant les rendre définitives.

En 1884 on constata que les progrès qu'on attendait à se voir produire dans l'évolution économique du paysan se faisaient attendre. A tel point, qu'il devenait dangereux de maintenir l'échéance de 1894. Alors on décida d'inscrire le principe de l'inaliénabilité dans la constitution à l'occasion de la révision de 1884 ; en même temps on l'étendit aux lots reçus, achetés ou qui le seront sur les domaines de l'État.

L'article 132 de la Constitution prolonge la durée de trente-deux ans (1). La propriété paysanne prend ainsi un caractère général d'inaliénabilité.

1. L'échéance de 1894 se trouvait de ce fait prolongée jusqu'en 1926.

IV

Le principe même de la réforme agraire de 1864 reste hors de discussion. La situation inextricable où se trouvait la classe paysanne exigeait une solution impérieuse ; s'y être décidé, est le plus grand mérite des hommes qui se trouvaient au pouvoir.

Nous allons voir quels furent les résultats, et les conséquences qui en découlèrent.

La loi de 1864 n'a résolu que le côté juridique du problème agraire. Elle a supprimé la co-propriété et délimité avec des droits absolus deux formes de propriétés : la grande propriété qui se trouvait libérée de sa servitude envers les paysans ; la petite propriété paysanne ayant comme corollaire la liberté du travail. Au point de vue économique la réforme est moins achevée. Le prince Cuza et son ministre semblent avoir été surtout préoccupés de fortifier le sentiment de nationalité roumaine en mettant les paysans en possession des terres qu'ils habitaient.

On a reproché au législateur de n'avoir pas donné aux paysans une étendue suffisante de terre. C'est une critique qui ne nous semble fondée ni en fait ni en droit.

En fait on ne pouvait pas leur donner plus de terre qu'il n'y avait de disponible ; en droit, on ne pouvait déclarer le paysan propriétaire d'une plus grande

terre que celle qu'il habitait. Nous avons vu qu'aussi loin que l'on remonte dans l'histoire de l'évolution agraire en Roumanie, les paysans occupaient deux tiers de la terre seigneuriale ; c'est cette étendue, et *celle-là seulement* que le législateur pouvait donner en tout droit.

Telle que, cette terre suffisait aux paysans pour vivre ; ce n'est que plus tard qu'elle est devenue insuffisante par le morcellement que provoquait la loi successorale.

Presque en même temps que la loi rurale, rentrait en vigueur le Code civil Napoléon, lequel admettait une égalité de partage entre tous les héritiers. De la sorte, le petit lot de terre se morcelait à l'excès au bout de deux générations.

Il nous faut rappeler que le régime successoral antérieur au Code Napoléon (Code Caragea et Calimah) n'admettait à la succession des immeubles que les descendants mâles avec obligation pour ceux-ci de doter leurs sœurs non mariées ou non dotées. Le morcellement de la terre primitive subissait ainsi une entrave qu'il aurait été bon de maintenir. On aurait pu même — la réforme agraire et la réforme du code ayant été faites presque simultanément, — introduire dans cette dernière réforme le principe de l'*anerbenrecht* (1), lequel n'admet à la succession intégrale

1. Le principe de l'*anerbenrecht* fut en vigueur en Hanovre et en Saxe jusqu'en 1874.

de l'exploitation rurale que l'aîné des descendants mâles avec obligation pour lui de payer des soultes à ces co-héritiers. Cette réforme était d'autant plus facile à réaliser que le principe de l'inégalité de partage se trouvait déjà implanté dans les mœurs du pays et que des froissements n'étaient point à craindre.

Une insuffisance de la loi se trouve dans le fait qu'on a oublié de donner aux paysans des pâturages, ce qui les a obligés de s'adresser aux grands propriétaires voisins. Une conséquence immédiate de ce besoin fut un état d'inégalité de contrat dans les conventions agricoles qui intervenaient entre les paysans travailleurs de la terre et les grands propriétaires nécessiteux de bras pour labourer leurs domaines.

Nous ne relevons cette insuffisance de la loi de 1864 que pour ses conséquences. Nous n'oublions pas que la réforme a été faite dans des conditions anormales, par une sorte de coup d'État, et il ne nous est pas permis de douter de toute la bonne volonté qui animait les défenseurs des paysans asservis.

Nous savons qu'ils ne pouvaient pas exiger de par la loi une cession, de la part des propriétaires, de terres de pâturages. La formidable résistance qu'ils auraient rencontrée dans ce cas, pouvait compromettre la réforme.

Le fait est, que le paysan se trouvait dans l'obligation d'accepter, en échange de la terre de pâturage

dont il avait besoin, les conditions imposées par le propriétaire.

D'autre part, ce dernier résistait aux demandes des paysans invoquant la liberté du contrat laquelle avait pour lui, propriétaire, comme conséquence un affaiblissement de garantie.

En effet, aucune loi ne laissait au propriétaire une prise sur le paysan en cas de non-exécution volontaire des conventions intervenues. Et l'obtention d'une loi semblable devint la préoccupation constante des grands propriétaires.

La grande disette de 1866 leur donna l'occasion de forcer la main au gouvernement.

Cette année-là, la production fut nulle et les paysans adressèrent aux propriétaires des demandes d'avances en argent ou céréales au compte des travaux agricoles qu'ils devaient exécuter à la suivante saison de labour.

Les propriétaires répondirent par un refus. Tant qu'une loi garantissant l'exécution des conventions issues du besoin des paysans ne sera pas votée, ils ne donneront rien.

Le Gouvernement se laissa forcer la main et *la loi du 16 mars 1866 soustrait les conventions agricoles à la juridiction des tribunaux ordinaires, pour les déférer à la juridiction des Conseils communaux.*

Ce fut une première faute très grave par les suites qu'elle comporte. L'excuse était qu'il fallait ve-

nir en aide aux paysans. Pourquoi alors n'avoir pas eu recours à des crédits que le Gouvernement pouvait mettre à la disposition des victimes de la disette ? Cela aurait évité le commencement d'une législation qui devait s'aggraver par la suite, au point d'entamer le principe de la liberté du travail et instituer la *contrainte corporelle*.

En effet, six ans plus tard, le 7 avril 1872, *la contrainte corporelle est inscrite dans la loi comme un moyen d'exécution des conventions agricoles*.

La classe paysanne se trouvait ainsi ramenée vers l'esclavage d'avant 1864. Sa situation qu'on lui créait la livrait à nouveau pieds et poings liés aux propriétaires.

C'est une question de bon sens que d'admettre que la petite propriété ne pouvait pas prendre son essor faute de crédit ; et la seule source de crédit restait, encore et toujours, le propriétaire. Celui-ci en profitait pour imposer des clauses outrageusement usuraires. Et le paysan se trouvait dans l'alternative : accepter ou mourir d'inanition.

La seule réforme qu'un gouvernement soucieux des intérêts paysans devait réaliser avant tout : le Crédit, n'a même pas effleuré la pensée des ministres. Le Gouvernement s'est contenté de donner, de donner encore de la terre.

Il en donna en 1866 et 1868 dans un but fiscal ; il en donna encore en 1872, 1875 et 1876 en variant

l'étendue des lots. Puis, vint la distribution des domaines de l'Etat (1881). On exigea cette fois, et l'on eut raison, une anticipation sur le prix de vente. Cela permettait une sélection : on n'appelait à la propriété que les paysans travailleurs et économes.

Cette sélection se fit dans les proportions suivantes :

LOI DE 1881	Nombre de propriétaires	Etendue d'hectares sur les domaines de l'Etat
Moins de 10 habitants . .	4.970	23.069
Plus de 10 habitants . .	1.716	8.228

Ce n'est qu'en 1882 qu'on songea à créer une source de crédit en faveur de la petite propriété paysanne et l'on institua les *Caisses départementales de Crédit agricole*. Le résultat presque nul qu'on obtint, était dû au fait que les *Caisses* se trouvaient trop éloignées des centres paysans, et à la non-limitation du montant maximum de crédit. Cela permit aux grands propriétaires et fermiers d'y puiser en masse, tarissant ainsi la source de crédit.

C'est encore en 1882 (loi du 14 mai) que la contrainte corporelle prit fin. Ce qui ne prit point fin cependant, ce furent les abus et exactions des propriétaires et fermiers.

Le résultat de cette législation incohérente aboutit aux *révoltes paysannes de 1888 et 1889*.

Comment cette éruption symptomatique de colères longtemps contenues n'ouvrit-elle pas des yeux ? Un quart de siècle d'expérience n'a donc rien appris aux gouvernants ? Faut-il croire qu'ils ont escompté la profonde douceur du paysan roumain, indulgent pour ses ennemis comme pour ses oppresseurs ?

Toujours est-il que le pouvoir ne comprit pas plus la situation après la révolte qu'avant. Semblables aux gardiens de ménageries qui n'ont devant la colère du fauve qu'un seul remède : la viande saignante qu'ils lui jettent, les gouvernants de 1889 jetèrent, pour calmer la colère du lion déchaîné, de la terre en pâture.

La loi du 7 avril 1889 dispose que les domaines de l'État ne pourront être vendus qu'aux *Roumains ayant comme occupation principale la culture de la terre*. Le parcellement de ces domaines se fera en lots de 5, 10 et 25 hectares.

De par l'application de cette nouvelle loi, furent mis en possession de terre (1) :

LOI DE 1889	Nombre de propriétaires	Etendue en hectares sur les domaines de l'Etat
Moins de 10 habitants . .	105.165	526.233
Avec 10 habitants . . .	1.163	11.690
Avec 25 habitants . . .	356	8.670

1. Creanga, *Propriété rurale en Roumanie*, p. XLI.

Il résulte du tableau ci-dessus que la moyenne propriété qu'on voulait défendre n'a, pour ainsi dire, rien gagné à cette nouvelle attribution de terres.

La loi de 1889, pas plus que les lois précédentes, n'eut donc des résultats pratiques. C'était, décidément, le travail de Pénélope.

Cependant, on commence à remarquer une légère tendance vers une législation plus conforme aux réalités économiques.

Le Gouvernement a compris enfin de la nécessité d'une institution de crédit ne servant qu'aux besoins agricoles des paysans. La tentative qui avait été faite avec la *Caisse départementale de Crédit agricole* avait échoué. On y renonça pour créer un *Crédit agricole*, institution d'Etat (1892) avec un capital de vingt millions. Cette fois, le montant maximum des prêts consentis était fixé à 1.000 francs. Ainsi qu'on le verra plus loin, cette institution ne donna pas non plus, des résultats meilleurs. Les agences du Crédit agricole restaient confinées dans les chefs-lieux de département, — bien trop loin des campagnes, et le paysan ne se décidait pas à sacrifier des journées de travail pour aller tout là-bas chercher le maigre crédit susceptible à satisfaire ses besoins les plus pressants (maladie, mort, etc.). La proie reste encore entre les mains de l'usurier féroce qui, lui, tourne dans le voisinage immédiat du paysan besogneux, offre ses services et les voit accepter faute de mieux.

Relevons encore la loi de 1893 sur les *contrats agricoles*, loi bien faite pour défendre les intérêts paysans et limiter les prétentions des propriétaires et fermiers. Mais on ne sait pour quelles raisons celle-ci ne fut jamais appliquée (1).

V

Nous avons vu, jusqu'ici, avec quelle nonchalance les gouvernants roumains ont défendu la classe paysanne, — unique élément de production et de richesse nationale. Nulle idée directrice, nulle volonté d'aller jusqu'au fond du problème, ne paraît.

Cela fait que la situation des populations agricoles a empiré pour ainsi dire. Jadis, elles n'avaient point de droits ; maintenant elles en avaient des droits si mal définis, qu'elle finissaient par ne plus savoir dans quelle mesure les lois nouvelles devaient leur profiter ou servir les intérêts de leurs oppresseurs.

Mais si les populations agricoles se trouvaient dé-routées, les fermiers, très nombreux, n'ont pas manqué d'envisager l'avenir afin de trouver dès maintenant une sauvegarde de leurs intérêts, avant qu'il

1. En 1897 le gouvernement présente un projet de loi portant création d'une *Caisse rurale*. Les grands propriétaires qui sont légion au Sénat résistèrent avec tant d'acharnement, que le projet, déjà voté par la Chambre, fut retiré. Il ne fut voté qu'après les révoltes de 1907.

ne fût trop tard. En hommes pour qui les événements avaient une portée déterminée, ils ont compris que l'heure viendra où le problème agraire se posera avec une telle acuité, exigera d'une façon tellement impérieuse une refonte générale des lois agraires, dans le sens de la défense raisonnée de la propriété paysanne, qu'ils résolurent de dresser les moyens de défense les plus énergiques. Et ce fut l'origine des *grands trusts*.

Mais, « à quelque chose malheur est bon » !

La classe paysanne qui, pendant des longues années, avait eu foi uniquement dans la puissance magique des lois, finit par faire son bilan. Quel était le résultat de quarante ans de législation en sa faveur ?

Le seul résultat positif — parfaitement discutable d'ailleurs en détail — est la mise en possession de terre du paysan. C'est à peine un résultat, si l'on songe au rapide morcellement de cette petite propriété par suite des conséquences du régime successoral. Ce morcellement eut, du reste des suites particulièrement fâcheuses.

La terre dont il disposait étant devenue insuffisante, le paysan se trouva dans l'obligation de s'adresser au grand propriétaire ou au fermier voisin, pour leur demander en fermage le complément de terre qui lui manquait pour assurer sa subsistance.

Ces rapports nouveaux entre paysans et proprié-

taires donnèrent lieu à des conventions agricoles particulièrement onéreuses pour le paysan sans défense. Ajoutons le besoin que le paysan avait, outre de terre, de pâturage qu'il ne pouvait pas non plus demander ailleurs qu'au propriétaire. On devine, en raison de ces grands besoins, à quel degré le paysan se trouvait prisonnier du propriétaire. D'autre part, quand le paysan ne tombait pas dans les griffes du fermier, il se jetait dans les bras de l'usurier qui tenait lieu d'institution de crédit qu'on n'a pas eu la prévoyance de créer pour soutenir celui qu'on créait cependant « *d'une infériorité économique notoire* ».

Est-il besoin de souligner que cette situation ne diffère guère de celle antérieure à la réforme de 1864 ?

La population agricole s'en aperçut ; elle comprit la vanité des formules légales qu'on élaborait pour elle, et elle s'en remit à sa propre sagesse. Désormais, plus de réclamations en faveur des lois nouvelles ; c'est elle-même qui devait puiser, dans la conscience précise qu'elle avait acquise de son état, les remèdes indispensables.

Et des campagnes lointaines, du cœur même d'humblés villages jaillit un puissant mouvement d'association, ayant pour caractère principal : la défense des intérêts communs par la solidarité et la création de sources de crédit par l'économie.

Des *Associations paysannes* (obste) virent le jour,

ayant pour but de prendre en fermage ou d'acheter des terres en commun. Les débuts furent pénibles, cette forme d'association ne trouvant pas, dans les lois en vigueur, son expression juridique, ce qui empêchait les propriétaires d'entrer en rapport avec elles.

Une loi d'initiative parlementaire (9 février 1904) modifia la procédure civile, et l'obstacle tomba.

En six ans, 229 associations rursannes se formèrent avec 19.647 membres et possédant 164.377 hectares en fermage.

Cependant, ce mouvement corporatif se trouva entravé dans son essor par la plaie initiale de la vie paysanne : l'usure et l'éloignement de sources de crédit.

Comme suite immédiate au besoin de crédit, des *sociétés coopératives de crédit* se formèrent ayant pour but de procurer au paysan-cultivateur un crédit personnel correspondant aux nécessités impérieuses de son exploitation agricole.

Les résultats, très conséquents, ne se firent pas attendre. De 1891 à 1908 : 2.410 banques populaires (coopératives de crédit) se constituèrent dans les campagnes. Elles forment un noyau de 346.707 membres avec un capital de 37.851.898 francs.

Dès les débuts de ce mouvement, le gouvernement s'y intéressa avec une particulière énergie. Il résolut d'apporter aux Banques populaires tout l'appui de

sa force. Il institue (loi du 29 mars 1903) auprès du *Crédit agricole* une *Caisse centrale des Banques populaires*, destinée à contrôler toutes les opérations des Banques. En outre le capital de 20 millions du *Crédit agricole* devait alimenter la *Caisse centrale* dans sa fonction de source de crédit aux seuls paysans cultivateurs.

Il était fatal de voir un jour ce mouvement coopératif, se heurter aux trusts des fermiers.

A mesure que croissait la puissance matérielle des *banques populaires* ; que grandissait dans les masses paysannes le sentiment de solidarité, l'esclave de la terre essayait de se dégager de l'étreinte puissante du capitaliste auquel la proie ne devait point échapper sous peine de déchéance économique.

Entre la masse paysanne qui sentait son essor entravé par la toute-puissance du fermier, et l'organisation de celui-ci, un choc était inévitable. Des politiques clairvoyants l'avaient prévu. Des hommes comme MM. Spiru Haret, D. Protopopesco, C. Stere et A.-C. Cuza, crièrent gare ! Mais en vain.

Au printemps de 1907, la terre roumaine ensanglantée gémit sous la révolte déchaînée.

VI

Quelles sont les raisons qui ont prévalu en faveur de ce système de législation inachevée et incohérente ?

Car il faut avouer qu'il s'agit d'une *incohérence voulue*, si l'on tient compte du nombre d'économistes et politiques qui virent clair dans ce labyrinthe agraire, qui multiplièrent leurs bons conseils et ne furent point écoutés.

La raison première réside sans contredit dans le régime électoral et sa composition politique.

La loi électorale roumaine est basée sur le *principe censitaire* qui sépare les élus en trois collèges : le premier élit 75 députés, le second 70 ; le corps électoral du troisième collège est composé d'électeurs ayant droit au vote direct et d'autres (les paysans) qui ne disposent que du vote indirect : un groupe de 25 paysans élit un délégué lequel vote pour eux. Dans son ensemble, ce collège n'élit que 38 députés.

Quelle est, étant donné la loi électorale, la composition de la Chambre ?

Les premiers deux collèges représentent les professions libérales (professeurs, médecins, avocats, etc.) et des propriétaires et fermiers dont la véritable qualité se trouve, la plupart du temps, masquée par un parchemin de licencié en droit. Le collège populaire a, de tous les temps, été la *dot gouvernementale*, en raison des pressions toujours possibles sur les instituteurs, popes et maires de village, qui sont les délégués naturels des paysans. Ainsi la volonté populaire se trouve définitivement faussée.

Il est certain qu'une Chambre semblable ne peut voter des lois qui commencent par porter atteinte aux intérêts matériels de la majorité de ses membres, et les rares esprits indépendants qui mettent l'intérêt général au-dessus des intérêts d'une catégorie sociale ne s'y hasardent point, sûrs qu'ils sont, par avance, d'échouer.

De la sorte, les grands propriétaires et fermiers sont sûrs de l'immunité. Ces derniers détenant les terres appartenant aux législateurs, n'avaient rien à craindre d'une répression légale fort improbable. Et les *trusts* prirent une extension inouïe. Pour les *seules exploitations agricoles de Fischer et Juster on compte 287.990 hectares* représentant un droit de fermage de plusieurs millions. On peut se rendre compte de combien plus concentrées sont les exploitations agricoles des fermiers que celle des grands propriétaires.

Cet accaparement de la terre, appuyé par une formidable puissance d'argent souleva les paysans.

Le soulèvement éclata sur la terre *Flamanzi* (fermier Fischer) et s'étendit comme une traînée de poudre. En quelques jours — de fin février au 9 mars — la Moldavie entière était en flammes et la Valachie suivit le mouvement. Des actes violents de pillages, l'incendie de maisons et de granges, la destruction des registres des contrats agricoles se multipliaient avec une rage indestructible. La répression violente

qu'on essayait à coups de fusils n'effrayait point les révoltés.

Mais la révolte paysanne fut noyée dans le sang. L'armée eut raison du laboureur.

Le nouveau ministère libéral prit sur lui de ramener le calme dans les esprits par une suite de lois agraires dont les essentielles sont :

- 1) *Loi sur les contrats agricoles* ;
- 2) *Loi sur la Caisse rurale* ;
- 3) *Loi limitant le droit de fermage*.

1) La loi sur les contrats agricoles

Nous avons vu qu'au lendemain même de l'émancipation des paysans, le législateur de 1864 a décrété la liberté absolue des conventions agraires (1). Cette loi a donné au paysan roumain, sans prendre aucune mesure de protection, la liberté économique et l'égalité devant la loi. Et comme le dit très justement M. Basilescu : « De l'excès de la liberté économique est résulté pour lui l'esclavage économique. De l'excès de l'égalité devant la loi est né pour lui l'inégalité civile. C'est ici qu'on doit chercher la source de la misère du paysan (2). »

1. Les conventions agraires, dit l'art. 12 de cette loi, le seul texte qui s'occupe des conventions agricoles, sont libres entre propriétaires et paysans.

2. *Studii Sociale, Talpa Tarei, Gronica*, 11 februarie 1902.

Donc, la loi a laissé le paysan — inexpérimenté et sans capital — sans aucune protection, aux prises avec le propriétaire, et pire encore, avec le fermier-capitaliste ; car le paysan avait constamment besoin du propriétaire ou du fermier pour se procurer des vivres pour lui et son bétail.

Les lois postérieures ont créé de véritables privilèges pour les propriétaires. En effet, la loi du 18 mars 1866 est venue soustraire les conventions agricoles de la juridiction ordinaire pour les déférer aux Conseils communaux.

Contre le paysan, malgré les sommations à lui faites, n'exécutant pas son obligation, la loi organise une procédure spéciale, très sommaire et très expéditive de saisie et de vente ; par contre, la loi n'accorde pas les mêmes facilités en ce qui concerne les prétentions du paysan contre le propriétaire.

Le paysan ne dispose que de la voie du droit commun, — voie qui comporte une désespérante longueur de procédure.

C'est là une inégalité frappante que le législateur consacre. C'est un privilège du capitaliste qui rejette le paysan vers l'esclavage d'avant 1864.

La loi du 7 avril 1872 crée une nouvelle dérogation au droit commun : l'inexécution d'une obligation de faire se résout toujours en dommages-intérêts ; elle introduit en même temps la contrainte par corps.

La contrainte corporelle, inscrite dans cette loi,

sert comme moyen d'exécution d'une convention agricole.

« Dans le cas où, dit l'article 13, après l'invitation
« faite par le Conseil communal aux cultivateurs,
« ceux-ci se montreraient réfractaires ou quitteraient
« le village, le Conseil communal demanderait de
« suite à la sous-préfecture locale les miliciens né-
« cessaires à l'aide desquels il forcerait le cultivateur
« récalcitrant ou en fuite d'exécuter son obligation ;
« le cultivateur coupable paiera tous les frais de
« l'exécution. »

Les conséquences de cette disposition ont été désastreuses ; les abus des miliciens préposés à l'exécution forcée des conventions agricoles ont laissé un détestable souvenir parmi les paysans.

La législation forcée par la triste expérience d'un long régime de privilège et de terreur, entre dans une nouvelle voie par la loi du 14 mai 1882.

Cette loi dut revenir aux principes de l'égalité, — au moins apparente, — qui doivent régir les rapports entre propriétaires et paysans, en abolissant une fois pour toute, la loi de 1872. Donc il n'y a plus de contrainte dans l'exécution.

Elle supprime en même temps le privilège du propriétaire ou fermier et soumet celui-ci, dans le cas d'inexécution de ses engagements, à la même loi de procédure d'exécution sommaire qui régissait les obligations des cultivateurs-paysans.

La dernière des lois sur les conventions agricoles est celle du 28 mai 1893.

Dans son premier article, cette loi limite et spécifie le nombre et la nature des conventions qui sont régies par elle et, par conséquent, soustraites à la procédure du droit commun.

Dans l'article 4, elle dit qu'aucun contrat agricole ne pourra stipuler, en dehors du travail de la dîme et du loyer, un autre paiement en nature qui ne serait pas le produit de la terre affermée. Ce paragraphe a été inscrit dans la loi pour mettre un terme à l'abus que les propriétaires avaient l'habitude de faire peser sur les paysans par l'introduction dans les conventions agricoles des corvées et prestations en nature autres que la dîme, comme par exemple des poulets, œufs, agneaux, etc...

Les cultivateurs ne peuvent pas contracter avec un autre exploitateur, avant d'avoir exécuté les obligations contractées par eux ; à cette fin, aucun propriétaire ne doit conclure sous peine de nullité une convention agricole avec un paysan qui n'aurait pas un certificat de la mairie de son domicile, constatant qu'il n'a pas un autre engagement (1).

Le salaire pour lequel le paysan s'oblige à travailler à la journée ou à forfait pour le labourage, les

1. *Considérations sur les lois relatives à la propriété rurale en Roumanie, Angleterre et Irlande*, G. Tasca.

semailles, la moisson, la battue, ne peut pas être fixé pour plus d'un an ; le bail des pâturages et de la terre labourable peut être conclu pour cinq années.

La saisie et la vente par une procédure spéciale et sommaire, sont maintenues par cette loi, mais la même procédure est applicable contre le propriétaire qui n'exécuterait pas son engagement de payer au cultivateur le prix de son travail (§ 26-38) (1).

Il résulte donc, de ce qui précède, que les premières lois qui ont été promulguées pour régler les rapports entre propriétaires et paysans, non seulement ne protégeaient pas le travail de ces derniers mais encore créaient des véritables privilèges au profit du propriétaire. De la sorte le législateur non seulement ne parvenait à protéger le faible contre le fort mais aboutissait à des effets contraires.

En 1882, le législateur a le courage d'entrer dans une nouvelle voie en supprimant ces privilèges, et en 1893 cette protection s'accroît ; mais les dispositions de cette loi n'ont donné aucun résultat pratique faute d'application intégrale. Les mauvaises habitudes des exploitants sont si invétérées qu'on ne peut les mettre en échec tant que les mesures de protection sont timidement appliquées.

Aussi les conventions agricoles sont-elles devenues

1. *Considérations sur les lois relatives à la propriété rurale en Roumanie, Angleterre et Irlande*, G. Tasca.

— même sous le régime de cette loi — de plus en plus onéreuses, si bien qu'on trouve en Roumanie des conventions comme on n'en trouve nulle part ailleurs. On peut le constater en lisant la collection des conventions agricoles, en vigueur pendant l'année 1906, publié par le Ministère de l'Intérieur (1).

Qu'a-t-on décidé pour remédier à cet état de choses ?

On a décidé *que l'Etat doit intervenir dans les conventions entre les parties, non par quelques mesures timides, comme il l'a fait à l'occasion de la loi de 1893, mais par des mesures énergiques propres à mettre sur le même pied d'égalité les parties contractantes.*

Une proposition de loi fixa le maximum des prestations dans les conventions agricoles. Son importance considérable ressort de cette constatation qu'elle réglemente le travail de 82 % de la population.

Soulignons dans ses dispositions principales :

1. L'enquête agricole *Les contrats agricoles*, nous indique les conditions suivantes : Les paysans de la terre de *Varteju* près de Bucarest, doivent payer pour le loyer d'un hectare de terre :

1° La dîme qui est la moitié du produit ; 2° 40 francs ; 3° 3 poulets et 6 kilogrammes de haricots. Quelle peut être la production d'un hectare ? Supposant une bonne récolte : 3 chila de maïs, à raison de 40 francs la chila, on voit que le produit d'un hectare ne peut dépasser 120 francs ; or, de ces 120 francs, il paiera à l'exploitation la moitié — soit 60 francs comme dîme — plus les 40 francs de corvée, en total 100 francs pour en avoir 20, ce qui revient à plus de 175 %.

1) L'article 1^{er} dispose que *le propriétaire ou fermier est tenu à préciser l'étendue de terre payable en argent et celle payable en nature (dîme)*, afin que les obligations des paysans soient nettement déterminées ;

2) Les travaux agricoles ne pourront être exécutés qu'à la tâche ou à la journée ; le salaire n'est acceptable qu'en argent ;

3) Des livres nominatifs délivrés par la mairie serviront à l'inscription de toutes les obligations du paysan ; y seront inscrits : les travaux exécutés et à exécuter et les sommes que le paysan a reçues ;

4) Il sera créé des pâturages communaux dont l'étendue devra être proportionnelle au nombre de têtes de bétail d'une commune ;

Pour quelle raison la loi a-t-elle décidé la création de pâturages communaux ?

Afin d'empêcher l'apparition de clauses usuraires dans les contrats agricoles, le législateur a cherché d'abord, à assurer la liberté réelle du paysan par la création des pâturages communaux. Le paysan aura, par le fait, la possibilité de nourrir sa vache et ses bêtes de trait, sans être forcé, comme auparavant, d'accepter les conditions imposées par le propriétaire ou fermier (1).

5) Minimum de salaire, maximum de fermage et

1. Exposé des motifs de la loi, *Journal officiel*, 21 décembre 1907.

maximum de quantité de travail à effectuer dans une journée, établis sur la moyenne des prix en cours durant les trois dernières années.

Malgré la simplification que la loi apporte aux contrats agricoles, malgré la création de pâturages communaux, si la loi ne fixait pas un minimum de salaire et un maximum de fermage, les paysans, en raison même de la nécessité où il se trouvent, continueraient à être victimes des contrats usuraires.

C'est surtout par le salaire et par le prix d'affermages que les propriétaires pressuraient sous l'ancien régime les paysans (1).

Des pénalités sévères sont prescrites pour toute contravention à la présente loi.

2) La loi sur la Caisse rurale

Quels ont été les résultats de la loi de 1864 ?

On peut dire que la loi de 1864 n'a *résolu que le côté juridique du problème agraire*, car grâce à cette loi les propriétaires virent leurs propriétés libérées

1. Enquête agricole. Variations des prix. Pour le département de Falciu, p. XII.

ANNÉES	Labourage	Binage avec la cueille et transport	La journée avec le chariot	La journée simple
	francs	francs	francs	francs
1882.....	14 » à 16 80	42 » à 58 25	2 50 à 4 »	1 50 à 2 »
1906.....	8 40 à 31 80	22 15 à 31 80	1 60 à 2 »	0 40 à 1 »

de toutes les entraves que les vieilles institutions et les anciennes traditions imposaient à la terre.

En effet, la loi de 1864 a déclaré tous les paysans propriétaires sur des portions de terre qui se trouvaient dès le début insuffisantes.

Conformément à l'article 1^{er} de la loi :

151.725 paysans ou 32,45 %, ont été déclarés propriétaires de 571.976 hectares sur les terres de l'Etat ;

316.415 paysans ou 67,57 %, ont été déclarés propriétaires de 1.194.281 hectares sur les terres particulières.

Soit un total de 467.840 paysans et 1.766.258 hectares.

CATÉGORIE DES CULTIVATEURS	Nombre	Hectares	% du nombre
Paysans notables (Frintasi). . . .	71.912	413.201	15,37
Paysans de moyenne aisance (Mijlocasi). . . .	202.675	882.737	43,17
Paysans prolétaires (Codasi).	134.132	384.708	28,67
Paysans déclarés pro- priét. pour l'habit. et un petit jardin de 600 mètres	59.721	85.610	12,77
Total	467 840	1.766.258	100,00

Le tableau ci-dessus montre que l'étendue de terre nécessaire pour la culture ne fut accordée qu'aux paysans notables (Frintasi).

Or, ces notables ne forment que 15,37 % du nombre des paysans qui ont reçu des terres en 1864 ; *plus de trois quarts n'ont reçu qu'entre 600 mètres carrés et 4 hectares 50 arēs* (1).

La même faute, et plus accentuée, se répéta en 1876, lors de la distribution des terres de l'Etat.

Aux paysans conformément aux articles 5 et 6 de la loi de 1864 (2).

Ainsi, du nombre total de 48.342 paysans, ont :

1 hectare	588	paysans	ou	1,22 %
1 à 2	—	940	—	ou 1,93 %
2 à 3	—	1.749	—	ou 3,62 %
3 à 4	—	7.602	—	ou 15,73 %
4 à 5	—	7.412	—	ou 15,33 %
5 à 6	—	30.055	—	ou 62,17 % (3)

1. Creanga, *La Propriété rurale en Roumanie*, p. 23, 28 et 30. Bucarest, 1907.

2. Le principe de la vente des domaines de l'État, par petits lots, aux paysans qui en avaient besoin, a été inscrit dans les art. 5 et 6 de la loi de 1864. Il y avait trois catégories de cultivateurs qui pouvaient acheter des lots, sur les terres de l'État : a) Les paysans non soumis à la servitude de la *claca*, et qui par conséquent n'avaient pas été déclarés propriétaires sur la terre cultivée par eux ; b) Les cultivateurs qui tout en étant soumis à la servitude *claca*, n'ont pas trouvé dans les 2/3 de la terre qu'ils occupaient, une quantité suffisante pour compléter l'étendue de terre à laquelle ils avaient droit ; c) Les paysans devenus chefs de famille en 1863 et 1864 ne pouvaient être déclarés propriétaires de la terre qu'ils cultivaient, ceux-ci sont connus habituellement sous le nom de *insuratei*.

3. Creanga, *Propriété rurale en Roumanie*, p. 30.

Il est facile de comprendre qu'une véritable propriété paysanne, sur laquelle vit le maître avec sa famille sans recourir à d'autre travail, n'a pas pu se constituer en Roumanie.

L'étendue nécessaire de la véritable propriété paysanne est entre 5 à 20 hectares, estime M. Souchon, dans son livre *La Propriété Paysanne*. « Même pour les cultures dont le rendement est grand, il est difficile de concevoir qu'une famille puisse vivre du produit de moins de 5 hectares (1). »

On peut donc conclure, sans hésitation que, au milieu du siècle dernier, étant donné l'état de science agricole et, surtout, l'ignorance du paysan roumain, l'étendue reçue par le paysan notable (*fruntas*) était à peine suffisante pour lui assurer l'existence.

Les lois sur la vente des domaines de l'Etat (1881, 1884, 1886, 1889, 1896) qui suivirent ne contribuèrent pas non plus à la création d'une véritable propriété paysanne.

Par le fait que l'Etat demandait le versement intégral du prix de vente (la loi de 1889), il interdisait l'achat de plus d'un lot de 5 hectares et excluait les paysans possédant plus de 1 hectare.

Conformément à la loi de 1889, 105.165 paysans ont acheté 526.233 hectares et 1.519 paysans ont acheté 20.360 hectares en gros lots (2).

1. Souchon, *Propriété paysanne*, p. 68.

2. Creanga, *op. cit.*, p. 26.

D'autre part, la vente des lots de 10 à 25 hectares ayant été faite à la licitation publique, les lots ont atteint des prix inouïs, de sorte que ce ne sont pas les paysans qui les achetèrent.

Une autre cause de l'échec de ces lois, réside dans le régime successoral du Code civil roumain, qui admet le partage entre les héritiers. De ce fait, la réduction des portions de terres reçues par les paysans en 1864 est encore plus grande. Après une seule génération, la petite propriété paysanne se transforma en propriété morcelaïre.

Donc, ce cycle intégral de lois, n'empêche pas la propriété paysanne de se diviser, si bien que cette propriété (jusqu'à 10 hectares) est de nos jours extrêmement morcelée en Roumanie. Le tableau suivant nous le prouve (1) :

CATÉGORIE D'ÉTENDUE	Nombre des contri- buables fon- ciers	Ames	Hec- tares	La production de cette étendue en kilogr.	Le besoin du paysan pour l'aliment sec en kgr.	La différence en kilogr.
— 1/2 hect.	62.832	282.744	26.426	25.104.000	113 097.000	— 87.993.000
1/2 à 1 —	81.039	364.675	72.757	69.119 000	145.870.000	— 76.751.000
1 à 2 —	147.900	665.550	237.029	225.177.000	266.220.000	— 41.043.000
Tot. 2 hect.	291.771	1.312.969	336.212	319.400.000	525.186.000	— 205.786.000
2 à 3 —	131.630	592.335	337.000	—	236.934.000	+ 83.216.000
3 à 4 —	172.446	776.007	631.969	—	—	—
4 à 5 —	148.717	669.226	711.033	—	—	—
5 à 7 —	131.145	590.152	743.486	—	—	—
7 à 10 —	45.230	203.535	393.950	—	—	—

1. Creanga, *op. cit.*, p LI et suiv.

En considérant qu'une famille paysanne est composée de quatre membres, les 291.771 contribuables représentent 1.312.969 âmes (31,68 % du total des paysans de Roumanie) ; en rapportant ce chiffre à l'étendue possédée, on constate, qu'en moyenne, sur un hectare vivent quatre âmes.

Sur une aussi réduite étendue il est matériellement impossible aux paysans de se procurer même l'essentiel : « *l'aliment sec* » (pain ou maïs) sans parler d'autres besoins : viande, légumes, impôts, habits, etc.

En vérité, si nous prenons comme base la production moyenne de maïs par hectare, production qui est de 12 hectol. 8 (statistique du Ministère des Domaines) il résulte que les 336.212 hectares produisent ; 319.400.009 kilogrammes.

D'autre part, si la quantité d'aliment sec, pain ou maïs, nécessaire à l'individu est évaluée à 400 kilogrammes il résulte que le produit (319.400.000 kgr. des terres paysannes à l'étendue maximum 2 hectares (1.312.969 âmes) est inférieur de 65 % aux besoins réels qui sont de 525.000.000 de kilogrammes.

La classification suivante faite par M. Creanga (1 nous permet de mieux saisir la situation de son ensemble.

1° La première classe (*de 1/2 à 2 ha.*) qui représente 1.905.304 âmes se trouve dans une dépendance absolue

1. Creanga, *op. cit.*, p. 49 et suiv.

vis-à-vis du grand propriétaire ou fermier, car ses propriétés produisent beaucoup moins qu'il ne faut pour sa nourriture.

2° Ceux de la deuxième classe (*de 3 et 5 ha.*) qui représentent 1.455.233 personnes, échappent à peine à la misère, vivent au jour le jour, mais ne peuvent pas épargner, donc prospérer.

3° Seuls, les paysans de la troisième classe (*de 5 à 10 ha.*) sont dans une situation quasi indépendante vis-à-vis de la grande propriété. Malheureusement, ils ne représentent que 30 % de la population rurale.

Ainsi s'explique la dépendance absolue des paysans vis-à-vis des propriétaires et fermiers ; les terres de labour et de pâturage dont ils ont besoin pour subvenir aux nécessités de leur vie quotidienne, ils sont obligés de les louer à n'importe quelle condition.

Et ce sera la même chose tant que les conventions agricoles maintiendront sous l'empire de la libre concurrence propriétaire et paysan : le premier, pouvant à chaque moment se dispenser du travail des paysans, en appelant des ouvriers agricoles étrangers, le second, faute de pouvoir s'occuper autrement, étant forcé (1) d'accepter les conditions à lui imposées, si illicites qu'elles soient !

« Le besoin est plus dur pour le paysan, que la

1. Il n'y a que 40.000 personnes occupées en industrie. *L'Annuaire statistique de la Roumanie*, p. 238 et suiv.

« plus sévère des lois ; il exerce sur les paysans une
« influence beaucoup plus grande que la loi de 1867,
« qui les obligeait au travail *manu militari*. Cette loi
« est abolie, mais le besoin subsiste et persiste (1). »

Dans presque tous les pays, dit M. Béchaux, à la base du problème agraire se trouve la nécessité de connaître la répartition du sol et de savoir si c'est un pays de grande ou de petite propriété (2).

La statistique officielle accuse les chiffres suivants sur la répartition agraire en Roumanie (3) :

CATÉGORIE DE PROPRIÉTÉS	Nombre de propriétés	Etendue en hectares	Proportion %
Propri. jusqu'à 10 hectares...	920.939	3.153.645	40,29 %
Propri. de 10 à 50 hect..	36.318	695.953	8,89 —
Propri. de 50 à 100 hect..	2.405	166.847	2,13 —
Propri. de 100 à 500 hect..	3.314	816.385	10,43 —
Propri. de 500 à 1.000 hect..	1.122	803.084	10,26 —
Propri. de 1.000 à 3.000 hect..	771	1.236.420	15,80 —
Propri. de 3.000 à 5.000 hect..	112	434.367	5,55 —
Au-dessus de 5.000 hectares..	66	520.095	6,65 —

Cette répartition est plus viciée en Roumanie qu'en Angleterre : d'une part *la petite propriété avec plus d'un million de paysans possédant trois millions d'hectares*, d'autre part une *propriété moyenne* (50-100 ha.) *très mal représentée, qui occupe 2,13 % de l'étendue cultivable du pays ; en haut, cinq mille*

1. Creanga, *op. cit.*, p. LIV.

2. Etienne Béchaux. *La question agraire en Irlande*, p. 83.

3. Creanga, *op. cit.*, p. XLVI.

grands propriétaires possèdent quatre millions d'hectares.

On peut, sans hésiter, proclamer qu'il existe en ce pays une propriété latifundiaire.

Voici, en effet, la définition qu'en donne M. le professeur von Philippowich (1) : « La grande propriété se transforme en propriété latifundiaire lorsqu'elle supprime la petite ou la moyenne propriété, au point de rendre la classe des petits ou moyens propriétaires, politiquement et socialement insignifiante. »

Ce n'est pas tant l'étendue de la grande propriété qui détermine la notion de latifundia, mais surtout le rapport qui existe, en un moment donné, entre l'étendue de la grande propriété d'une part et les autres catégories de propriétés de l'autre. Au surplus, la latifundia, par sa compression de la petite propriété produit des effets désastreux et multiples.

En premier lieu, *la petite propriété a été empêchée dans son expansion.*

Le paysan qui a quelques économies ne peut pas trouver de terres à acheter; les propriétés qu'il est susceptible d'acquérir sont peu nombreuses et chères.

En second lieu, *la grande propriété a asservi en*

1. Eugène von Philippowich. *La politique agraire*. Paris, 1904. p. 67.

Roumanie le travail des paysans, ainsi qu'il a été constaté plus haut (1).

En troisième lieu, *la grande propriété a aussi empêché tout progrès de l'agriculture chez les paysans*.

Il faut que les quatre millions d'hectares que forme la grande propriété soient cultivés et si la culture de ces quatre millions d'hectares entre en concurrence avec la culture des terres appartenant en propre ou prise en location par les paysans, ceux-ci doivent négliger la culture de leurs terres à eux.

De là, le faible rendement de la propriété paysanne comparativement à la grande.

De ce fait aussi est né tout le système des contrats agricoles que nous avons exposé.

En dernier lieu, la nécessité économique de faire cultiver les quatre millions d'hectares de la grande propriété *impose aux paysans un capital d'exploitation en disproportion avec leurs ressources*.

Les statistiques (2), nous montrent que le capital d'exploitation est réparti entre les paysans et les propriétaires ou fermiers de la manière suivante :

1. Cf. dans la dernière partie, p. 42.

2. *L'Annuaire statistique de la Roumanie*, 1905, p. 188-189.

CATÉGORIES	Bat- teuses	Char- rues	Herses	Binots	Mois- son- neuses	Trieurs	Vans
Propriétaires ou fermiers.....	1.276	42.000	21.000	3.000	3.560	2.745	6.056
Paysans.....	7.669	474.000	25.000	18.833	10.556	2.982	17.678

Il résulte, de tout ce que nous venons de dire, que la répartition de la propriété foncière est non seulement tout à fait viciée, mais même dangereuse pour l'état économique et social de la Roumanie.

Le législateur a été obligé d'envisager également ce côté, le plus important du problème agraire, et de prendre des mesures pour faire disparaître petit à petit les latifundia.

Un projet de loi dans ce sens fut déposé en 1907 pour la création d'une *Caisse rurale*.

La *Caisse rurale* est une institution de crédit destinée à faciliter aux paysans l'achat de terre. Son capital de 10 millions est souscrit par moitié par des particuliers et complété par l'Etat. Elle aura la faculté d'émettre des bons ruraux. Intermédiaire entre propriétaires et paysans, elle fera toutes les opérations relatives aux lotissements de 5 à 25 hectares, ce qui constitue le maximum.

Cette loi remédie en outre au danger du morcellement par une disposition principale qui déclare *indivisible dans la propriété paysanne un lot de 5 hec-*

tares. A cette étendue la propriété ne tombera que dans l'héritage d'un seul enfant.

3) La loi sur la limitation du droit de fermage

Le développement très rapide des moyens de transport conditionna une grande extension du trafic d'exportation de céréales. Ces besoins nouveaux et sans cesse grandissants, donnèrent naissance à une nouvelle forme d'exploitation agricole : le fermage, ce qui permit l'apparition de ce type social nouveau en Roumanie : le fermier.

L'ancien seigneur-propiétaire ignorait tout d'une grande exploitation agricole. D'autre part, le développement des relations du pays avec l'Occident, le rendit avide de connaître ce monde, d'en goûter les plaisirs. Il se mit à voyager, et fixa même souvent sa résidence dans les capitales d'Occident (1).

Ce genre de vie comportait la nécessité d'un budget fixe et, dans ce but, il céda sa terre contre une rente annuelle à un intermédiaire (2), se débarrassant ainsi de toute préoccupation.

1. D'autres moins riches se fixent dans la capitale ou dans les principales villes du pays, pour y faire de la politique. — Georgesco-Severin. *La réforme agraire en Roumanie*.

2. M. Miévacque nous peint le type du fermier d'une manière très réussie : « Le fermier dans ce pays n'est pas un agriculteur. C'est un homme de hasard, sans métier et que la chance a favorisé, un négoc-

Les statistiques nous montrent que la grande propriété est affermée dans la proportion de 60,20 % (2.293.961 ha. sur 3.810.351 ha.) (1).

De cette étendue affermée, 825.503 hectares ou 36,3 % le sont à des étrangers (2).

C'est surtout dans le Nord-Est du pays, en Moldavie, que les étrangers, surtout les Juifs (39,93 %) ont pris de grandes étendues de terre en ferme.

En outre, quelques fermiers juifs ont pris en ferme plusieurs terres, réunissant des étendues de milliers d'hectares, constituant aussi de véritables *trusts*.

Les plus connus sont *les trusts Fischer et Juster*.

Ces deux trusts réunissent à eux seuls 189.551 hectares cultivables.

On voit donc qu'en Roumanie les exploitations agricoles sont encore plus concentrées que les propriétés.

« ciant grec qui abandonne le commerce des céréales, un courtier juif, « un ancien domestique quelquefois protégé par ses maîtres, un con- « tremaitre ou un valet de ferme enrichis.

« Ignorant tout de la science agricole, il suffit à ces fermiers, pour « qu'ils se croient capables d'exploiter un domaine, de trouver les « sommes nécessaires à inspirer confiance au propriétaire. Leur bail « en poche est déjà une fortune . » (1907, 4^e.) « La crise de la terre en Roumanie ». Articles parus dans la *Revue hebdomadaire* nos 40-43.

1. Creanga, *op. cit.*, p. LXXV.

2. Creanga, *op. cit.*, p. LXXX.

Ce sont les systèmes d'exploitation de la terre qui expliquent la formation des *trusts*.

En effet, en *Moldavie*, l'exploitation des grandes terres se fait par le système de sous-location d'une grande partie de la terre aux paysans.

Le profit du fermier dans ce système consiste dans la différence entre le fermage qu'il paye au propriétaire et celui qu'il reçoit des paysans.

Il est aisé de comprendre, que le fermier cherche à augmenter l'étendue louée, car ses profits croissent proportionnellement au nombre d'hectares loués.

Mais ce qui a déterminé principalement la formation de trusts et rendu possible l'exploitation en grand, c'est que le paiement du loyer se faisait par les paysans en travaux exécutés sur la terre cultivée par le fermier lui-même. Celle-ci pouvait donc être cultivée par les fermiers sans aucun capital d'exploitation.

En *Valachie*, l'exploitation des grandes terres, se fait par le système du colonat partiaire : le profit du fermier est proportionnel au nombre d'hectares pris en fermage, la dime augmentant également avec le nombre d'hectares.

Ces grands fermiers, dans les derniers temps, spéculaient sur le besoin de terre, sans cesse grandissant, par suite de l'accroissement de la population et du morcellement de la propriété paysanne.

Par le fait de posséder toute la terre cultivable à

des lieues à la ronde, le fermier rend impossible au pays son engagement ailleurs que chez lui, le paysan restant par la nécessité inexorable de sa vie, attaché au lieu de sa demeure (1). L'emprise du fermier sur le paysan devient formidable, ce dernier n'étant plus qu'un instrument entre les mains de son exploitateur ; et celui-ci dicte à son aise les conditions onéreuses du contrat agricole.

Voici ce que les paysans ont raconté à M. Creanga :

« Notre fermier (*Fischer*) augmentant le prix de la
« terre d'une façon abusive, nous nous en fûmes
« trouver le propriétaire voisin, à une bonne distance
« de notre village, afin d'affermir chez lui les terres
« dont nous avions besoin. Nous réussîmes à les
« obtenir cette année. Mais, l'année suivante, ces
« terres avaient été accaparées par le fermier *Fischer*,
« et nous nous trouvâmes dans l'obligation de pas-
« ser par où il voulait, vu, qu'à la première tenta-
« tive de grève de notre part, le premier s'en fut
« chercher en Autriche les ouvriers agricoles dont
« il avait besoin. »

De la sorte le prix de sous-location atteignit le chiffre de 180 francs l'hectare.

1. Le paysan, en Roumanie, étant maître de ses instruments agricoles, — sa charrue, ses bêtes, — par conséquent ne peut se mouvoir dans un grand rayon.

Pour le pâturage, on imposait jusqu'à 35 francs par tête de bétail (1).

Une preuve que les fermiers trusters cherchaient à spéculer sur les besoins des paysans, est que, lorsqu'ils prenaient en fermage une terre, ils ne considéraient pas la fertilité du sol mais avaient égard au nombre des paysans établis sur la propriété (2).

L'augmentation des fermages, au double et même au triple, dans les dernières années, ne peut pas être considérée comme un phénomène normal résultant d'une amélioration sensible des systèmes de culture ou d'une hausse du prix des céréales.

La production n'a augmenté que de 25% pour le blé ; elle a diminué pour le maïs de 9,5 %.

Cependant le fermage s'est accru de 100 à 200 % pour 31 % des propriétés et de plus de 200 % pour 37 % des propriétés (3). Quant au prix des céréales, il a subi dans les vingt dernières années une baisse considérable sous l'action de la concurrence des pays d'Amérique.

La population, il est vrai, a augmenté dans les trente-six dernières années de 47 %, mais c'est là un coefficient bien insuffisant pour expliquer à lui seul une hausse de 200 % du prix de sous-location.

1. Discours prononcé par M. I.-C. Bratiano, ministre de l'Intérieur.
Séance du 14 décembre 1907.

2. Cas cité par L. Creanga. *La situation des fermiers*, p. 21.

3. Enquête agricole. *L'augmentation du fermage*, p. IV.

C'est aux trusts des fermiers qu'il faut attribuer cette extraordinaire et rapide augmentation des prix de fermage. Augmentation étroitement liée aux tendances d'accaparement des terres cultivables qui sont caractéristiques du trust.

D'ailleurs, c'est pour cette raison que le législateur s'est vu dans l'obligation d'intervenir.

La loi de 1908 sur la limitation du droit de fermage prend un ensemble de mesures destinées à enrayer le mal. Parmi celles-ci, la plus importante est :

« *La prise en fermage de plusieurs propriétés par un seul, ne pourra dépasser une étendue totale de 4.000 hectares (1).* »

Il nous faut remarquer que les propriétés qui se donnent le plus fréquemment en fermage sont celles de 3.000 à 5.000 hectares, ce qui fait 73.36 % de l'étendue de la catégorie.

Une exception est faite pour le cas où la totalité de l'étendue de terre cultivable appartenant à un seul propriétaire sera supérieure au chiffre ci-dessus.

La raison de cette exception réside dans l'impossibilité où se trouvait le législateur de porter atteinte

1. Un projet de loi d'initiative parlementaire demandait une augmentation d'impôts fonciers de 20 et 40 %, sur les terres affermées. Ceci pour obliger indirectement les propriétaires à cultiver eux-mêmes, d'où résulterait la suppression des fermiers, considérés comme élément parasitaire de la terre.

au principe de la propriété, en obligeant le possesseur de fractionner sa terre, lorsqu'il s'agit de la donner au fermage.

VII

Toute la législation agraire roumaine est marquée d'un caractère nettement interventionniste, les dernières lois surtout.

Les quarante ans d'expérience ont prouvé que la petite propriété paysanne ne pouvait se maintenir et se développer qu'avec l'appui décidé de l'Etat.

Si le législateur de 1854 avait eu le courage d'orienter catégoriquement la politique agraire dans le sens de l'interventionnisme d'Etat, nous avons la certitude — et les faits historiques résumés par nous le prouvent — que la petite propriété paysanne issue d'une nécessité économique impérieuse se trouverait aujourd'hui hors d'atteinte.

Nous ne pouvons pas conclure avec la même précision — leur date trop récente ne le permet pas — en faveur des nouvelles réformes. Nous savons seulement, par une enquête personnelle, que leurs effets se font déjà sentir dans le monde des propriétaires.

D'où l'on peut conclure que si l'on continue l'œuvre commencée, l'avenir est plein de promesses.

Nous formons des vifs souhaits pour leur prompt réalisation.

DEUXIÈME PARTIE

LES INSTITUTIONS DE CRÉDIT ACCESSIBLES A LA GRANDE PROPRIÉTÉ

PRINCIPES ÉCONOMIQUES EN RAPPORT AVEC LE PROBLÈME DU CRÉDIT AGRICOLE

L'industrie agricole qui occupe en Roumanie 80 % de la population, prend de ce fait une prépondérance considérable.

Il est logique qu'elle soit l'objet de toutes les préoccupations du Pouvoir, surtout, lorsque dans son développement, elle se heurte à des maux qu'elle ne peut supprimer elle-même.

Comme partout ailleurs, les Pouvoirs publics roumains sont assiégés de la part des agriculteurs qui se plaignent d'une crise d'autant plus grave, qu'elle affecte des intérêts et des capitaux assez grands (1).

En effet, l'agriculture souffre du pire des maux

1. C'est à l'ouvrage remarquable de M. Louis Dopp, que nous empruntons les notes dont nous nous servons pour le présent résumé.

pour une industrie : l'insuffisance de capitaux. La rareté du numéraire à la campagne est un fait unanimement reconnu.

D'innombrables systèmes ont été proposés : nous retenons pour notre part le suivant : « Développer le crédit de l'agriculture, lui procurer les capitaux dont elle a besoin pour améliorer la culture et augmenter le rendement ; la mettre, au point de vue crédit, sur le même pied que le commerce et l'industrie. »

Le problème du Crédit agricole nous semble, en effet, des plus urgents à résoudre.

I. — DÉFINITION DU CRÉDIT AGRICOLE. — Au point de vue du Crédit agricole, nous pouvons dire que la qualité de l'emprunteur importe peu. Ce qui est important, c'est *la destination du capital emprunté*, et c'est là le caractère essentiel de cette forme de crédit.

Nous pouvons dire : *Le crédit est agricole toutes les fois que le capital prêté est destiné à une opération agricole quelconque.*

II. — DISTINCTION DU CRÉDIT AGRICOLE ET DU CRÉDIT FONCIER. — Il y a deux grandes catégories de crédit : le *crédit réel* et le *crédit personnel*.

1) Le crédit fait sur un gage immobilier constitué par l'emprunteur prend plutôt le nom de crédit foncier. Il est alors à la fois personnel et immobilier. Il est pratiqué exclusivement par des agriculteurs désireux de réaliser des améliorations foncières perma-

nentes : travaux de dessèchement, de drainage, de reboisement, acquisition de fonds ruraux.

2) Quand l'emprunteur ne peut offrir aucun gage immobilier (le cas fréquent des fermiers et paysans), le crédit est alors purement personnel ; il ne peut reposer que sur la solvabilité personnelle de l'emprunteur.

Cette division se trouve incomplète, à l'heure qu'il est, tant en France qu'en Roumanie.

En France, par la loi sur les warrants agricoles de 1898, il est permis aux cultivateurs d'emprunter en donnant pour gage certains produits déjà récoltés.

En Roumanie, la loi de 1882 sur les Caisses départementales de crédit agricole, la remise du gage sera considérée comme effectuée *en vertu de la convention et dès la date de l'acte qui la constate*.

Le crédit agricole se subdivise donc en crédit personnel, crédit mobilier, crédit immobilier, ces deux derniers ayant à leur base des sûretés réelles.

Le crédit agricole est, en un mot, le crédit aux agriculteurs, à tous les cultivateurs qui, au-dessus de leurs intérêts personnels songent aussi à l'enrichissement du sol et au développement large de la vie agricole, unique moyen de sortir victorieux de la bataille concurrentielle.

CHAPITRE PREMIER

Le Crédit Foncier

La grande propriété en Roumanie se trouvait dans une situation très obérée. Sa dette n'avait pas pris des proportions trop grandes, elle dépassait à peine 200 millions. Mais c'était en raison des intérêts que portait cette dette, — les emprunts se faisaient journellement à 18 et 24 % — que la création d'une banque de crédit foncier devint une nécessité inexorable.

Le crédit privé dans un pays où les capitaux déjà minimes se réservaient faute de confiance, l'usure devait naître fatalement, et, sous quelque forme qu'elle s'exerce, elle est une véritable plaie pour le pays.

Le premier essai de Crédit Foncier a été fait quelques années avant l'union des principautés.

En Moldavie (1856) on autorisa par décret du Prince, une Société de capitalistes à créer sous le nom de Banque Moldave une institution de crédit, avec des attributions assez étendues.

Elle pouvait faire des prêts hypothécaires avec ou sans amortissements, portant intérêt de 7 % et un

amortissement de 3 %/. D'autres opérations financières ne lui sont pas interdites.

Sur un exercice de deux ans la Banque fit des avances de 9.987.500 francs, avances insuffisantes d'ailleurs étant donné les nécessités de la propriété. Et malgré tous les privilèges accordés, la Banque se trouva forcée de liquider, par suite d'opérations financières trop hasardeuses.

En 1862 une commission parlementaire fut nommée pour étudier la question du Crédit Foncier. Celle-ci se montra dans ses conclusions favorable à la création d'un Crédit Foncier sur la base de l'Association mutuelle des propriétaires.

Dans ce système, l'association sert d'intermédiaire entre les propriétaires et les capitalistes ; c'est à elle que les offres et demandes des prêts hypothécaires seraient faites. Par le principe de la garantie de l'association, en même temps qu'on augmente le gage et la solvabilité du débiteur, on assure la régularité du service des intérêts.

Cependant, les travaux de la commission sont restés dans les archives du ministère.

En 1869 le gouvernement fait sien un projet de loi présenté par de Hertz, le directeur de la banque « La Roumanie », et mandataire d'un groupe de capitalistes étrangers.

En même temps, la Chambre se trouve saisie de quatre nouvelles propositions :

1° Proposition pour la création d'un Crédit Foncier de Roumanie présentée par Eugène de Reims, mandataire d'un groupe de banquiers à Paris ;

2° D'une proposition de Ferdinand Laitner ;

3° D'une proposition émanant d'un groupe de banquiers de Vienne, Paris, Londres et Berlin ;

4° Enfin une dernière proposition présentée par E. Bousquet-Deschamps, impliquait, en dehors du Crédit Foncier, la création d'une *Banque Nationale*.

Frappé par cette avalanche de propositions, le gouvernement proposa en 1872 un projet de loi portant création d'une *Société Anonyme* jouant le double rôle de banque d'émission et banque foncière. La Société se constituera avec un capital social de 40 millions et pour une durée fixée à trente-cinq ans.

Elle aura le droit :

1° D'accorder des prêts avec un amortissement plus ou moins long, aux propriétaires fonciers, départements, communes et établissements de bienfaisance ;

2° D'émettre des lettres de gage ;

3° Elle sera chargée de l'émission et de la négociation des titres créés par l'Etat, départements et communes ;

4° Elle fera des opérations de banque.

L'établissement pourra faire le versement des fonds en lettres de gage ou en numéraire, avec un maximum d'intérêt fixé à 7 1/2 %.

On lui accordait en outre des privilèges en matière de suite des immeubles hypothéqués.

Dans les dispositions transitoires du projet, on prévoyait qu'immédiatement après la promulgation de la loi, le gouvernement fera pendant trois mois les publications nécessaires dans les principaux journaux étrangers; il appellera à la concurrence les capitaux qui accepteraient les conditions prévues par la loi. Si après l'expiration de ce délai aucun groupe ne se présente pour offrir des conditions plus avantageuses, le gouvernement accordera le privilège au groupe qui acceptera la loi telle quelle.

Nous ne trouvons dans tous ces projets de loi et propositions, aucun qui soit basé sur le système allemand de l'association des propriétaires. Tous avaient pour but la création du Crédit Foncier par des capitalistes qui devaient se préoccuper beaucoup moins de l'intérêt des propriétaires fonciers, que de celui de leurs actionnaires.

C'est avec raison que les propriétaires fonciers encouragés par les conseils prodigués par des économistes, comme Josseau, par les conclusions du rapport de Théodore Rosetti, notre agent diplomatique à Berlin (1), — lequel assurait que nos lettres de gage auraient à la Bourse de Berlin un public habitué à ces sortes de titres, — par l'expérience *séculaire*

1. Les travaux préparatoires publiés par la *Société de Crédit Foncier*.

et les résultats donnés en Allemagne, protestèrent dans une grande réunion, contre le projet du gouvernement d'engager leurs représentants à la Chambre de présenter un contre-projet ayant pour base *« le principe de l'association des propriétaires fonciers, cette forme d'institution qui exclut toute idée de spéculation, se limite dans son rôle d'intermédiaire entre le capital et l'agriculture »*.

Le gouvernement devant la force du mouvement retire son projet et s'engage à examiner le contre-projet d'initiative parlementaire, avec toute la sollicitude que mérite cette question.

Ce projet repose sur :

1° Le principe de l'association des propriétaires fonciers ;

2° Sur un droit de privilège ;

3° Sur l'unité d'institution ;

4° Et sur la solidarité de l'emprunteur même après sa libération.

Seules, l'unité d'institution et la solidarité de l'emprunteur même après sa libération, rencontrèrent des vives résistances dans le monde agricole. Pourquoi une seule solution, disaient les adversaires de l'unité ? Pourquoi ce monopole ? Forcer les propriétaires à se grouper dans une seule association, n'est-ce pas porter atteinte à la liberté d'association ? C'est grâce à la pluralité des institutions, que l'Allemagne a le crédit si développé.

Cependant, même en Allemagne où l'organisation et la concentration des banques existaient déjà, il y avait des contrées pauvres où les lettres de gage étaient vendues à un cours plus bas que dans les contrées riches. A plus forte raison il fallait donc, en Roumanie, où la concentration des banques et les capitaux manquaient, une seule et assez puissante association pour être connue du public et des capitalistes étrangers.

Le principe de l'unité ne devait point passer dans la loi, puisqu'il y est dit que : *des sociétés de propriétaires peuvent se constituer avec l'autorisation du ministre des Finances*; ceci donne l'impression d'une pluralité d'institutions sans limite de nombre.

Cependant dans l'article 19 de la même loi il est dit :

« *Le gouvernement pourra ouvrir à chacune des trois sociétés constituées à Bucarest, Iassy et Craïova un crédit d'un million et demi à la Caisse des dépôts et consignations.* »

Cependant les propriétaires s'en tinrent à leur idée première et se groupèrent en une société *unique* ayant le siège à Bucarest. C'était leur seul moyen d'asseoir sur des bases solides le crédit dont ils avaient besoin.

Quant au principe de la solidarité de l'emprunteur même après sa libération, principe qui restait suspendu comme l'épée de Damoclès sur la tête de

l'ex-associé, il ne devait pas passer dans la loi, malgré qu'on invoquât en sa faveur le besoin d'augmentation du crédit pour l'association.

On se réclamait aussi de l'autorité du grand économiste français *Josseau*, qui, dans son *Etude sur les institutions de crédit foncier en Allemagne*, dit : « Cette responsabilité mutuelle des prêteurs produit des effets. D'abord, elle inspire plus de confiance aux capitalistes et facilite la circulation des lettres de gage ; ensuite elle crée entre les associés une surveillance qui devient une garantie pour la sincérité des estimations. Cette solidarité est restée lettre morte. Il n'y a pas eu un seul exemple où la société a saisi un propriétaire libéré de sa propre dette pour les annuités restant dues par ses anciens associés. »

On peut résumer en peu de mots les avantages que cette institution engendre :

1° Assurer les propriétaires contre les demandes de remboursement du capital et les soustraire ainsi aux abus de l'usure ;

2° Procurer des fonds aux plus modiques intérêts par suite de la confiance qu'une association des propriétaires inspire ;

3° Faciliter l'amortissement successif.

Ce projet est devenu loi en avril 1873, et au mois de décembre de la même année, le Crédit Foncier commença à fonctionner.

Avant de commencer l'étude de l'institution du Crédit foncier, il est de notre devoir de rendre hommage à la mémoire de Jean Bratiano et Georges Vernesco, députés, qui ont déposé et défendu le projet. C'est grâce à leurs articles et à leurs discours, que, d'abord l'opinion, ensuite le Parlement se montrèrent favorables à ce genre d'institutions.

Immédiatement après la promulgation de la loi et des statuts, le Gouvernement institua un comité composé du ministre des Finances, du président de la Chambre des députés et du plus âgé des vice-présidents du Sénat.

Conformément à l'article de la loi, ce comité qui avait son siège au ministère des Finances, devait, par une publication insérée au *Moniteur officiel*, faire appel à tous les propriétaires terriens de la Roumanie, qui seraient désireux de rentrer dans la première Société de Crédit Foncier. Celle-ci sera constituée dès que 60 propriétaires fonciers se seront inscrits avec un apport de capital d'au moins trois millions en terres valables pour ce capital en vertu des rôles de l'impôt foncier de l'Etat.

En moins de deux mois se sont inscrits 136 propriétaires avec une demande de prêt de 5.913.372 francs et des propriétés en valeur de 36.146.425 francs.

La Société constituée conformément à la loi élit son premier conseil d'administration, pour une durée de trois ans.

**Dispositions principales de la loi de 1873
avec les modifications de 1882 et 1903**

Article premier. — La Société de Crédit Foncier établie sur le principe de l'association directe et de la garantie mutuelle des propriétaires fonciers pourra, dans le but de procurer aux propriétaires, qui voudront emprunter sur hypothèque, leur donner le moyen de se libérer de leurs dettes, par des annuités à longs et courts termes.

Sont membres tous les propriétaires qui mettront en hypothèque leurs propriétés. Chacune des propriétés hypothéquées garantit d'abord le versement régulier des intérêts et de l'amortissement de la dette consacrée par elle et, ensuite, solidairement, la totalité des obligations contractées par la Société.

Dans le cas où le principe de la solidarité devra être appliqué, la garantie est répartie sur toutes les hypothèques en proportion des sommes dont chacune d'elles est grevée envers la Société à l'époque de cette opération (art. 18 et 12).

La durée de la Société fixée d'abord à soixante ans par la loi de 1873 a été rendue illimitée par la loi de 1882.

Jusqu'en 1933, les propriétaires seuls ont le droit de former de pareilles sociétés, et la fondation d'une

institution quelconque de Crédit Foncier par association de capitalistes ne pourra être autorisée.

Les sociétés de propriétaires qui voudront se constituer devront demander l'autorisation du ministre des Finances, en vertu de la présente loi.

Chaque emprunteur, lorsqu'il reçoit un prêt, verse dans la caisse de la Société, pour la formation d'un capital social, 2 % sur la somme qu'il reçoit. Ce versement sera considéré comme une avance faite à la Société et ne sera restitué sans intérêt qu'à l'extinction complète de la dette contractée (art. 7).

La Société a un fonds de réserve composé :

a) De 14 % payés à la Société en numéraire par l'emprunteur, une fois pour toutes, sur chaque emprunt effectué ;

b) De ses propres intérêts ;

c) Et d'un prélèvement annuel de 90 % du bénéfice net (art. 16).

Ces retenues auront lieu jusqu'à ce que le fonds de réserve ait atteint 5 % des prêts existants. La destination du capital de réserve est : de compléter le fonds employé à solder les intérêts des coupons échus, des lettres de gage, et, à rembourser les lettres de gage sorties au tirage.

Opérations

Art. 6. — Les Sociétés de Crédit Foncier sont autorisées :

1° A faire aux propriétaires d'immeubles des prêts sur hypothèque à long terme dont le remboursement s'opérera par annuités et des prêts à court terme, toujours sur hypothèque ;

2° A créer sur la base de ces prêts des lettres de gage (*Pfandbriefe*) pour une valeur qui ne pourra pas dépasser les sommes dues par les emprunteurs ;

3° Négocier et escompter des lettres de gage et faire des avances sur titres (supprimé par la loi de 1882).

Examinons maintenant les deux opérations :

Les prêts à long terme ne peuvent être amortis en moins de dix ans ni en plus de soixante ans.

Leur annuité est payable tous les dix mois, soit en numéraire, soit en lettres de gage. L'annuité comprendra : 1° l'amortissement déterminé par le taux des intérêts et la durée du prêt ; 2° les intérêts ; 3° et une somme destinée à couvrir les frais d'administration.

Les débiteurs peuvent aussi se libérer par anticipation en totalité ou en partie (art. 38). Le dernier alinéa de cet article spécifiant « que les remboursements par anticipation donnaient droit à la Société à une indemnité de 1% », a été supprimé par la loi de 1882.

Les remboursements par anticipation peuvent être effectués soit en lettres de gage, soit en numéraire.

Les prêts à court terme n'ont pas été accordés

malgré l'article 53 qui permet à la Société l'émission des lettres de gage à jour fixe. Toutefois, celles-ci ne peuvent avoir moins de douze mois de date, à moins d'une autorisation spéciale du gouvernement.

Le Conseil d'administration prétexte que la création de deux sortes de lettres de gage et de deux sortes de tirages pourrait nuire au crédit des lettres de gage, sans aucun avantage pour l'emprunteur !

Les articles 28, 29, 43 de la loi et 74 des statuts précisent les conditions pour consentir un prêt :

Première condition. — La Société ne prête aux propriétaires d'immeubles fonciers que sur première hypothèque.

Cependant, si l'immeuble est grevé d'une charge inscrite à raison de garantie, éviction ou de rente viagère, la Société peut encore prêter sous condition que le prêt, augmenté de capitaux déjà inscrits, ne dépassera pas la moitié de la valeur de l'immeuble (art. 28).

Par là, le législateur n'a pas voulu comprendre que les propriétés qui s'offrent comme gage à la Société, doivent, au moment de la demande de prêt, être libres de toute charge. Une pareille disposition aurait restreint le but de la Société, qui est de procurer aux propriétaires emprunteurs le moyen de payer leurs dettes dans des conditions avantageuses.

De là, la fin de l'article 28 : « Sont considérés

comme faits sur première hypothèque les prêts au moyen desquels doivent être remboursées les créances déjà inscrites, lorsque, par l'effet de ce remboursement ou par la subrogation opérée au profit de la Société, son hypothèque passe avant les autres et sans concurrence. En ce cas la Société conserve entre les mains une valeur suffisante pour opérer ce remboursement. »

Deuxième condition. — Les prêts accordés par la Société ne peuvent, en aucun cas, excéder la moitié de la valeur de la propriété (art. 29).

Cette règle n'est établie que pour les terres, pour les vignobles, forêts, plantations, etc..., l'institution n'accorde au maximum que le $\frac{1}{3}$ de leur valeur.

Les usines et fabriques ne sont acceptées que d'après leur valeur, faisant abstraction de leur valeur industrielle. Ces propriétés étant susceptibles d'être détruites par le feu, doivent être assurées contre l'incendie aux frais des propriétaires pendant toute la durée du prêt.

Troisième condition. — La Société n'accepte pour gage que les propriétés produisant une rente régulière qui ne soit jamais inférieure à l'annuité due à la Société.

Et pour donner à l'institution la possibilité d'observer cette règle, le propriétaire doit présenter les récépissés d'impôts, une copie légalisée d'après le rôle de l'impôt foncier des trois dernières années,

son contrat de fermage ou son contrat de convention agricole et ses registres d'exploitation, si c'est le propriétaire lui-même qui l'exploite.

La deuxième opération de l'institution consiste à *émettre des lettres de gage sur base de prêt*.

Ces lettres de gage sont au porteur, elles portent intérêt et se transmettent par simple tradition.

À ses débuts, la Société avait fait une émission de lettres de gage à valeur nominale de 100 francs portant intérêt de 7%. La négociation de ses valeurs fut quelque peu pénible jusqu'à l'époque de la guerre (1877) ; après la guerre elles tombent à 75 puis à 71 et finissent par monter en 1881 au-dessus du pair (à 102 et 103 francs), comme on peut voir :

Cours des lettres de gage portant intérêt de 7 %

ANNÉES	Maximum	Minimum
1874	81 3/4	80 1/3
1875	85 3/4	84 1/8
1876	77 1/2	72 3/4
1877	75 (guerre)	71 1/8
1878	88 1/2	85 3/4
1879	97,17	95,17
1880	98,95	97,77
1881	103,65	102,06

La faveur dont jouissaient alors ses valeurs, décida la Société à émettre le 1^{er} juin 1881 des lettres de

gage portant intérêt de 5 % et destinées à faire bénéficier les anciens et les nouveaux possesseurs de titres. Cette nouvelle émission qu'on négociait à 90 francs fut très bien reçue par le public.

Une seconde opération, destinée à ne faire bénéficier que les plus anciens possesseurs de titres, suivit cette émission.

Le Conseil d'administration proposa à l'assemblée générale la conversion des lettres de gage 7 % en 5 %.

L'assemblée décida :

Le Crédit Foncier de Bucarest est autorisé :

1° A déclarer tirées au sort remboursables, les lettres de gage 7 % en circulation à l'époque que fixera le Conseil.

2° Emettre à la place, des lettres de gage 5 % dans les mêmes conditions et pour une valeur nominale égale à celles de 7 % en circulation à l'époque.

3° Négocier les nouvelles lettres de gage 5 % pour payer le capital nominal des lettres de gage 7 %, déclarées tirées au sort et remboursables.

4° Obtenir la possibilité de contracter à la Caisse des Dépôts et Consignations un prêt à 3 % amortissable en 40 semestres, pour pouvoir couvrir la différence entre le capital nominal des lettres de gage 7 % et le capital effectif représenté par les lettres de gage 5 %.

Toutes ces propositions et une avance de cinq mil-

lions à la Caisse des Dépôts, ont été votées par les deux Chambres.

L'emprunt de la conversion n'a pu être réalisé à la Caisse des Dépôts et Consignations faute de fonds disponibles. Cependant, la conversion s'est faite par des emprunts partiels et successifs et fut achevée en 1898.

Dans la même année le Crédit Foncier commence à émettre des lettres de gage 4 %.

Nous avons déjà montré le cours des lettres de gage 7 % ; il nous reste les lettres de gage 5 % et 4 %.

Cours des lettres de gage 5 %

ANNÉES	Maximum	Minimum
1882	90 1/2	88 5/8
1883	91 1/2	90,2
1884	91 3/4	90,45
1889	96,87	96,32
1890	98,71	98,04
1900	93,65	91,57
1908	100,75	97 1/8
1909	99,75	96,75

Cours des lettres de gage 4 %

ANNÉES	Maximum	Minimum	Moyenne
1898	92,71	91,89	92,15
1899	87,95	85,93	86,89
1900	78,01	76	77
1901	78	77	77,50
1902	86,39	84,78	85,58
1903	90,29	88,95	89,62
1904	91,18	89,48	90,38
1905	95,31	94,94	95,05
1906	90 3/4	85 3/8	88,06
1909	89,55	86 1/8	87,83

Les propriétaires ne trouvaient autrefois et péniblement que des petites sommes dont les intérêts variaient de 18 à 24 %. Grâce à cette institution ils trouvent des capitaux bon marché et des facilités de paiement. Comment les propriétés ne seraient-elles pas dégrevées de leur lourd fardeau ?

Subventions

Art. 19.— Jusqu'à la formation du fonds de réserve prescrit à l'article 16 (1), le gouvernement, sur sa

1. Le capital de réserve est constitué par le 14 % payé par l'emprunteur pour chaque prêt, prélèvement 90 % du bénéfice net, de ses propres intérêts.

Sa destination est de compléter le capital de revirement.

responsabilité, ouvrira à chacune des trois premières Sociétés qui seront constituées à Bucarest, Iassy et Craïova, un crédit de un million et demi sur la Caisse des Dépôts et Consignations avec un intérêt maximum de 3 % par an. Le Crédit Foncier usera de ce secours au compte de son fonds de réserve sous forme de compte courant et seulement dans la mesure de la nécessité provoquée par les premières d'installation et des retards apportés dans les versements dus par les emprunteurs.

Il sera tenu dans les livres de la Société un compte séparé pour le capital de subvention. Les sommes prises au capital de subvention sont garanties solidairement par tous les membres de la Société. Ces sommes serviront pour compléter celles dues par les emprunteurs. La somme prise sur le capital de subvention sera restituée à ce capital sans retard, dès que les immeubles des emprunteurs insolubles auront été vendus (art. 20).

Partage des bénéfices

Art. 21. — Tous les revenus de la Société, défalcation faite des coupons et lettres de gage, sortis au tirage ainsi que les frais d'administration, forment le bénéfice de la Société.

Art. 22. — Jusqu'à l'acquittement complet du capital de subvention dû à la Caisse des Dépôts et Con-

signations, il sera prélevé sur les bénéfices annuels de la Société :

1° Une somme suffisante pour couvrir les intérêts dus à la Caisse des Dépôts et Consignations ;

2° Une somme déterminée par l'assemblée générale pour le remboursement du capital dû à la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'excédent sera réparti de la manière suivante :

a) 10 % à distribuer entre le directeur et les membres du Conseil d'administration ;

b) 90 % pour la formation du capital de réserve.

Lorsque le capital de réserve atteint la proportion de 5 % des prêts accordés, ce bénéfice ne sera plus versé au fonds de réserve, mais *sera partagé entre tous les emprunteurs, en proportion des annuités qu'ils paient.*

Cette somme partagée entre les emprunteurs, sera considérée acompte sur les prochains paiements, lesquels seront diminués d'autant. Les emprunteurs seront avertis de la proposition de cette diminution par des publications faites dans les journaux.

D'après le rapport de 1909 le fonds de réserve se trouve être de 23.503.946 francs, alors que les prêts accordés sont de 333 millions. Nous trouvons donc que la proportion entre le fonds de réserve et les prêts dépasse de 5 % à 7,06 %.

Administration

Art. 33. — La Société de Crédit foncier est administrée par un Conseil d'administration, composé de huit membres, élus par l'assemblée générale, pour le terme de quatre ans.

Chaque année le Conseil nomme parmi ses membres un président et un vice-président. Ils peuvent toujours être réélus.

Art. 40. — Les décisions du Conseil sont prises à la majorité absolue des voix, en cas de partage la voix du président est prépondérante.

Néanmoins les décisions concernant : 1° les prêts qui dépassent le chiffre de 150.000 francs ; 2° le mode de placement des capitaux ; 3° la forme, le taux d'intérêts des lettres de gage et toutes les questions se rattachant à l'émission de ces titres, doivent être votées à la majorité des *deux tiers de tous les administrateurs*.

Le Conseil d'administration nomme le Directeur et le Sous-Directeur.

Art. 28. — Le Directeur est chargé, sous l'autorité du Conseil d'administration, de la gestion de toutes les affaires sociales. Il représente la Société devant les tiers pour l'exécution des décisions du Conseil et exerce toutes les actions judiciaires. Le directeur signe conjointement avec un administra-

teur l'endossement et l'acquit des effets, les désistements d'hypothèques, les actes d'acquisition, vente, échange, etc. Conjointement avec deux administrateurs il signe les titres provisoires et définitifs et les lettres de gage.

De son côté le Gouvernement exerce un contrôle sur la Société, à l'aide d'un premier et d'un second commissaire nommés par le Roi sur la présentation du ministre des Finances. Le commissaire est chargé de veiller à l'exécution des lois, statuts, règlements ; il a le droit d'examiner les registres, livres, documents, toutes les fois qu'il le croira nécessaire ; il pourra se faire montrer les fonds qui se trouvent dans la caisse, ainsi que les valeurs de toute nature. La commission a le droit d'assister aux séances de l'assemblée générale et du Conseil d'administration ; il peut faire les observations qu'il croit nécessaires ; il peut provoquer en son nom et avec l'autorisation du gouvernement, la convocation immédiate du Conseil d'administration. Il pose son visa sur les lettres de gage et veille à ce qu'elles ne dépassent pas la valeur des prêts hypothécaires ; et les lettres de gage annulées sont déchirées en sa présence.

A la fin de chaque trimestre le commissaire doit faire un rapport détaillé au ministre des Finances sur les résultats de la surveillance (art. 85 loi).

Les conflits qui pourraient se produire entre le gouvernement et la Société sur l'interprétation et

l'application des statuts, seront jugés par des arbitres. En ce cas l'arbitre du gouvernement sera nommé par le ministre des Finances ; la Société nommera le sien. Si les deux arbitres ne s'entendent pas sur le tiers arbitre, celui-ci sera nommé par la Cour de Cassation. Les jugements rendus par les arbitres auront *l'autorité de la chose jugée* et seront exécutoires sans homologation de la part des tribunaux (art. 80 et 84 loi).

Privilèges accordés à la Société

Nous avons vu que la Société de Crédit Foncier donne à ses débiteurs la possibilité de payer seulement des revenus de l'immeuble hypothéqué, tous les six mois une partie du capital et les intérêts ; en aucune façon cette somme ne pourra dépasser les revenus de l'immeuble.

Le paiement régulier des annuités assure le bon fonctionnement et le crédit de l'institution ; en plus, il est une condition essentielle à l'existence même de l'association.

Donc, le législateur, conduit par ces considérations, a voulu, par des dérogations au droit commun, armer la Société de moyens d'exécution d'une force et d'une rapidité particulières :

Art. 54. — On enlève aux juges la faculté d'accorder des délais pour le paiement des annuités.

L'article 55 dit : « L'annuité doit être payée et ce paiement ne peut être arrêté par aucune opposition. »

Les termes de l'article sont généraux. Il est entendu que, aussi bien les créanciers de la Société que les créanciers des débiteurs du Crédit Foncier, ne peuvent arrêter le paiement. Une seule exception est faite en faveur de l'Etat pour le recouvrement de l'impôt.

La Société peut dans le cas de non-paiement des annuités au terme suivre sa procédure spéciale ou celle de droit commun ; en tous cas, elle se réserve tous les droits et privilèges accordés par la loi du Crédit Foncier, sauf la vente des immeubles celle-ci ne pourra avoir lieu que conformément aux dispositions de sa loi spéciale.

Art. 57. — En cas de retards du débiteur, le Crédit Foncier peut demander l'envoi en possession de l'immeuble hypothéqué, etc...

Dans les articles 60 et suivants, le législateur fixe les règles selon lesquelles la Société pourra demander la vente forcée des immeubles hypothéqués.

En cas de non-paiement d'une annuité, la Société a le droit de demander la vente de l'immeuble et pour parvenir à cette vente, elle (la Société) devra remplir les formalités suivantes :

a) Elle adressera au débiteur une première sommation de poursuite, lui enjoignant de payer le capital intégral avec les intérêts et frais ;

b) Si dans les six mois à partir de la réception de

la première sommation, le débiteur ne s'y est pas conformé, il lui sera fait une seconde sommation de payer intégralement le capital dû ;

c) Si dans un autre délai de six mois à partir de la seconde sommation, le débiteur ne s'est pas exécuté, alors la Société a le droit d'en demander la vente au tribunal de la situation de l'immeuble.

La vente aura lieu trois mois après la publication faite au *Moniteur Officiel*, publication qui sera répétée deux fois avant ce terme.

La Société n'aura le droit d'enchérir que jusqu'à concurrence du prix nécessaire pour le recouvrement de sa créance et des frais.

Par l'extension de la publicité et le terme d'un an et trois mois, le législateur a voulu donner à ces règles un caractère très paternel pour le débiteur et la Société.

Enfin, dernier privilège : Les hypothèques de la Société n'ont pas besoin d'être renouvelées ; la prescription ne court pas contre elle.

L'institution est exempte des droits du timbre.

Résultats des opérations

En confiant aux propriétaires associés le soin d'organiser et de diriger l'institution du Crédit Foncier, le but, dans l'esprit du législateur, était :

1° De dégrever la propriété de la dette qui l'écrasait ;

2° D'abaisser le taux des intérêts ;

3° De favoriser le développement de l'industrie agricole ;

4° De relever le prix des immeubles en fournissant au sol un puissant instrument d'amélioration.

Pour nous rendre mieux compte à quel degré le but a été atteint, rappelons la situation de la grande propriété avant 1873, année de la création du Crédit Foncier.

Bien avant cette date, on sentit la nécessité urgente d'aider la propriété foncière à se dégrever, pas autant de sa dette, — elle dépassait à peine 200 millions, — mais surtout des intérêts que portait cette dette. Journallement on inscrivait dans les registres de la conservation des hypothèques, des prêts portant intérêts de 18, 20 et 24 % ; les prêts les plus sûrs ne pouvaient point se contracter à moins de 12 %.

Le crédit, à ce taux, et sans amortissement, mettait la propriété dans une situation bien pénible pour arriver à un dégrèvement.

Maintenant, si nous comparons cette situation à celle faite d'après la création du Crédit Foncier, nous trouvons, pour les prêts, la situation suivante :

Dans les premières années de fonctionnement (1873 et 1874), 115 emprunts hypothécaires furent accordés pour une valeur nominale de 17.204.100 fr.

Ces prêts furent accordés au moyen d'une émission de lettres de gage à 7 %.

Trente-six ans après, c'est-à-dire dans le rapport annuel de 1909, nous trouvons : 4.164 prêts hypothécaires pour une valeur nominale de 530.819.400 francs au moyen d'une émission de lettres de gage à 5 % depuis 1881, et à 4 % après 1898.

Si, de ce total de 530 millions, nous déduisons les amortissements successifs opérés dans ce laps de temps (36 ans), il nous reste 333 millions de prêts.

Nous voyons donc que, par des paiements et amortissements successifs, on a réduit pendant cet intervalle près de 200 millions du total des prêts accordés.

Quant aux *intérêts réels* payés par les débiteurs, nous remarquons que, même au début de la Société, ces intérêts ne dépassaient pas 8,70 %, excepté l'époque de la guerre (1877) quand, par suite de la baisse du cours des lettres de gage, les intérêts sont montés jusqu'à 9,50 %. Mais depuis 1881, malgré les grandes crises dues aux mauvaises récoltes, les intérêts sont restés au-dessous de 5,50 %.

Un des plus beaux résultats obtenus par des opérations de la Société, réside dans le fait que, pendant trente ans (1905, dernière statistique) malgré les grandes crises, — comme la guerre, les mauvaises récoltes, les inondations et le bas prix des céréales,

— il n'y a eu de vendu sur la demande du Crédit, pour cause de non-paiement, que 108 propriétés sur 2.117 biens hypothéqués.

Et malgré cette administration si bienveillante pour les associés, nous voyons que les intérêts de la Société, loin d'être oubliés, ont été conduits vers une plus grande solidité, par la formation d'un *fonds de réserve de 23 millions et demi*.

Cette institution semble devoir satisfaire les esprits. les plus difficiles ; des lettres de gage au porteur, transmissibles ; des fonds toujours disponibles pour le propriétaire d'immeuble qui a besoin de crédit ; des facultés de remboursement insensible par voie d'amortissement, autant d'incontestables avantages pour les associés.

Il serait utile de se demander si l'argent que les propriétaires empruntent sur hypothèque, s'emploie réellement aux travaux agricoles, ou si, employé à des dépenses d'une autre nature, il ne vient accroître les charges de la propriété, au point de forcer les propriétaires à vendre ou à se laisser exproprier. Car, au point de vue économique, ce qui intéresse par-dessus tout, c'est l'usage qui est fait du crédit, c'est la destination du capital emprunté.

Afin de déterminer dans quelle mesure ces craintes sont fondées, nous examinerons : 1° *l'état de la dette hypothécaire en rapport avec l'étendue et la valeur du sol de la grande propriété* ; 2° *l'état de la*

dette en rapport avec l'extension, les améliorations de culture et la production par hectare.

L'état de dette en rapport avec l'étendue et la valeur du sol de la grande propriété.

A la dette hypothécaire au Crédit Foncier qui est de 333.097.515 francs (1), il faut ajouter la dette hypothécaire chez les particuliers qui est de 115.767.074 francs (2). *Le total de la dette de la grande propriété est donc de 448.864.589 francs.*

Cette dette pèse sur une propriété dont l'étendue est de 3.059.673 hectares (3) et la *valeur d'un milliard 800 ou 900 millions*; nous en avons pris pour base de notre évaluation, le revenu brut que produit annuellement cette propriété.

L'hypothèque, en effet, n'est pas nécessairement un mal ; elle n'est un mal que quand elle excède certaines limites. Le crédit dont elle est la base est excellent dans la mesure où il n'y a pas abus.

La situation de la Roumanie semble meilleure que celle des pays comme l'Autriche, l'Italie et l'Angleterre.

En Autriche, on estime la valeur de la propriété

1 Rapport du Crédit Foncier, 1909.

2. Le tableau de la commission d'enquête agricole, 1900.

3. Demetre Nonitzesco. *Les charges de la propriété rurale.*

foncière, bâtie, à 9 milliards 713 millions de florins et celle de la dette hypothécaire à 3 milliards 580 millions de florins ; soit 9 milliards de francs, on remarque en plus une tendance marquée à l'accroissement.

En Italie, au 31 décembre 1898, pour l'ensemble du royaume, les prêts sur hypothèques formaient un ensemble de 15 milliards 722 millions de francs.

En Angleterre, où les statistiques font défaut, on estime la dette hypothécaire du Royaume-Uni comme correspondante aux 58 % de la valeur de la propriété foncière de ce pays (1).

L'état de la dette hypothécaire en rapport avec l'extension, les améliorations de culture et la production par hectare.

En l'examinant, cette dette hypothécaire paraîtra bien plus lourde.

Avant le traité d'Andrinople (1829) le pays ne jouissait d'aucune liberté commerciale. On ne produisait presque que pour la consommation intérieure. L'excédent était pris par les Turcs au prix qu'ils fixaient eux-mêmes.

Après le traité, on reconnut à la Roumanie la pleine liberté commerciale. Désormais elle pourra vendre

1. Louis Dopp. *Banque Centrale de Crédit Agricole*.

les produits du sol et de son industrie où elle voudrait. C'est alors que les demandes augmentèrent rapidement et la concurrence internationale fit hausser le prix des céréales. On se mit donc à produire exclusivement des céréales et sur une vaste échelle.

On profita de la qualité noire de la terre, de la main-d'œuvre bon marché, des grandes étendues de terres ; on déracina même de nombreuses forêts dont on n'appréciait pas suffisamment l'importance. Le tout était de produire des valeurs d'échange.

En 1862 la Roumanie ne cultivait en céréales que 17,25 % de l'étendue du territoire ; en 1892 elle cultivait 33,89 % ; 42,17 % en 1904 (1).

L'exportation nous donnera aussi une idée de l'extension des cultures. On a exporté en 1880, 1.324.090 et en 1906, 4.213.331 tonnes de céréales (2), cependant la production moyenne par hectare baissait, en raison de ce qu'on cultivait pendant sept ou huit ans sans laisser la terre se reposer. On sait les résultats d'une semblable culture : la terre perd sa force productive, le blé sa qualité et son poids et le pays sa clientèle.

D'ailleurs le tableau ci-dessous sur la production moyenne par hectare, nous donnera un aperçu des conséquences que comporte un aussi détestable système d'exploitation agricole.

1. *Bulletin du Ministère de l'Agriculture*, 1904.

2. *Rapport du Crédit Foncier*, 1906.

Production moyenne par hectare de 1898-1902

PAYS	Maïs	Blé	Avoine	Orge
	<i>Hectolitres</i>	<i>Hectolitres</i>	<i>Hectolitres</i>	<i>Hectolitres</i>
Autriche . .	16,1	15,60	23,1	18,8
France . . .	15,9	17,40	23,6	19,7
Allemagne. .	—	24,30	35,4	27,6
Belgique . .	—	29,10	35,5	31,5
Angleterre. .	—	28,60	37,3	30,3
Roumanie. .	13,5	13	17,1	12,5

Par cet exposé, nous voulons montrer que, parmi les problèmes fonciers intimement liés à la solution du crédit agricole en général, et qui sollicitent l'attention des agriculteurs et des gouvernants, figurent les *améliorations foncières et les améliorations culturales* qui doivent procurer à l'agriculteur une plus-value dans le rendement de sa culture.

Sur ce point, la Roumanie est tout à fait arriérée. On n'a pas compris quel appui efficace l'agriculture pouvait trouver dans les améliorations.

Nos crises décennales agricoles, les *disettes*, ont justement leur origine dans le manque d'améliorations foncières et culturales (1). Atténuer les consé-

1. Ces chiffres nous sont donnés par le *Bulletin du ministère des Domaines de Roumanie*. Il est regrettable qu'on n'ait pas cru devoir évaluer la moyenne de la production par hectare et sur une durée de

quences redoutables de ces crises, en encourageant les améliorations de toute nature — voilà le but que doit se proposer la Société et les Pouvoirs publics

L'intervention de l'Etat devrait se manifester par la création d'un *corps d'ingénieurs agronomes* et par l'institution, — comme cela se pratique en Autriche et dans la plupart des Etats de l'Allemagne, — de services publics ayant pour fonction de mettre à la disposition des agriculteurs, des spécialistes pourvus de connaissances nécessaires à la réalisation des grands travaux d'amélioration culturale (irrigation, drainage, assainissement, entretien des cours d'eau, etc...).

L'Etat pourrait encore, par des dispositions législatives diverses, remédier à cet état de choses.

On pourrait, par une loi, constituer des *syndicats fonciers* ayant pour but des améliorations à apporter au sol, l'accomplissement de ces grands travaux étant impossible par la seule initiative des propriétaires isolés.

On devrait en outre augmenter, — car l'imposition existe déjà —, les taxes sur *les contrats de ferme de la propriété foncière*. L'absentéisme des grands propriétaires crée le fléau des fermiers, vraies sangsues du paysan et de la terre. D'ailleurs, ceux-ci ont une

dix ans. Cela aurait permis d'établir les différences produites par la température changeante d'une part et les bonnes et les mauvaises récoltes d'autre part.

lourde part de responsabilité morale, dans les troubles agraires de 1907.

Ces réformes pourraient être complétées par l'institution de *Chambres d'agriculture* qui permettraient aux agriculteurs de discuter leurs intérêts, de s'organiser pour leur défense et faire parvenir aux Pouvoirs publics leurs revendications et leurs vœux.

L'intervention de la Société du Crédit Foncier pourra se manifester : 1° en donnant l'exemple de la culture intensive et rationnelle sur les trois terres restées en sa possession après adjudication ; 2° Par la modification de la *réglementation longue et coûteuse* qui concerne les demandes de prêts.

Il serait aussi de la plus grande utilité de compléter son activité en *émettant des lettres de gage à jour fixe* pour les prêts à court terme.

Il nous semble qu'elle devrait surtout stimuler ses membres associés, à créer des *syndicats agricoles mixtes*, car, créer des syndicats pour les propriétaires fonciers seulement, ce serait, comme le dit très bien M. de Rocquigny, « provoquer la formation de syndicats d'ouvriers agricoles qui eussent été opposés aux premiers ; ce serait partager l'agriculture en deux armées hostiles, organiser la guerre et non la paix. Le syndicat mixte est l'idéal des associations, il est un instrument d'accord et de solidarité (1) ».

1. Rocquigny. *Les syndicats agricoles et leur œuvre*.

Par les syndicats on pourrait : 1° propager l'enseignement agricole ; 2° favoriser des essais de culture, d'engrais, de machines ; 3° servir d'intermédiaire pour la vente des produits agricoles et l'acquisition d'engrais, semences, instruments, etc...

En un mot, et pour mieux dégager la pensée qui doit inspirer les initiateurs du mouvement syndical agricole, nous rappellerons la belle formule donnée par les statuts du syndicat agricole créé en 1884 dans l'arrondissement de Poligny (1).

« Le syndicat s'efforcera de faire aimer la profession par excellence, qui, depuis des siècles, constitue la principale richesse de la patrie, d'attacher les populations rurales à leur foyer et au sol qu'elles cultivent en employant tous les moyens en son pouvoir pour remettre en honneur le travail de la terre et le rendre plus lucratif. »

1. H. de Gailhard. *Petit manuel pratique des syndicats agricoles.*

Résumé des opérations effectuées pendant 36 ans.

ANNÉES	Nombre de prêts	Total des sommes	Étendue en hectares
1873	7	374.000	6.475
1874	108	17.230.100	199.448
1875	97	12.548.200	121.987
1876	60	6.893.400	66.099
1877	19	2.347.000	19.812
1878	48	5.181.000	57.451
1879	76	9.507.500	99.378
1880	52	5.899.000	77.055
1881	45	5.460.000	52.006
1882	84	13.708.600	115.181
1883	96	11.793.500	75.403
1884	113	17.474.000	105.128
1885	91	8.807.500	63.294
1886	101	9.770.300	66.397
1887	114	10.763.100	65.455
1888	112	13.001.400	44.845
1889	157	19.462.700	77.368
1890	147	19.832.900	99.083
1891	146	16.081.800	74.911
1892	123	14.778.500	69.447
1893	156	17.245.000	74.922
1894	184	15.511.500	87.227
1895	165	15.115.000	83.901
1896	171	20.128.000	74.700
1897	124	16.772.000	103.972
1898	152	21.838.500	90.168
1899	127	18.335.500	50.712
1900	79	9.780.000	28.629
1901	60	5.295.000	22.047
1902	»	16.707.500	»
1903	»	14.899.000	»
1904	»	15.839.000	»
1905	»	17.512.500	»
.	»		»
1909	»	27.589.500	»

CHAPITRE II

Banque agricole

Les besoins les plus impérieux de l'agriculture résident dans la nécessité de dégrever la propriété, d'améliorer et le sol et le système d'exploitation.

Il n'y a, pour satisfaire à ces besoins, qu'un moyen unique : établir un large crédit à l'agriculture, crédit renfermant ces trois formes différentes : le crédit personnel, le crédit réel mobilier, et le crédit réel immobilier ou hypothécaire.

Il est évident que, pris en lui-même, chacun de ces systèmes est à la fois imparfait et insuffisant.

La perfection et l'idéal, selon nous, si toutefois la perfection peut être atteinte en ces matières difficiles, l'idéal serait de combiner, dans une heureuse harmonie, de former en un seul tout ces trois sources et ces trois formes de crédit ; de les faire converger vers le principe de *l'unité de crédit* qui tiendrait compte à la fois, et du crédit personnel et du crédit réel mobilier, et du crédit réel immobilier, et d'organiser aussi *l'unité de système* par *l'institution de*

l'unité d'instrument de crédit; de fortifier, d'éclairer, d'expliquer, en un mot, par l'union et la fusion de ces trois principes, l'idée et l'expression de crédit agricole, et d'arriver ainsi à fonder un organe unique, central, destiné à donner satisfaction à ces trois catégories de crédit (1).

Cependant, il nous faut convenir que pour le moment, des remèdes distincts s'imposent si l'on veut atteindre à une réalisation pratique.

Pour l'amélioration et le dégrèvement, l'agriculture a besoin de capitaux à long terme que, seules, les banques hypothécaires (Crédit Foncier) peuvent satisfaire. Mais, pour l'exploitation du sol, le propriétaire-cultivateur et surtout le fermier a besoin de fonds de roulement remboursables à courte échéance; il ne peut, pour cela se servir du Crédit Foncier dont les formalités sont par trop compliquées et longues. Il s'en est éloigné, sans toutefois trouver ailleurs la satisfaction de ses besoins.

Afin de parer à cet inconvénient, le Pouvoir a cru bon de créer par voie législative les institutions de crédit nécessaires.

La première institution de crédit agricole fut créée par la loi de 1882, et portait le titre de : *Caisse départementale de Crédit agricole*, avec un capital de 10 millions.

1. L. Dop, *La Banque centrale de crédit agricole*, p. 155.

L'idée fondamentale sur laquelle s'appuie l'économie de la loi est la création de Caisses de Crédit agricole par les agriculteurs eux-mêmes.

La loi faisait une dérogation aux dispositions du Code civil afin de faciliter le gage de dessaisissement.

Cette institution fonctionna pendant dix ans et donna des résultats déplorables au point de vue des avantages que les cultivateurs-paysans espéraient y trouver.

En effet, seuls les grands propriétaires et fermiers s'en servirent. Ils l'accaparèrent même. De ce que la loi n'avait pas prévu le montant maximum des prêts à accorder, les grands agriculteurs multiplièrent les demandes de prêts importants, prêts qui engloutirent la plus grande partie du capital des Caisses départementales.

Ainsi, les avantages dont cette loi entendait faire bénéficier le petit cultivateur-paysan s'évanouirent.

La loi de 1892 substitua le Crédit agricole aux Caisses départementales.

Le Crédit agricole ne pouvait de par la loi, accorder des prêts qu'aux *cultivateurs-paysans seulement*.

Les grands propriétaires et fermiers évincés fondèrent alors la *Banque agricole* (1894) dont voici les dispositions principales :

La *Banque agricole* dispose d'un capital de : 7.938.125 francs et pourra être augmenté par des émissions successives jusqu'à 20 millions.

La Banque pourra émettre des obligations.

Elle pourra, pour faciliter son service, *émettre des bons de Caisse* payables à vue, jusqu'à concurrence de 50 % du capital versé.

Il est disposé en outre (art. 10) : « Par dérogation aux articles 1683 et 1688 du Code civil le gage est légalement constitué par le seul effet de la convention, dès la date de l'acte, sans qu'il soit *enlevé de la possession du débiteur ou de celui qui l'a constitué*, lequel continuera à le détenir pour la Banque, avec obligation de le conserver.

« La date de l'acte fait pleinement foi. »

Sauf les opérations garanties par le gage institué par la loi, toutes les autres opérations de la Banque agricole sont de nature commerciale.

Opérations

Art. 6. — La Banque agricole a le droit :

1) De consentir des prêts, à terme fixe ou en compte courant, garantis par un gage constitué en conformité des prescriptions de la présente loi.

Ce gage consistera en :

a) Produits agricoles (céréales en général, bois brut ou façonné, vins, eau-de-vie de prunes, etc.);

b) Bêtes de somme et bétail en général ;

c) Toutes sortes de machines.

Les actes constatant les opérations de cette nature sont transmissibles par endossement.

2) D'escompter les traites d'agriculteurs, d'endosser et d'escompter également des warrants régulièrement émis par l'administration des docks.

3) D'accepter des agriculteurs des dépôts en numéraire, en effets ou toutes autres valeurs.

4) Se charger, pour le compte des agriculteurs, des opérations nécessaires pour le dépôt des grains dans les docks.

Toutes les opérations de la Banque agricole seront exemptes du droit de timbre.

Administration

Art. 21. — La direction et la gestion de toutes les affaires de la Banque sont confiées à un Conseil d'administration et à un Directeur général nommé par le Conseil.

Art. 50. — Un commissaire du Gouvernement surveillera les opérations de la Banque et tout spécialement la création et la mise en circulation des bons de caisse (prévus à l'art. 8).

Résultats des opérations

L'année 1909 donne un ensemble d'opérations que détaille le tableau ci-dessous :

ANNÉES	Avances sur céréales	Avances pour semences	Avances sur titres et avances non garanties
	<i>francs</i>	<i>francs</i>	<i>francs</i>
1909	4.303.447	1.044.995	11.932.418

Ce résultat est d'une infériorité surprenante par rapport aux opérations des Caisses départementales de Crédit agricole (1882-1892) qui s'élevaient de 30 à 40 millions par année financière.

On en trouve les raisons dans la mauvaise organisation de cette institution. Elle ne se préoccupe pas assez de servir les intérêts des agriculteurs, sans quoi, elle irait vers les centres agricoles, là-bas, tout près de ceux qu'elle prétend servir et qui aiment mieux se passer de son secours que de perdre un temps précieux à l'aller chercher au chef-lieu du département. En outre, il est inexorablement nécessaire à ce que ses succursales soient suffisamment nombreuses, afin de satisfaire aux nécessités matérielles du monde agricole.

Il nous faut aussi constater que la Banque agricole a négligé ses opérations, ayant été attirée vers des spéculations de céréales, spéculations désastreuses qui la firent revenir en arrière.

TROISIÈME PARTIE

LES INSTITUTIONS DE CRÉDIT CRÉÉES EN FAVEUR DE LA PETITE ET MOYENNE PROPRIÉTÉ

CHAPITRE PREMIER

Première section

Les associations paysannes (Obste)

L'agriculture est la première et la plus importante industrie roumaine. Les forces de production agricole, les conditions de vie du paysan, le développement de la propriété agraire, voilà quelle fut la préoccupation constante des gouvernements roumains.

Les lois rurales de 1864 et de 1879 furent les premières formes législatives sorties de la nécessité inéluctable qui s'imposait : mettre les bases de la Roumanie moderne.

En effet, les lois rurales citées émancipaient les paysans et les mettaient en possession de terres dé-

clarées inaliénables et insaisissables. La réforme ne devait pas avoir toute sa portée.

Une sélection naturelle s'est produite au décours des années. Les indolents qui manquaient d'initiative ne sont pas restés possesseurs de leurs lots. Ils s'en sont défaits par des ventes déguisées : des fermages à longs termes.

Les lois rurales se trouvaient, du coup, annihilées. Le besoin d'une nouvelle législation se faisait sentir. Il fallait annuler toutes ces opérations, qui portaient atteinte à un des principes qui dominait la réforme. Ce fut l'objet de la loi du 13 février 1879.

Avec le temps, un facteur avec lequel on n'avait pas compté, intervint : le morcellement. La loi sur les successions prévoit en effet le partage égal entre héritiers.

Ainsi à mesure que la terre donnée par la loi rurale (1864) au premier propriétaire passait d'entre les mains de celui-ci, entre celles de ses héritiers, la propriété se morcelait. Des successions successives ont morcelé à tel point cette petite propriété, qu'elle commençait à devenir insuffisante aux besoins des détenteurs.

Dès lors, le paysan devint la proie des *fermiers et des contrats agricoles*, dont les paysans eurent et ont encore à souffrir.

Les propriétaires ou fermiers louaient leur terre aux paysans, lesquels se chargeaient de la travailler.

Le produit était partagé entre propriétaire et paysans. Ce sont les conditions du partage — souvent trop onéreuses — qui donnèrent lieu à une exploitation sous laquelle le paysan succombait.

Ce fut l'intéressé qui d'abord, de par lui-même songea à un remède et l'idée de l'association naquit dans les campagnes.

Des groupes de paysans associés demandèrent qu'on leur donnât en fermage des propriétés.

Seul, l'Etat s'est empressé d'accéder à ce désir. Il résulta que pour la seule année 1903, *7.183 hectares*, représentant en chiffres ronds 230.000 francs de revenus furent afferlés par l'Etat.

Les propriétaires hésitaient. Ils soulevaient des objections qu'il nous faut énumérer.

La première se réclame d'un soi-disant manque d'initiative et d'assiduité au travail du paysan. Cela donnerait lieu à un regrès dans les moyens de production et risquerait aussi à périliter les revenus d'une propriété.

Remarquons que les raisonneurs ci-dessus n'hésitent nullement à faire appel à des fermiers ; ceux-ci possèdent la confiance du propriétaire lequel se dit que le fermier a des intérêts personnels à défendre, intérêts qui s'identifient avec les siens.

S'il est vrai qu'il suffit d'un intérêt personnel pour que les intérêts d'un propriétaire soient sauvegardés, les intérêts personnels d'une collectivité, intéressée

autant et plus qu'un fermier à l'exploitation raisonnée et laborieuse d'une terre qui lui appartient en somme, pendant la durée du fermage, ne nous semblent pas diminuer en rapport avec le nombre d'intéressés, au contraire. Quant au manque d'initiative et de travail, les faits se sont chargés de démentir une assertion aussi erronée.

Une seconde objection se rapporte au manque de capitaux dont souffriraient les paysans ; d'autre part, ne possédant pas d'économies ils se trouveront dans l'impossibilité de payer les termes de fermage les années de disette.

Constatons de suite que les fermiers non plus ne possèdent pas toujours les capitaux nécessaires et qu'ils ont recours à des capitalistes en donnant en garantie les récoltes prochaines. D'autre part, ils se servent aussi de la Banque Agricole laquelle fait du crédit personnel et sur gage au plus grand nombre de fermiers. Ne citons que pour mémoire les portefeuilles de la plupart des banques gonflées de créances sur fermiers.

Il serait donc facile à demander : pourquoi pense-t-on que les paysans ne pourraient pas jouir des mêmes avantages inhérents à toute exploitation importante ? Mais il y a un argument dont la valeur n'échappera à personne. Une association de paysans présente, et au point de vue du crédit personnel et au point de vue de la solvabilité — par leur fortune personnelle

— une garantie autrement sérieuse que celle d'un seul particulier. Elle trouvera des capitaux partout : dans les Banques populaires, au Crédit agricole ou n'importe quelle banque locale.

Restent les mauvaises années. Faut-il rappeler combien de fois des propriétaires ont renoncé en faveur des fermiers d'une part de fermage qui leur était due ? Et encore le nombre de fermiers insolvables ou disparus ? Les paysans présentent moins l'avantage de ne pouvoir jamais se trouver dans ce dernier cas, attachés comme ils le sont au sol, par leur avoir personnel (1).

Le véritable obstacle, le seul qui ait arrêté véritablement les progrès des Associations paysannes était ailleurs.

Les propriétaires répondaient toujours par une fin de non-recevoir aux propositions des Associations à cause des difficultés que soulevait la procédure civile à la réalisation de leurs créances (art. 74 et 514 procédure civile) (2).

Cela est apparu si clairement au législateur que par la loi d'initiative parlementaire du 9 février 1904 il intervient et modifie le texte cité.

Un alinéa à l'article 74 dispose que les Associations

1. Agricola (D.-P.). *Associations paysannes*. Bucarest, 1903.

2. L'art. 74 se rapporte à une règle générale : le défendeur doit être cité en personne ; l'art. 514 se rapporte à l'exécution.

des paysans seront citées collectivement, celles-ci étant considérées comme une personne. La nouvelle rédaction de l'article 514 dit que : ne pourront être opposées aux créanciers privilégiés ou hypothécaires de l'association, les divisions, les aliénations ou toute autre constitution de droit réel, faites par l'Association au cas d'achat, qui seront postérieures à leurs titres. Ne seront pas non plus opposables aux propriétaires les actes faits par l'Association, postérieurement à la prise en fermage d'une terre.

Désormais les Associations paysannes fonctionneront normalement sur un mode très simple.

Les paysans partagent en lots la terre affermée par l'association. La valeur du lot est proportionnelle aux sommes versées par chacun pour le payement de la garantie et du premier terme de fermage, ou à leur puissance de travail. Parfois, les deux critères sont employés à la fois. Nul ne peut recevoir de lot de plus de *5 ou 10 hectares*. Les paysans ne peuvent payer en nature la valeur des lots reçus ; ils doivent de l'argent. Il rentre dans l'évaluation du prix par hectare : le prix du fermage de la propriété ; l'impôt foncier et tous autres impôts ; les frais d'administration de l'association, plus, un tant pour cent pour le fonds de réserve.

La Banque populaire prête aux paysans les capitaux nécessaires à leur entreprise. Les paysans sont obligés de ne cultiver une même partie de terre qu'a-

vec des semis de même nature et autant que possible de même qualité. Les produits sont vendus en commun. L'Association retient le montant du fermage, les impôts, etc... Le reliquat forme le gain du paysan.

L'activité de ces Associations paysannes prit une extension remarquable, appuyées surtout par le législateur, lequel ne les perdit pas un instant de vue.

Ainsi, poursuivant sans cesse l'idée du bien-être de la *classe paysanne*, le législateur songea à la possibilité d'empêcher qu'un nombre restreint de paysans puissent s'associer afin d'augmenter leur fortune. Seul, l'ensemble des intérêts paysans devait être défendu. Et le ministre des Finances déposa un projet de loi portant *exemption de patentes* pour toute Association paysanne composée d'au moins 25 membres et dont le but serait l'exploitation des immeubles ruraux. Ce projet adopté forma la loi de 1905.

Une seconde disposition législative intervint dès 1907.

Les Associations paysannes sont admises à concourir à l'adjudication qui a lieu pour l'achat ou l'affermage des terres de l'Etat. Elles ne déposeront que 2/3 de la garantie exigée par les lois de l'administration des domaines de l'Etat.

En outre, les Associations paysannes seront pré-

férées à tout autre particulier si leurs offres *ne sont pas inférieures de plus de 5 %*.

Sous ce régime législatif les Associations paysannes ont pris un essor qui permet l'espoir qu'elles contribueront à transformer la condition sociale de la classe paysanne.

Le nombre sans cesse accru de ces Associations, leur activité variée, indiquent une évolution qui fut souhaitée en faveur de laquelle l'Etat a consenti les sacrifices que nous avons consignés plus haut.

Le tableau ci-dessous indiquera avec plus de précision les efforts réalisés sur un laps de temps de sept années.

ANNÉES	Nombre d'asso- ciations	Membres	Hectares	Valeurs d'affermages
1903. . . .	7	»	4.889	96.359
1904. . . .	9	»	5.668	170.025
1905. . . .	22	»	20.266	389.675
1906. . . .	33	»	26.671	1.101.843
1907. . . .	38	»	26.638	735.358
1908. . . .	68	»	54.133	1.299.847
1909. . . .	52	»	26.112	829.949
Total. . .	229	19.647	164.377	4.623.059

On voit donc qu'en moins de sept années, se sont constituées 229 Associations paysannes avec 19.647 membres et possédant 164.377 hectares en pleine propriété ou en fermage.

Cependant, le développement des associations semble s'être trouvé entravé dans une certaine mesure par une anomalie que créaient les rapports entre les associations et les propriétaires d'une part, et les associations et des tiers d'autre part.

En effet, les paysans constitués en Associations pour achat et affermage de terre se trouvaient dans l'obligation de se constituer en deux sociétés différentes nécessitant des doubles formalités : une Association d'achat et d'affermage de terre (loi de 1903 sur les Banques populaires).

Leur situation juridique manquait de clarté par suite de l'insuffisance de la loi de 1904, laquelle, stipulant que sept ou plusieurs paysans associés pour l'affermage d'une terre, seront considérés personne morale, par rapport au propriétaire, pour tous les actes dérivant du contrat d'affermage.

Ce fait rendait la vie de l'Association possible dans ses rapports avec le propriétaire, mais elle se trouvait désarmée devant des tiers, ceux-ci ne pouvant considérer l'Association comme personne morale.

De là résultait l'obligation pour les tiers de faire citer et poursuivre individuellement les paysans en cas de conflit. A cela ils s'y refusaient et refusaient en même temps de traiter avec les Associations.

Celles-ci protestèrent. Les Congrès des Banques populaires et la Caisse centrale intervinrent alors auprès du Pouvoir afin d'obtenir une clarification

de la situation juridique des Associations paysannes.

Ce fut l'origine du projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre le 3 avril 1910.

Le gouvernement demandait à donner aux Associations paysannes pour l'achat et l'exploitation des immeubles ruraux une forme spéciale dans la législation roumaine. Elles auront une responsabilité juridique complète; les membres auront une responsabilité illimitée envers le propriétaire et limitée envers des tiers.

D'autre part les susdites Associations étaient mises sous le contrôle de la Caisse Centrale des Banques populaires (art. 50). Celles d'entre les Associations qui désiraient travailler avec la Caisse Centrale, obtenaient : 1) l'avancement de la moitié de la garantie nécessaire aux affermages ; 2) des avances pour tout autres besoins.

En échange la Caisse Centrale acquiert : a) le droit de modifier les statuts des Associations s'il lui semble nécessaire pour la garantie de ses avances ; b) le droit de nommer, si besoin est, *un administrateur agronome* chargé de diriger l'exploitation agricole. Celui-ci ne pourra être révoqué sans le consentement de la Caisse Centrale.

Afin d'encourager à une exploitation agricole systématique, la Caisse Centrale accordera aux Associations qui se seront distinguées *des primes* (semis, instruments agricoles, etc.).

Ce projet fut voté dans son ensemble.

De l'ensemble de ces mesures le monde agricole ne peut tirer que des avantages considérables. Il se trouvera désormais à l'abri de l'exploitation cruelle des fermiers auxquels il échappe, de plus en plus, de par sa nouvelle condition économique. Il jouira de la possibilité de réaliser une culture plus rationnelle ; de faire des économies qui rendront sa situation toujours plus indépendante ; enfin *une sélection naturelle* se fera dans son milieu par le fait qu'on exige l'anticipation d'une partie du prix de vente, ou le dépôt d'une garantie en cas de fermage. Seuls, les travailleurs assidus pourront satisfaire à ces conditions, et le paysan peut entrevoir le jour où ses économies lui permettront *d'acquérir de la terre*.

Et ce sera, pour lui, le premier pas vers la propriété qu'entrevoyait fort bien M. Al. Radoviei lequel considérait la loi constitutive des Associations paysannes « *comme un acheminement vers la Caisse rurale* ».

Deuxième section

La Caisse rurale

Cette nouvelle forme d'association dans le monde agricole, *les Associations paysannes*, a par les bons résultats et l'excellente organisation, relevé la confiance des propriétaires et des hommes politiques

dans les paysans, et par ce fait, préparé la réalisation de l'idée d'une Caisse rurale, peu mûre en 1897.

Par la création d'une Caisse rurale on comblait les lacunes qui existaient dans les institutions de Crédit agricole en général. En effet, le Crédit Foncier et la Banque agricole servent aux grands propriétaires; le Crédit agricole et les Banques populaires ont pour objet de procurer le crédit réel mobilier et personnel aux paysans; il manquait donc une institution qui leur procurât le crédit à long terme.

Par la création d'une Caisse rurale on corrigeait la répartition viciée de la propriété foncière, et on créait une forte classe paysanne. Avec raison M. D. Protopopesco disait (1) : « Il est, non seulement une « question de haute justice sociale qu'à tous les « degrés de la hiérarchie, les membres d'une société, « trouvent aide dans des conditions égales, dans les « moments difficiles. »

L'idée d'une Caisse rurale n'est pas nouvelle. En 1897 P.-P Aurelian alors premier ministre déposa à la Chambre des députés un projet de loi. Selon ce projet, la Caisse rurale devait être une institution fondée par l'Etat et dépendant de lui; son but serait d'acheter les terres des particuliers pour les transmettre aux paysans. Cette institution resterait attachée au ministère de l'Agriculture. Son mécanisme était le suivant :

1. Agricola (D.-P.). *La Caisse rurale*, p. 21.

Entre les propriétaires qui veulent vendre et les paysans qui veulent acheter interviendra une convention préalable qui sera envoyée à la Caisse avec tous les actes de propriété. La Caisse procédera à une enquête et après s'être convaincue de la valeur exacte de la terre, elle fixera le prix de la vente ; si le propriétaire l'accepte, la Caisse donnera son approbation à la vente ; le prix sera payé par la Caisse en émission de bons ruraux à 5 % garantie par l'Etat. Ces bons ne peuvent être émis que dans la limite des terres achetées.

Immédiatement après la vente le Conseil d'administration de la Caisse fera la parcellation de la terre achetée ; aucun lot ne pourra dépasser l'étendue de 12 hectares ; les lots ainsi délimités seront purgés de toute charge réelle, servitude, action de revendication, etc., qui pourrait les menacer. La seule voie ouverte à celui qui prétendra avoir un tel droit serait d'intenter une action personnelle contre la Caisse, action prescriptible dans dix années à partir de la vente.

Le cultivateur qui a acheté un de ces lots, doit payer le prix à la Caisse rurale, par termes trimestriels, dans une période de trente ans. Ils peuvent payer, bien entendu, — si bon leur semble — par anticipation. Le terme comprendra : 1) Un intérêt de 5 % ; 2) L'amortissement du capital ; 3) Une somme annuelle pour les frais de parcellation, d'administra-

tion et pour la constitution du capital de réserve.

Les lots ainsi vendus aux cultivateurs deviennent inaliénables et insaisissables, conformément à l'article 132 de la Constitution et l'article 1^{er} de la loi de 1879.

Ce projet a rencontré des objections d'ordre et de valeurs différents que nous allons passer en revue :

1^o On a soutenu que la création de la Caisse rurale, aura comme conséquence naturelle et inéluctable la disparition de la grande propriété, le seul moteur de progrès non seulement économique, mais aussi cultural, de ce pays.

A la place de la grande propriété on verra se substituer, avec une rapidité foudroyante, une ruche de petits propriétaires, pauvres, sans instruction professionnelle, avec un horizon borné — se contentant d'une vie médiocre — incapables d'un idéal national et cultural.

2^o Seconde objection : Elle créerait entre les propriétaires et les paysans un état de guerre, une lutte de classes. Quand les paysans sauront qu'une institution est là pour leur faciliter de devenir propriétaire de la terre sur laquelle ils sont nés et qu'ils auront labourée ; et que le propriétaire est le seul obstacle qui les empêche de devenir propriétaires à leur tour ils ne pourront pas résister au désir de forcer la volonté du détenteur afin qu'il leur cède sa terre.

Au premier abord, ces deux critiques semblent

être la même chanson sur des airs différents. Elles ne soutiennent pas l'examen. En les mentionnant j'ai voulu montrer comment sont défendus, — par les hommes soi-disant capables d'un idéal national et cultural — les intérêts de la classe la plus nombreuse et la plus laborieuse du pays.

3° La seule critique raisonnable, à notre avis, est le caractère d'institution d'Etat qu'on veut donner à la Caisse rurale.

En effet, le crédit de l'Etat aurait pu être menacé, par l'émission des titres « bons ruraux » 5 %, afin de payer les propriétaires vendeurs.

L'institution d'Etat présente encore tous les inconvénients qui découlent nécessairement des fluctuations politiques et des changements de gouvernement.

D'autre part le rôle d'intermédiaire joué par l'Etat entre les propriétaires et les cultivateurs paysans pour l'achat de terre, aurait été imprudent. Car toute une classe sociale aurait attendu de l'Etat la satisfaction de ses besoins, et nous ne pouvons oublier que les paysans sont déjà habitués à considérer l'Etat comme une providence.

Ce projet fut combattu avec acharnement, non seulement par les conservateurs, mais aussi par quelques-uns d'entre les libéraux. Quoique voté par la Chambre en raison des vives résistances que ce projet a rencontrées, il ne fut pas présenté au Sénat.

Dispositions principales de la loi de 1908

La question agraire avait pris ces dernières années un caractère aigu que la révolte paysanne de 1907 vint encore aggraver. C'est à ce moment que, dans un manifeste historique, le roi Charles I^{er} annonça la création d'une *Caisse rurale*.

Nous allons maintenant étudier l'organisation de cette institution créée par la loi de 1908, dont voici es dispositions essentielles :

Article premier. — *Il est institué sous la dénomination de « Caisse rurale », une institution ayant comme principal but de faciliter aux paysans le crédit nécessaire pour se rendre propriétaires.*

C'est une société de crédit par actions, au capital de 10 millions, ayant un *caractère mixte* : une moitié du capital appartient à l'Etat et l'autre moitié aux particuliers.

Nous trouvons que le législateur a été bien inspiré en s'arrêtant à une solution intermédiaire : le caractère mixte de la Caisse rurale.

En voici les raisons :

Dans ce système ce n'est plus l'Etat qui achète les terres, mais la société. Donc le crédit de l'Etat ne peut pas être menacé, vu qu'il n'est engagé que jusqu'à concurrence des actions qu'il possède. D'autre part l'Etat n'étant qu'un simple actionnaire, ne

pourra apporter des modifications qu'avec le consentement des autres actionnaires.

La participation de l'Etat présente l'avantage de garder à cette institution son caractère précis d'intérêt social, en mettant un frein aux appétits financiers des particuliers. D'autre part, ceux-ci complètent heureusement le mécanisme de cette Caisse. D'une part ils éviteront des émissions hasardées qui pourraient nuire à la bonne marche de l'institution ; d'un autre côté, il y a des chances que la gestion soit excellente, en raison des intérêts personnels qu'ils auront à défendre.

Les dispositions concernant la vente et l'achat des terres prévoient l'obligation d'une déclaration écrite et signée par les deux parties consentantes. Alors, seulement, la Caisse nomme une commission chargée de recueillir tous les éléments d'investigations : étendue, qualité de la terre, condition d'exploitation, évaluation générale, etc... Le Conseil d'administration aura à tenir compte du rapport de sa commission en y ajoutant, comme point de repaire les évaluations de la première Société de Crédit Foncier roumain et le montant des prix de vente des propriétés limitrophes.

Dans le but de créer une puissante petite propriété paysanne, on a fixé le parcellement des lots à une étendue uniforme de 5 hectares. La Caisse rurale ne réduira les lots à 3 hectares que dans les cas excep-

tionnels dans les régions montagneuses et vignobles. Parmi les acheteurs, seront préférés ceux qui désireraient acheter le moins de lots. Les prêtres et instituteurs des communes rurales ne pourront, en aucun cas, obtenir plus de deux lots. Ceux-ci devront former un bloc sauf dans le cas où la Caisse estimera dans l'intérêt des acheteurs qu'il y a lieu à séparer.

Une des plus grosses préoccupations du législateur était la nécessité qui s'imposait de faire sortir le paysan de sa routine, source initiale de son état de misère. Il s'agissait de l'amener à des systèmes plus méthodiques du travail de la terre. Aussi, inscrivit-il dans l'article 40 de la loi l'obligation pour le paysan (possesseur de terre achetée par la Caisse rurale) de cultiver : légumes, betteraves, plantes textiles et fourragères, etc... Mais cette obligation légale entraîne pour la Caisse rurale l'obligation d'en fournir aux paysans les moyens, et dans ce sens, l'activité de cette institution prendra dans l'avenir des proportions vraiment imposantes.

La Caisse rurale est destinée, de par sa fonction, à morceler la grande propriété et la faire passer entre les mains des paysans, d'où il résulte la nécessité de maintenir la production agricole générale, qui reste une des plus importantes ressources du pays. Mettre le paysan en mesure de tirer de son labour les plus grands avantages, devient d'un intérêt social de tout premier ordre.

Dans ce sens, il nous faut relever les dispositions de l'article 74, qui sont absolument conformes aux vues énoncées. Il est établi que, dans le cas où la part de dividende revenant à l'Etat dépassera 6 %, le surplus sera constitué en fonds d'amélioration de culture sur les terres des paysans.

Cette même loi établit le principe de l'inaliénabilité (1) et l'indivisibilité des lots. On a eu recours à ce moyen par suite d'une augmentation fréquente d'aliénations déguisées (des prêts sur affermage pour quatre-vingt-dix ans). L'article 38 de la présente loi dispose :

Les terres achetées par l'intermédiaire de la Caisse rurale ne pourront être affermées qu'avec le consentement de la Caisse ; ce consentement ne sera accordé que dans le cas où le propriétaire se trouvera dans l'impossibilité de cultiver lui-même. La terre achetée par l'intermédiaire de la Caisse rurale, ne pourra être affermée qu'à des cultivateurs-paysans. Les contrats de fermages sans le consentement de la Caisse sont nuls de droit.

Cette dernière disposition a en vue d'empêcher la grande propriété de se reconstituer indirectement en rachetant des terres paysannes.

1. L'article 132 de la charte constitutionnelle prescrit déjà le principe de l'inaliénabilité.

Mais il est un texte qui nous semble être une erreur.

L'article 42, alinéa 1^{er}, prescrit qu'un paysan ne pourra pas acheter plus de deux lots et réunir en une seule main plus de 15 hectares ; et, obéissant évidemment à la même préoccupation, le législateur, dans l'alinéa 4 du même article dit : « La Caisse rurale aura sur les gros lots d'au-dessus 25 hectares en aliénation, un droit de préemption. »

Si nous sommes d'accord avec le législateur sur la nécessité de développer une petite propriété paysanne, solidement assise, nous ne comprenons pas qu'on ait pu ne pas songer à l'avantage qu'il y aurait — ne serait-ce que pour permettre aux plus travailleurs d'entre les paysans de recueillir les bénéfices de tout le labeur dont ils sont capables — et permettre le développement d'une propriété paysanne moyenne. En ce sens, la limite de 15 hectares et le droit de préemption que s'accorde la Caisse pour les lots au-dessus de 25 hectares, nous paraissent, *toutes deux par trop limitatives*. Il nous semble qu'à force de craindre la reconstitution des grandes propriétés on risque d'étouffer l'élan paysan ordonné et maître de lui.

La plupart des économistes plaident, du reste, en faveur de la propriété moyenne.

« On peut admettre comme certain qu'un mélange
« de propriétés grandes, moyennes et petites, avec

« *prédominance des moyennes*, constitue le rapport
« le plus salubre pour l'économie sociale (1). »

Le principe de *l'indivisibilité* prévu par la loi pré-
cise deux cas :

a) Les lots de 5 hectares achetés de la Caisse ru-
rale ou par son intermédiaire sont obligatoirement
indivisibles (art. 64) ;

b) Les terres paysannes obtenues en vertu de la loi
de 1864 ou par suite de la distribution et la vente des
domaines de l'Etat, loi de 1879, seront *divisibles fa-
cultativement*, après accord unanime entre les cohé-
ritiers (art. 68).

Ces dispositions furent conditionnées par le mor-
cellement progressif que l'on constatait dans la pro-
priété paysanne.

Une des causes principales du morcellement est
d'ordre législatif et réside dans le principe de l'éga-
lité du partage entre cohéritiers, admis par le Code
civil.

Les chiffres donnés par M. Bibicesco (2) permet-
tent un aperçu plus net de la situation. Il indique
que de 1866 à 1896, ont :

Moins d'un 1/2 hectare . . .	63.000
D'un 1/2 à 1 hectare . . .	81.000
Et de 1 à 2 hectares. . .	150.000
	294.000

1. Roscher. *Traité d'économie politique rurale*, Paris, 1888.

2. J. Bibicesco. *Question agraire*. Bucarest, 1907.

Ces chiffres se sont encore aggravés par suite du croissement continu de la population.

Le parcellement est une mauvaise chose : 1° Il est une cause de diminution du terrain cultivable ; plus il y a de parcelles, plus il y a de limites qui se traduisent par une perte de terrain et par la multiplication des fraudes ; 2° Comme le parcellement diminue le terrain, il empêche les améliorations foncières. En effet, les plus grandes améliorations demandent un terrain considérable ; 3° Non seulement le parcellement diminue la terre, mais il empêche encore de la bien cultiver (1).

En Roumanie, le problème s'aggrave encore par suite de la culture extensive pratiquée par le paysan roumain ; celle-ci exige d'assez grandes étendues de terre. En plus, vient s'ajouter l'indifférence du paysan pour toute industrie économique, qui serait cependant pour lui une ressource appréciable pendant la longue saison d'hiver.

L'indivisibilité facultative prescrite à l'égard des bénéficiaires des lois de 1864 et 1879 est une chose heureuse. Elle correspondait au sentiment d'illégalité enraciné dans l'esprit du paysan roumain par rapport à tous les membres de sa famille. Par contre, *l'indivisibilité obligatoire* menaçait de susciter dans les familles des haines féroces.

1. Souchon. *Cours d'économie rurale*, 1903-1904.

Il n'est pas de même en ce qui concerne l'indivisibilité obligatoire des terres achetées par la Caisse rurale ou par son intermédiaire.

Cette fois le législateur allait droit au but, sans hésitation aucune. Et afin d'éviter le froissement des sentiments énoncés plus haut, il prend la peine de prévenir le paysan acheteur que la Caisse ne peut s'interposer entre lui et le propriétaire de la terre à vendre, qu'à condition pour l'acheteur de souscrire par avance aux conditions imposées par la loi. Le développement de son avoir est à ce prix.

Les deux systèmes correspondent à des situations déterminées qui se retrouvent un peu partout.

Ainsi, l'Allemagne, qui pratique par excellence le principe de l'indivisibilité, s'est trouvée dans l'obligation d'adopter les deux systèmes (*Anerbenrecht*) : indivisibilité obligatoire et facultative selon les contrées de l'Empire.

Toujours dans le but de raffermir la propriété paysanne, le législateur a inscrit dans la loi (art. 69) le principe de *remembrement volontaire*.

Le remembrement légal aurait rencontré chez le paysan roumain, fortement attaché à son lopin de terre, une résistance qui aurait rendu vaine la volonté du législateur. Il faut ajouter le bouleversement du régime des servitudes, et la difficulté de trouver des parcelles semblables.

La loi encourage le remembrement volontaire, en

mettant la terre appartenant à la Caisse rurale à la disposition de ceux qui accepteront de renoncer dans ce but aux parcelles possédées par eux, en faveur des paysans propriétaires des parcelles contiguës, comme elle met le crédit de la Caisse rurale à la disposition de ceux qui désirent incorporer à leurs parcelles, les parcelles voisines.

Cette opération présente pour les deux parties de sérieux avantages : le premier recevra un lot entier et verra sa dette diminuer du chiffre égal à la somme à recevoir ; l'autre verra ses parcelles réunies en contractant simplement envers la Caisse rurale une dette dont il s'acquittera par annuité.

La dernière disposition de cette loi traite *de l'anticipation sur le prix de vente*.

Pour faciliter la compréhension de la disposition ci-dessus, nous croyons devoir résumer brièvement les étapes de la législation antérieure.

La première en date est la loi rurale de 1864 instituant la petite propriété paysanne.

Avant cette époque, ainsi que nous l'avons démontré par ailleurs, nous nous trouvions en face de la situation suivante : d'un côté les grands propriétaires et de l'autre les serfs (clacasi). Afin de libérer les serfs et dégrever la grande propriété, on résolut d'appeler la masse des paysans à la propriété. Ce fut l'objet de la loi de 1864.

L'appel des paysans en masse devait donner des

résultats déplorables, qui, hâtons-nous de le dire, n'incombent point au législateur.

Celui-ci ne pouvait pas établir arbitrairement et par anticipation une sélection qui permettrait de ne donner de la terre qu'aux paysans susceptibles de la travailler et d'en vivre. Cette sélection devrait être le résultat d'une expérience qu'on se devait de tenter.

Sept ans suffirent pour cela. On constata que parmi les nouveaux propriétaires, il se trouvait des gens incapables d'exploiter leur petit domaine soit faute d'instruments agricoles et de crédit, soit par manque de courage au travail ou encore parce qu'ils n'avaient pas acquis le sentiment de la responsabilité que leur créait leur nouvelle situation.

La nouvelle loi de 1881 apporte une restriction : les acquéreurs de biens ruraux de l'Etat étaient tenus à verser un quart du montant du prix au moment de l'achat. Cette obligation créa la sélection désirée et l'on n'eut qu'à se louer des résultats acquis.

A l'occasion d'une nouvelle mise en vente de domaines de l'Etat, le législateur de 1889 éprouva le besoin de ne pas maintenir l'obligation d'avance sur le montant du prix d'achat inscrit dans la loi de 1881.

Cela nous ramena au gâchis de 1864 aggravé par le fait que, cette fois, la situation n'était plus la même, qu'alors. Et nous ne résistons pas au besoin de faire remarquer qu'il y a des problèmes sociaux où l'inco-

hérence et les surenchères politiques devraient être évitées.

Avec la loi sur la Caisse rurale, nous revenons, heureusement, à une conception plus saine. Nous citerons en entier les dispositions des articles 19 et 20.

Art. 19. — Les paysans acquéreurs de terre devront verser directement à la Caisse rurale, au moment de la signature de l'acte de vente-achat qui doit se faire par son intermédiaire, une part qui variera comme il suit :

a)	Les acheteurs de 1 lot.	. . .	15 %.
b)	—	2 à 3 lots .	25 %.
c)	—	4 à 5 lots .	35 %.

La Caisse rurale pourra réduire à 10 % le versement de 15 % pour l'achat d'un lot, dans le cas où elle constaterait que le versement de 15 % pourrait être un empêchement effectif à l'achat de semblables lots.

Art. 20. — En dehors de ce versement, les paysans devront posséder les instruments agricoles nécessaires et le nombre de bêtes correspondant à l'étendue de la terre qu'ils désirent acheter.

Qu'il nous soit permis de conclure avec l'honorable rapporteur de cette loi qui, dans son exposé des motifs dit : « *Comme garantie au but poursuivi et pour éviter les fautes commises par le passé, cette institution part d'un principe sain qui ne cherche*

« pas à résoudre le problème par des solutions extrêmes. On ne peut accorder du crédit à tous amateurs. Chacun a le devoir de construire son bonheur à force de travail et d'économie. En travaillant pour acquérir l'argent et les instruments nécessaires, il donne un gage de sa volonté de devenir propriétaire en garantissant en même temps la réussite de l'entreprise. »

Opérations

Art. 4. — La Caisse rurale est autorisée à faire les opérations suivantes :

a) Traiter avec les propriétaires désireux de vendre totalité ou partie de leur terre au compte des paysans en fixant le prix et les conditions ;

b) Fixer le prix maximum de la totalité ou partie de terre que les paysans désirent acheter ; les conditions de vente seront établies entre propriétaire et paysans, directement ;

c) Acheter totalité ou partie de terre d'une étendue au-dessus de 200 hectares, aux adjudications ou à l'amiable, dans des conditions avantageuses pour être vendue aux paysans ; les terres appartenant aux établissements de bienfaisance ou à des personnes morales ayant moins de 200 hectares, pourront être achetées.

Les trois alinéas ci-dessus indiquent deux opéra-

tions qui se complètent. Si on avait limité les attributions de la Caisse rurale aux alinéas *a*, *b*, son champ d'activité serait par trop restreint. Car il arrive rarement que le besoin qu'a le propriétaire de vendre et le désir du paysan d'acheter soient concordants.

Si, au contraire, la Caisse rurale n'achetait que les propriétés à vendre, sans jouer le rôle d'intermédiaire, elle ferait œuvre incomplète et compliquée, par la double formalité : vente de la propriété à la Caisse rurale et revente par la Caisse aux paysans.

d) Diriger, contrôler et exécuter toutes les opérations relatives au parcellement et au paiement de ces terres ;

e) Faire aux paysans des prêts hypothécaires, avec un maximum d'intérêts de 5 %, qui garantissent à la Caisse la restitution du prix payé au vendeur pour la terre achetée par les paysans ou le prix de la terre achetée par les paysans à la Caisse ;

f) Faire aux communes des prêts hypothécaires, avec un maximum d'intérêts de 5 %, qui garantissent à la Caisse rurale la restitution du prix payé au vendeur pour la constitution ou le complètement des pâturages communaux, ou le paiement des pâturages achetés à la Caisse rurale.

Cette opération a pour but : de faciliter la création des pâturages communaux (loi du 21 déc. 1907) ; d'empêcher l'apparition des clauses usuraires dans

les conventions agricoles; d'assurer la liberté réelle du paysan, lequel aura la possibilité de nourrir sa vache et ses bêtes de trait sans être forcé, comme auparavant, d'accepter de ce chef les conditions imposées par le propriétaire ou fermier.

g) Emettre des bons ruraux qui serviront au paiement des lots achetés par les paysans, des pâturages communaux et des terres que la Caisse aura achetés;

h) Encaisser des acheteurs des lots et des communes les sommes dues pour intérêts, amortissements, frais d'administration et autres dépenses qui grèvent les parties de terres qu'ils ont achetées; employer exclusivement les intérêts et amortissements aux paiements des coupons et obligations tirées au sort;

i) Faire des prêts aux agriculteurs, sur traites, effets publics d'Etat ou garantis par celui-ci, lettres de gage ou tous autres effets garantis par l'Etat, sauf les bons ruraux;

j) Acheter et vendre ces effets;

Si on a accordé à la Caisse rurale la faculté de faire des opérations de banques, c'est, dit l'exposé des motifs, « parce que si les opérations s'étaient limitées uniquement à procurer aux paysans le crédit nécessaire pour l'achat des terres, il est évident qu'au commencement, pendant quelques années, non seulement le capital n'aurait pas été rémunéré,

mais les frais d'administration n'auraient pas non plus été couverts ».

Nous faisons remarquer que les opérations de banque sont incompatibles avec la raison d'être d'une institution créée en vue de satisfaire à une nécessité d'ordre public. D'autre part, elles entraînent une commercialisation qui peut lui faire perdre de vue son but essentiel, et puis, n'est-il pas compromettant pour l'Etat actionnaire de faire des spéculations financières?

La crainte de ne pas voir le capital rémunéré aurait pu être écartée si l'Etat avait consenti non pas seulement à abandonner ses bénéfices, mais encore donner *une garantie d'intérêts* aux actionnaires privés.

Privilèges accordés

Art. 5. — Par dérogation aux articles 1686, 1687 et 1689 du Code civil, 478 et suivants du Code de Commerce (1) et 728 du Code de procédure civile, la Caisse rurale, par la simple réception du gage, constatée par acte sous seing privé aura droit de

1. Art. 1687. — L'acte de gage doit être inscrit et notifié au débiteur.

Art. 1689. — Le créancier ne peut à défaut de paiement disposer du gage ; sauf à demander au juge que ce gage lui demeurera en paiement, et jusqu'à due concurrence intérêts y compris s'il y a lieu et d'après une estimation faite par les experts, ou qu'il sera vendu aux

mettre en bourse l'effet déposé en gage, dès l'expiration du délai de paiement et sans autre forme de jugement.

Art. 14. — Les inscriptions hypothécaires constituées en faveur de la Caisse rurale n'ont pas besoin d'être renouvelées ; la prescription ne court pas.

Art. 17. — Toute action d'éviction de quelque nature qu'elle soit, totale ou partielle, concernant l'achat de propriété par l'intermédiaire ou par la Caisse rurale, ne pourra être exercée que contre celle-ci.

Cette action ne pourra prétendre qu'au *montant de la valeur de la terre et aux dommages et intérêts*.

En établissant cette restriction le législateur avait en vue de transmettre aux paysans la propriété libre de toute charge. En même temps, la Caisse rurale gardait ce privilège, exorbitant pour des particuliers, pour soi, en tant qu'institution appelée à jouer un rôle social prépondérant dans le développement de la petite propriété paysanne.

enchères. Toute clause qui autoriserait le créancier à s'approprier, etc. est nulle.

Art. 479 C. Com. — Les traites et billets à ordre doivent contenir la clause : valeur en garantie.

Art. 480 C. Com. — Par dérogation, les produits pendants ou déjà ramassés sont considérés comme étant constitués en gage par le seul effet de la convention.

Administration

Art. 70.— Le Conseil d'administration est composé de dix membres comme suit : un conseiller de la Haute cour de cassation, nommé par décret royal sur la proposition du ministre de l'Agriculture ; un membre de la première Société du Crédit foncier roumain ; un membre de la Caisse centrale des banques populaires ; un délégué du Conseil supérieur d'Agriculture ; et six membres en outre dont trois seront nommés par le Gouvernement et les trois autres élus par l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 71.— La direction de la Caisse rurale est composée d'un directeur et un ou deux sous-directeurs. Le premier est nommé par le ministre de l'Agriculture sur la proposition du Conseil d'administration.

Art. 72.— Les opérations de la Caisse rurale ainsi que les émissions de bons ruraux seront contrôlées par un Conseil de trois censeurs dont deux sont nommés par le gouvernement et le troisième élu par l'assemblée générale.

Art. 73.— Le gouvernement exerce son contrôle sur toutes les opérations de la Caisse rurale par voie de commissaire nommé par décret royal sur la proposition du ministre compétent. Il a pour mission de présenter un rapport semestriel au ministre, auquel il joindra son opinion personnelle sur la marche de

l'institution. Les obligations émises par la Caisse rurale porteront sa signature.

Résultat des opérations

Nous donnons ici le tableau des opérations effectuées par la Caisse rurale sur une période de deux ans (1908-1910) de fonctionnement :

QUALITÉ DES OPÉRATIONS	Nombre	Hectares	Valeur
Terres achetées par la caisse rurale. .	»	30.596	16.392.155
Terres vendues aux paysans	582 lots	2.702	2.214.717
Prêts hypoth. accordés aux paysans .	1.584	7.028	3.768.912
L'émission des bons ruraux	»	»	30.924.700

Ces chiffres nous font bien augurer de l'avenir, car, ne l'oublions pas, la préoccupation primordiale de la Caisse rurale reste la formation d'une forte propriété paysanne. Celle-ci représente, au point de vue social, le fond même de la constitution de la société et de la densité de la population et au point de vue économique le complément nécessaire et naturel de la grande propriété.

CHAPITRE II

Première section

Le crédit agricole

Pour mieux faire comprendre l'historique et l'évolution du crédit réel mobilier de la petite propriété, il nous faut rappeler la loi rurale du 15 août 1864, qui décréta la liberté du travail et l'abolissement du servage, conditions premières permettant le développement de la petite propriété paysanne.

Les principes de cette loi sont les suivants :

- 1) Suppression de l'état de co-propriété entre les paysans et les boyards (seigneurs) ;
- 2) La liberté absolue du travail et de la personne des paysans ;
- 3) Distribution et vente des terres de l'État ;
- 4) Inaliénabilité et insaisissabilité de la propriété paysanne.

Du jour au lendemain nous nous trouvons en face d'une petite propriété de 1.766.258 hectares (1), que

1. J. Bibicesco. *Question agraire*, 1907. Bucarest.

la loi déclare inaliénable et insaisissable, ce qui lui coupait toute source de crédit.

Les paysans ne possédaient pas une éducation économique suffisante pour se relever eux-mêmes ; ensuite, ils n'avaient pas à leur disposition le capital d'exploitation nécessaire pour cultiver leurs lots.

Les propriétaires qui étaient à même d'ouvrir aux paysans un petit crédit, parce qu'ils se trouvaient en contact plus direct avec eux, — ce qui leur permettait d'apprécier plus facilement la probité et la capacité de chacun, — se refusaient à satisfaire les demandes des paysans. Ils invoquaient : qu'ils n'étaient pas sûrs de rentrer dans leur argent, vu qu'il n'y avait pas de loi garantissant l'exécution des travaux auxquels les paysans s'engageaient par anticipation.

Les événements ne tardèrent pas à venir à l'appui de leur demande.

En 1866 sévit une grande sécheresse. La production fut nulle. Auparavant, pour prévenir les temps de disette, on avait institué des magasins de réserve, sorte de *monti frumentarii*, qui ont existé au moyen âge en Italie. C'est dans ces dépôts qu'on emmagasinait chaque année quantité de maïs ou de millet, nourriture habituelle des paysans. Après 1864 on n'entend plus parler de cette institution. On l'avait supprimée du jour où les paysans étaient devenus libres.

Le Parlement vota un crédit d'un million. Ce cré-

dit était par trop insuffisant pour ne pas obliger les paysans à solliciter des propriétaires des avances en argent ou céréales sur le compte des travaux agricoles à exécuter dans la prochaine campagne agricole. Mais, les propriétaires refusaient et le Gouvernement se vit, semble-t-il, obligé de leur donner satisfaction, afin de sauver momentanément le paysan de la faim.

Les suites naturelles de cette faiblesse du Pouvoir furent une loi votée *le 16 mars 1866*. Celle-ci, met le contrat agricole sous un régime spécial et ouvre aux paysans le premier crédit chez le propriétaire. Cette loi fut renforcée par la *loi de 1872* où la *contrainte corporelle* était admise comme moyen d'exécution des conventions agricoles.

C'est par une entrave à la liberté fraîchement accordée, qu'on a donné aux paysans une caricature de crédit, et cette défaillance prend à nos yeux un tel caractère de regrès vers le servage, qu'il nous paraît suffisant d'en marquer la portée.

Pour montrer l'utilité et la nécessité de donner du crédit à l'agriculture, nous ne pouvons mieux faire que de laisser la parole à M. J.-B. Josseau qui, dans son *Traité du Crédit foncier*, s'exprime en ces termes :

« Parmi les causes qui, dans tous les pays, ont
« longtemps paralysé le progrès de l'agriculture, il
« en est une que l'on s'est généralement accordé à

« reconnaître : c'est le manque d'argent ou plutôt
« c'est l'insuffisance du crédit dont elle jouit pour se
« procurer des capitaux indispensables à ses besoins
« les plus urgents.

« Sans le crédit, pour payer les frais de sa culture
« et subvenir aux besoins de sa famille, il est obligé,
« s'il ne veut pas se mettre à la merci d'un usurier
« de campagne, de se défaire de sa marchandise en
« temps inopportun; et c'est ainsi qu'à certaines
« époques de l'année l'encombrement des céréales
« sur les marchés devient une cause bien connue
« de l'avilissement des cours.

« La conséquence fatale de cet état de choses,
« c'est que les années d'abondance elles-mêmes ne
« donnent point au cultivateur les moyens de répa-
« rer les pertes que lui occasionnent les années de
« disette, ainsi que les fléaux, les accidents et les
« maladies épidémiques qui frappent si souvent ses
« bestiaux et ses récoltes. L'utilité de donner du
« crédit à l'agriculture est donc incontestable, soit
« au point de vue de son intérêt particulier, soit au
« point de vue de l'intérêt public auquel il est lié
« intimement.

« Mettre aux mains de l'agriculteur les moyens :
« d'acheter en temps opportun et meilleur marché
« possible, des outils, des bestiaux et des engrais ;
« de pratiquer sur la terre qu'il cultive des travaux
« d'amélioration ; de choisir le meilleur moment pour

« l'écoulement de ses produits ; c'est non seulement
« contribuer à son bien-être ou conjurer sa ruine,
« mais c'est atténuer les effets des grandes calamités
« publiques et alimenter les sources de la prospérité
« du pays. »

La Roumanie, pays éminemment agricole, tire la plus grande partie de ses revenus de la production agricole. L'agriculture restera toujours sa base économique. De la sorte, il était tout naturel que la même préoccupation se fasse jour, pour aboutir au projet de loi portant création de *Ca'sses de Crédit agricole* (loi de 1882).

Les rédacteurs de la loi constatent, que le commerce et l'industrie ont toutes les facilités pour se procurer du crédit. Le commerçant peut emprunter sur marchandises données en gage. Seule, l'agriculture est tenue en dehors de ces avantages, par suite des dispositions restrictives de la loi (art. 1685 et 1688 C.C. roumain) (1), — qui met l'agriculteur dans l'impossibilité de contracter des emprunts en donnant pour gage outils aratoires, bestiaux et récoltes.

D'autre part, devant l'immobilisation des grandes valeurs, au point de vue du crédit, entre les mains

1. Art. 1685. — Le gage est un contrat, par lequel le débiteur remet au créancier pour la garantie de la dette un objet mobilier. — Art. 1688. — La préférence énoncée en l'article précédent ne s'établit sur les meubles incorporels, tels que les créances mobilières que par acte légalement enregistré et signifié au débiteur de la créance donnée en gage...

des cultivateurs, les rédacteurs de la loi se sont demandé : Pourquoi l'agriculteur à son tour, ne pourrait-il pas emprunter sur ses biens mobiliers ?

C'est une anomalie dont souffre l'intérêt public.

Partant de cette idée le législateur, dans l'article 26 de la loi, déroge aux articles 1685 et 1688 du Code civil et dispose que :

a) La remise du gage en rapport avec le crédit agricole sera considérée comme effectuée en vertu de la convention et dès la date de l'acte qui la constate. En d'autres termes c'est *le gage sans dessaisissement*, où l'agriculteur pourra constituer en gage ses récoltes, ses bestiaux et ses outils aratoires, tout en les gardant par devers lui.

La grande innovation réside dans le fait que le crédit mobilier peut être garanti par un gage matériel, palpable, par l'hypothèque mobilière ; c'est un des points caractéristiques de la loi. Notons, en outre, les dispositions essentielles qui suivent :

b) De créer dans le chef-lieu de chaque département, un établissement sous la dénomination de *Caisse de Crédit agricole*, avec droit d'ouvrir, selon les besoins, des succursales dans les communes. Chaque Caisse de Crédit agricole fonctionnera comme personne morale et aura une vie distincte. La durée sera de vingt ans, avec droit de prolongation. Le capital de chaque Caisse est fixé de 150.000 à 300.000 fr. avec droit d'augmentation par une loi.

c) Comme le but de la création des Caisses de crédit agricole est uniquement à faire des avances à l'agriculture, la loi décide que : « Peuvent seulement être actionnaires, les agriculteurs et les industriels agricoles. »

Mais étant donné que l'initiative privée et l'esprit d'association, ne sont pas assez développés pour devenir un facteur réel de ces institutions, l'Etat vient aider et stimuler cette initiative, en disposant (art. 7) que :

« Jusqu'au versement intégral du capital par les actionnaires, l'Etat et les départements avanceront sans intérêt les trois quarts du capital, — l'Etat pour moitié et les départements pour un tiers. »

d) Idée relative à l'activité des Caisses de crédit agricole. Elles feront : 1) L'escompte et la négociation des effets appartenant aux agriculteurs et industriels agricoles ;

2) Des emprunts sur gage, pour céréales, outillage agricole et bestiaux ; de même pour les industries dérivées de l'agriculture. Ces prêts ne peuvent en aucun cas excéder la moitié de la valeur des objets mis en gage ;

3) Recevoir en compte courant ou en dépôt, les économies des agriculteurs et industriels agricoles ;

4) Faire des avances à ces mêmes personnes, sur les effets publics nationaux ou autres valeurs garanties par l'Etat roumain ;

5) Le terme accordé pour les prêts est de trois mois avec renouvellement ;

6) D'ouvrir à ces Caisses un compte courant avec intérêts à la Banque Nationale. Ce compte courant pourra monter jusqu'à 3 millions.

Telles sont les principales dispositions de cette loi, qui dans la pensée du législateur devaient faire utiliser le crédit que peut avoir le capital mobilier affecté à la culture, tant par les propriétaires et fermiers, que par les petits propriétaires paysans, *surtout par ces derniers.*

Les opérations des dix premières années — 1882-1892 — donnent (1) :

ANNÉES	Prêts accordés	Valeur
1882	—	2.025.843
1883	—	15.005.994
1884	—	33.788.777
1885	—	36.860.032
1886	—	51.066.891
1887	—	45.694.916
1888	—	40.975.043
1889	—	34.532.089
1890	—	34.063.711
1891	—	34.109.781
1892	—	30.405.078

1. Lucien Boltus, *Quelques mots sur le crédit agricole*, 1908. Bucarest.

On voit que les prêts accordés ont été de : 385.528.115 francs, et l'on serait tenté de croire que le but visé par la loi, — *venir en aide aux paysans et petits fermiers*, — a été atteint.

Cependant lorsqu'on examine ces opérations et qu'on se demande : quelle est l'importance de chaque prêt et quels en sont les bénéficiaires, on voit que la bonne intention des législateurs devait échouer à cause des lacunes et des imperfections de la loi, lacunes qu'on peut résumer ainsi :

1) Par le fait de l'éloignement, — les Caisses agricoles étant situées dans le chef-lieu de chaque département —, elles ne pouvaient pas prendre un contact direct et immédiat avec le paysan. Celui-ci devait se transporter de sa commune, — le plus souvent très éloignée —, à la succursale ; il devait même faire ce chemin plusieurs fois afin d'accomplir les formalités exigées.

Ce qui prouve qu'on a oublié que la première raison d'être d'une institution de crédit populaire, est la célérité.

2) La non-limitation du montant maximum des prêts est une autre lacune très grave. Rien n'empêche les agriculteurs aisés à demander des prêts successifs et d'une valeur conséquente. D'ailleurs, ceux-ci ne s'en sont pas fait défaut. Dès lors, les capitaux disponibles allèrent aux agriculteurs d'une certaine importance. Des prêts dépassant généralement 1.000 francs et

montant souvent jusqu'à 5.000 et 10.000 francs, épuisèrent les fonds.

Dès lors, le petit cultivateur-paysan ne pouvait plus rien obtenir.

3) Le bon marché du crédit est une illusion.

En effet, la loi fixe le maximum d'intérêts à 10 % plus 2 % en cas de retard apporté dans le paiement : au total 12 %.

En réalité, grâce aux formalités trop compliquées ; grâce à la perte de temps qu'on impose à l'emprunteur ; grâce aussi à l'échéance trop courte, — trois mois, — et les inévitables surcharges d'intérêts faute de paiement, nous pouvons dire, sans exagération aucune, que les dépenses et intérêts occasionnés par les prêts montent à *plus de 20 %* !

Comme nous sommes loin de cette règle première sur laquelle repose tout système de crédit agricole, à savoir : un taux réduit doit correspondre au bénéfice de la culture.

4) Les prêts à court terme ne correspondent pas aux lois naturelles de la production.

La non-souscription des actions des Caisses de crédit agricole est encore une lacune grave, qui, cependant, n'incombe pas à la loi.

En effet après dix années de fonctionnement, et malgré le concours financier de l'Etat et des départements, il n'y eut de souscrit par les particuliers (agriculteurs et industriels agricoles) que la somme de

1.330.500 francs ; le complément jusqu'à 10 millions avait été versé par l'Etat et les départements.

Malgré ce peu d'empressement de la part des grands propriétaires et fermiers, à souscrire au capital des Caisses de crédit agricole, ils furent presque seuls à profiter du crédit dont disposaient ces Caisses, ce qui n'avait pas cependant été dans l'intention du législateur de faciliter.

Cette situation donna à réfléchir au gouvernement et aux politiques, qui s'intéressaient de près aux questions économiques. Le résultat fut un accord général sur les modifications à apporter à la loi de 1882.

Il s'agissait de faire entrer dans la législation roumaine, le principe du *Crédit agricole créé, organisé et donné par l'Etat*.

Ce fut l'objet du projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre en 1892.

Ce système d'institution d'Etat peut être soutenu et expliqué avec justesse, par rapport à la Roumanie et à tout autre pays d'une situation économique correspondante.

A l'époque où nous en sommes, l'esprit d'association, les idées de solidarité et de mutualité n'étaient pas encore répandus. Le crédit était dans l'enfance, les capitaux trop timides, ce qui rendait l'intervention de l'Etat nécessaire.

C'était pour lui un *devoir social* de procurer aux

paysans le crédit à taux réduit, non pas seulement sans bénéfice, mais en y faisant même des sacrifices.

C'est ainsi que se justifie ce projet de loi, lequel, d'une part, liquidait les *anciennes Caisses de crédit agricole*, et créait, d'autre part, une institution d'Etat sous la dénomination de *Crédit agricole*, ayant son siège à Bucarest.

La loi organique du Crédit impliquait la création de succursales dans les départements.

Ce projet fut voté en 1892. La nouvelle loi abroge toutes les dispositions légales antérieures. Nous allons l'examiner, sans omettre les modifications de détail qu'on y apporta en 1906 et 1908.

Dispositions principales de la loi

Article premier. — En vue de favoriser le développement du crédit mobilier, il est créé sous le nom de *Crédit agricole* une institution de crédit dont le siège est à Bucarest. Le Crédit agricole est déclaré personne morale. Il établira une succursale dans chaque département. ~

Cette institution est divisée en deux départements ou sections :

La première section : prêter aux agriculteurs et industriels paysans, les sommes nécessaires à l'agriculture et aux industries dérivées d'elle.

Les fonds de cette première section seront cons-

titués par un capital de 20 millions versé intégralement par l'Etat.

La deuxième section : facilitera la colonisation interne prévue par l'article 3 (1) de la loi de 1889 sur la vente des biens de l'Etat, accordant des prêts aux agriculteurs-paysans pour leur permettre de s'établir sur la terre achetée.

Le capital de la deuxième section sera constitué par l'ouverture d'un compte courant avec intérêts, à une banque, de préférence à la Banque Nationale.

Ce compte courant pourra s'élever jusqu'à 3 millions.

Ce genre de crédit prend dans la nouvelle loi des développements plus grands. Elle autorise, en effet, les *prêts sur gage différé*.

Il y est dit que le Crédit agricole fera aux paysans qui ne sont pas en mesure de donner un gage mobilier ou immobilier, des avances pour achat de bétail, instruments agricoles et semences; ces objets seront considérés comme mis en gage à partir du moment de leur achat.

1. Art. 3. — En vue de faciliter la formation de nouvelles communes, le ministère des Domaines posera comme condition à la vente des lots de 5 hectares, l'obligation, pour les acheteurs, de s'établir dans les trois ans sur la terre achetée. Afin de faciliter cet établissement, le Crédit agricole est autorisé à faire aux paysans des avances jusqu'à concurrence de 500 francs, remboursables en annuités. Ces avances sont destinées à subvenir aux premières dépenses d'installation, d'achat de bestiaux et instruments agricoles.

De la sorte, cette avance profitera au plus pauvre, ce dont le législateur s'est surtout préoccupé.

Afin d'assurer l'emploi des fonds et la sûreté du prêt, la loi exige la signature de deux autres paysans domiciliés dans la commune de l'emprunteur. Ceux-ci seront responsables vis-à-vis du Crédit jusqu'à l'accomplissement des formalités de mise en gage des objets achetés.

Dans le but de satisfaire surtout aux besoins de crédit d'un toujours plus grand nombre de cultivateurs paysans, la loi limite le maximum des prêts à 1.000 francs.

Le renouvellement des prêts, qui, dans la loi de 1882, ne pouvait se faire que de trois en trois mois, se fera désormais à trois, six et neuf mois, selon les besoins.

De la sorte, on évite à l'agriculteur-paysan, les déplacements, les pertes de temps, les dépenses de renouvellement et l'accroissance des intérêts presque toujours provoquée par les retards. Cela fait une économie de temps et d'argent.

La loi déclare passible des *peines d'abus de confiance*, le débiteur convaincu d'avoir fait des fausses déclarations, ou d'avoir aliéné, détourné, dissipé ou volontairement détérioré les objets gagés.

Enfin, la dernière disposition supprime la nécessité de faire authentifier l'acte de prêt par le juge de paix. Toutes les formalités seront faites à la mairie où est domicilié l'emprunteur.

Telles sont les principales dispositions de la loi de 1892 concernant le crédit mobilier, et, plus particulièrement, celui de la petite propriété paysanne.

Il nous faut remarquer qu'elle donne aux paysans et petits fermiers la faculté d'obtenir des prêts et sur gage différé et sur gage sans dessaisissement. Elle empêche aussi le paysan de vendre à vil prix ses produits et contribue à l'amélioration des cultures et des races de bétail.

En un mot, ces dispositions de la loi ont, dans leur champ d'application, la plupart des meubles de l'agriculteur, qui sont en même temps immeubles par destination.

Opérations

Art. 19. — Le Crédit agricole ne pourra faire que les opérations suivantes :

1) Emprunter sur gage, bétail, produits et instruments agricoles ; ainsi que sur les produits et instruments des industries dérivées de l'agriculture.

Dans l'article 77 du règlement pour l'application de la loi, le législateur spécifie que seuls, les biens mobiliers peuvent faire l'objet d'un prêt sur gage et nous donne l'énumération de ces objets :

a) Les bêtes cornues de toutes espèces et les chevaux ;

b) La récolte mûre et prête pour la fauchaison ;

c) Les produits agricoles de toute nature, sauf les fruits et les légumes ;

d) Les coupes de bois se trouvant en forêt ;

e) Le vin et l'eau-de-vie de prunes (la tzouica) ;

f) Les instruments agricoles et industriels ;

g) Les tonneaux pour vin et eau-de-vie, etc. ;

h) Le bois façonné par les habitants de campagne ;
de même la poterie fabriquée par eux.

Ces objets, pour être reçus en gage doivent être la propriété personnelle de celui qui demande le prêt ; être en bon état, libres de toute charge et assurés contre l'incendie ou la grêle, pour un terme dépassant de trois mois le terme de l'emprunt. Les prêts accordés ne pourront en aucun cas dépasser la moitié de la valeur des objets gagés.

2) A faire des avances aux paysans pour l'achat de bestiaux, semences et instruments agricoles ; ces avances sur gage différé ne peuvent être faites qu'aux paysans-cultivateurs qui ne possèdent aucune fortune mobilière pour être gagée ; elles ne sont accordées que sur la signature de l'emprunteur, accompagnée de la garantie de deux autres paysans solvables et domiciliés dans la même commune et ne doivent (les avances) en aucun cas dépasser la somme de 500 francs.

Dans les quinze premiers jours à partir de la date de l'emprunt, le débiteur doit remplir les formalités et faire l'inscription dans les registres de sa commune. Alors seulement la responsabilité de deux garants

cesse. Si dans ce délai le débiteur n'a pas rempli les formalités, il sera passible des peines de l'abus de confiance.

3) Recevoir en compte courant et en dépôt les économies des agriculteurs et industriels agricoles ; ces dépôts sont admis à partir de 20 francs.

4) Faire des avances, à ces mêmes personnes, sur les effets publics nationaux ou autres valeurs garanties par l'Etat roumain.

5) Faire les opérations que peut lui confier la Banque Nationale, jusqu'à l'établissement des succursales et de faire aussi les opérations que peuvent lui confier les Sociétés d'assurance, pour l'assurance des instruments agricoles et industriels, des récoltes et produits industriels agricoles, des emprunteurs du Crédit agricole. La charge de faire les opérations pour le compte de la Banque Nationale a cessé, depuis que l'établissement a des succursales et agences dans tous les chefs-lieux des départements.

6) Emprunter aux paysans les sommes nécessaires à leur installation sur les lots achetés, conformément à l'article 3 de la loi de 1889.

Quand sur une terre de l'Etat on a fondé une nouvelle commune, les acheteurs de petits lots seront obligés de s'établir dans les trois ans de leur mise en possession. Pour faciliter l'établissement des acheteurs dans les nouvelles communes, le Crédit agricole, par l'intermédiaire du Ministère des Domaines,

avancera les sommes nécessaires pour les premières dépenses d'installation et pour l'achat de bestiaux et instruments agricoles. Les avances faites à une même personne, ne pourront dépasser 700 francs et leur remboursement se fera par annuités, calculées sur un intérêt de 5 % et 1 % d'amortissement, payables tous les six mois.

Les acheteurs de lots, qui voudront obtenir des avances doivent adresser au Ministère des Domaines, une demande légalisée à la mairie de leur domicile. Cette demande peut être collective ou individuelle et contenir les indications suivantes :

- a) Les noms des emprunteurs et des garants ;
- b) La commune, l'arrondissement et le département de leur domicile ;
- c) Le nom et la situation de la terre d'Etat qu'ils ont achetée ;
- d) La date de leur mise en possession ;
- e) Et le montant de la somme à emprunter, avec la désignation de l'emploi à faire : construction de maison ou achats des bestiaux et instruments agricoles.

A la suite de ces demandes le Ministère des Domaines nommera une commission composée: 1° d'un délégué du Ministère ; 2° d'un délégué du Crédit agricole ; 3° et d'un inspecteur communal, qui fera une enquête sur place.

Toute autre opération que celles citées dans l'article 19 sera interdite au Crédit agricole.

Bénéfices

Art. 5. — Sur les bénéfices nets réalisés à la fin de l'année par le Crédit agricole : 10 % sont en premier lieu employés à la formation d'un fonds de réserve, l'excédent devra être versé à la Caisse de l'Etat. Quand le fonds de réserve arrivera à un 1/4 du capital de fondation de 20 millions, la retenue de 10 % affectée à sa composition cessera.

Les bénéfices nets réalisés depuis
1882, sont de. 30 millions

Les prélèvements pour le fonds de
réserve atteignent près de. 3 —

Le reste de. 27 —

a été versé à l'Etat comme revenu du Crédit agricole, inscrit dans le budget général.

En d'autres termes, le Crédit agricole a restitué à l'Etat sous forme de bénéfice le capital de 20 millions, en plus il a versé au Trésor public un bénéfice de 7 millions.

Etant donné ce résultat nous nous demandons : Quel rôle l'Etat a-t-il joué dans la création de cette institution ?

Est-ce le rôle d'un capitaliste ou le rôle supplétif d'initiative privée et de redressement des tentatives d'association et de solidarité ? Et dans ce cas, pour-quoi n'être pas allé plus loin ?

Nous examinerons la question au « résultat des opérations ».

Administration

Art. 7. — Le Crédit agricole est dirigé par un Conseil d'administration en tête duquel se trouvent : Un directeur et un sous-directeur nommés par décret royal sur rapport du ministre des Finances et suivant l'avis du Conseil d'administration. Le ministre des Finances reste le chef direct et immédiat de l'institution.

Art. 8. — La fonction de Conseil d'administration du Crédit agricole est dévolue au Conseil d'administration de la Caisse Centrale des Banques populaires et coopératives paysannes.

Art. 9. — Le directeur est tenu à présenter hebdomadairement au Conseil un rapport sur la gestion et les opérations en cours.

Le Conseil décide sur : 1° le cours à suivre pour la fourniture du crédit, se préoccupant notamment à déterminer la commune dont les habitants peuvent obtenir de nouveaux prêts et le montant maximum de ceux-ci, si leurs créances ne peuvent être passées aux Banques populaires ; 2° à savoir dans quelle mesure le Crédit agricole peut user de son compte courant à la Banque Nationale ; 3° des moyens de

contrôle et surveillance pour le bon fonctionnement du Crédit.

Art. 11. — Les décisions du Conseil peuvent être annulées par le ministre des Finances.

Art. 13. — Le personnel d'administration du Crédit a qualité de fonctionnaire public avec les droits et les obligations que ce titre comporte.

Art. 14. — Le directeur est tenu à faire exécuter les décisions du Conseil. Il fait, en outre, fonction d'inspecteur général des succursales du Crédit.

Art. 15. — Les opérations du Crédit agricole sont contrôlées par les inspecteurs des Finances.

Privilèges accordés

Art. 28. — Par dérogation aux articles 1685 et 1688 du Code civil, en ce qui concerne les gages dont la nomenclature est faite au *chapitre Opérations* (art. 19) — ceux-ci sont légalement constitués par le seul effet de la convention. La date de l'acte fait pleinement foi.

La transformation de la nature du gage par procédé industriel ou autre, n'enlève point les droits du Crédit qui restent intacts.

Art. 29. — A l'égard des tiers, le gage ne sera considéré comme étant effectivement constitué qu'à partir de la date de l'inscription de la convention

dans un registre spécial tenu à la mairie de la commune où se trouve l'objet gagé. En ce qui concerne le bétail, les semences et les instruments agricoles achetés avec le montant du prêt consenti par le Crédit, ceux-ci seront considérés (al. 2, art. 19) comme étant gagés dès le montant de l'achat lequel sera inscrit sur le registre ci-dessus.

Art. 26. — Par dérogation au Code de Commerce les avances prévues dans l'alinéa 2, article 19, seront, à l'échéance, exigibles et exécutoires sans protêt ni autre forme de jugement.

Art. 31. — Le débiteur qui aura aliéné, soustrait, ou par mauvaise volonté laissé périr l'objet gagé, sera passible des peines de l'abus de confiance. Le Crédit aura droit de suite *sur le restant de sa fortune*.

Art. 33. — Les emprunts contractés au Crédit agricole sont de nature commerciale ; les créances qui en résultent sont négociables et transmissibles par endossement.

Toutes les contestations relatives à ces créances sont de la compétence du Tribunal de Commerce, sauf celles relatives à la poursuite des biens du débiteur pour lesquelles on suivra la compétence et la procédure indiquées dans la loi d'exécution forcée.

Les emprunteurs directs du Crédit agricole, ne peuvent être déclarés en faillite pour leurs créances agricoles.

Art. 38. — La loi du 27 juin 1886 concernant l'authentification et la légalisation des actes ne peut s'appliquer aux emprunts du Crédit agricole. Sur la demande des parties, l'authentification se fera par la mairie de la commune habitée par l'emprunteur.

Enfin, le Crédit jouit d'une exemption intégrale du timbre.

Résultat des opérations

La première institution de Crédit agricole créée par la loi de 1882 fut *la Caisse du Crédit agricole*. De 1882, date de sa création et jusqu'à 1892, celle-ci a prêté sur gages la somme de 383 millions.

La loi de 1892 créa *le Crédit agricole*, lequel prêta, de 1893 à 1908, la somme de 777 millions.

D'où il résulte que, sur une période de vingt-six ans, (1882-1908) les institutions de Crédits agricoles ont effectué 8 millions d'opérations, représentant une valeur de *prêts de 1 milliard 160 millions*.

Nous savons que le but du Crédit agricole était de faciliter, dans la plus large mesure, le crédit aux paysans et petits fermiers. Le tableau des opérations effectuées dans le courant de 1908 nous permettra d'examiner dans quelle mesure ce but a été atteint, et s'il n'y pas lieu d'en dégager la leçon que comporte l'expérience acquise (1).

1. Rapport du Crédit agricole, 1908, page 52.

Opérations de 1908

Objets	Nombres	Valeur
Bestiaux en général . .	1.703.455	64.277.961
Instruments agricoles. .	63.193	3.230.112
Céréales	34.572 hect.	221.800
Tonneaux	13.640	306.021
Total général.		68.035.894

Ces chiffres ont leur éloquence. A les lire, on se dit que l'effort ne fut point vain.

Pendant, d'autres documents s'accumulent. Des économistes poussent à fond leurs investigations ; les statisticiens alignent des chiffres qui nous obligent à regarder aussi loin que possible dans le vaste champ d'activité qu'on envisageait tout d'abord et qu'on n'a pas atteint, — nous expliquerons pourquoi. Et le problème s'élargit ainsi tout à coup, mettant à nu ses lacunes graves, ses insuffisances condamna-
bles.

La création du Crédit agricole était due à la préoccupation qu'on éprouvait d'arracher le paysan à l'usure qui engloutissait irrémédiablement le meilleur de son avoir. Il fallait mettre à sa disposition les petits capitaux nécessaires au développement de son petit patrimoine.

Dans ce sens seulement, le Crédit fut utile. La nécessité d'acheter du bétail ou des instruments agricoles poussera toujours le paysan à aller aussi loin qu'il faudra pour réaliser l'emprunt inexorablement nécessaire, — et il faut souvent aller *très loin*. Des succursales du Crédit ne sont créées que dans les chefs-lieux de départements. Cela représente pour le paysan 50, 60 ou 80 kilomètres en chariot ; perte précieuse de temps et fatigue des bêtes. Le paysan s'y décide sans trop d'hésitation, quand « le jeu vaut la chandelle », comme on dit ; mais lorsqu'il se trouve aux prises avec des besoins immédiats, pressants, inéluctables : une maladie, une mort, une dette pressante à payer, le crédit lui apparaît comme un palais fantôme, là-bas, tout au bout de la terre, trop loin pour y aller, pas assez près pour y recourir *de suite*, sans retard, efficacement. Et l'usurier, apparaît — encore et toujours — comme l'ange sauveur auquel le paysan se livre pieds et poings liés, heureux encore d'épargner son temps et ses bêtes.

Ainsi, l'usure contre laquelle on était parti en guerre se dresse à nouveau au bout du village, cette fois plus tenace et plus implacable parce que, dans les heures d'angoisse du paysan, c'est *l'unique ressource immédiate*.

L'usurier qui ne tient plus sa proie que dans les circonstances critiques montre de l'imagination. Les formes de l'usure se multiplient, se raffinent et se

diversifient avec une aggravation du sentiment de la rapacité. Ainsi nous trouvons :

- 1) L'usure en argent ;
- 2) L'usure en objets ;
- 3) L'usure en marchandises ;
- 4) L'usure en terre ;

cette dernière, une véritable spoliation, car il ne s'agit de rien moins pour le paysan que d'aliéner, sous forme de fermage à longue durée, sa terre inaliénable de par la loi de 1864 (1).

Et c'est au fond la même chose pour le paysan à l'esprit impropre pour comprendre les affaires.

Qu'il achète des objets au prix fort parce qu'ils sont payables à échéance, qu'il engage ses bras, sa force de travail pour un peu de blé ou de maïs, afin de pouvoir aller jusqu'au bout du dur hiver, ou, que tenté par la mince poignée d'or qu'on lui offre en échange de son lopin de terre, qu'il la loue parce qu'il ne peut la vendre, mais c'est tout comme, — il reste toujours, hélas ! la proie facile, la mouche prise dans la vaste toile d'araignée qui commence par les propriétaires et les fermiers pour finir par les marchands de vins du village en passant par les fonctionnaires de la mairie.

Le ministère du Commerce et Agriculture a ordonné

1. *L'usure dans les campagnes*. Agricola (D.-P.). Bucarest, 1901.

à ce sujet une enquête dont les résultats ont été centralisés par M. Nénitzesco (1).

Les résultats de 1.451 communes sur 2.908 répandues sur le territoire roumain sont singulièrement concluants.

Classés par genre et par groupes, nous avons :

Dans 18 % des cas pas d'intérêts ;

— 18 % — ils varient de 8 à 20 % ;

— 9 % — ils sont de 24 %, approximativement ;

— 22 % — ils varient de 24 à 36 % ;

— 22 % — ils varient de 36 à 60 % ;

— 9 % — ils varient de 60 à 120 % ;

— 1 % — ils atteignent 250 % ;

— 0,8 % — ils atteignent 300 % ;

— 0,2 % — les intérêts montent à 500 %.

Quel remède apporter à ce mal qu'on a par trop négligé, peut-être parce qu'on n'avait pas suffisamment envisagé les besoins réels des petites gens des campagnes en faveur desquelles on a créé cette institution de crédit.

« Le petit cultivateur laborieux et honnête qui réclame le crédit personnel, ne peut offrir comme gages des prêts qu'il contracte, que son travail et

1. *Enquête agraire*. Fasc. II, Bucarest, 1904.

« le produit de son travail, — choses qu'il est malaisé
« de commercialiser. C'est sur une connaissance de
« l'emprunteur, de ses facultés, de ses besoins, que
« ce genre de crédit peut se fonder utilement pour
« celui qui emprunte et pour celui qui prête ; il doit
« partir d'en bas, naître entre les rangs des travail-
« leurs eux-mêmes, et non venir d'en haut (1). »

Sur ce point, nos opinions concordent parfaitement avec celles de M. Bonnaud.

Il nous semble en effet, pour les raisons développées plus haut, que le rayon d'activité du Crédit reste insuffisant. Il a craint de multiplier ses succursales, qu'il aurait dû créer sur tous les points des départements, afin d'atteindre effectivement les petits paysans nécessiteux ; par là, il aurait complété son œuvre en ajoutant au crédit réel mobilier reposant sur un gage, le crédit personnel.

Si le Crédit agricole — avec son organisation actuelle — ne peut satisfaire les besoins immédiats du paysan, il ne facilite pas non plus le développement de sa *puissance de travail*.

La loi de 1892 prescrit que, cette institution peut prêter sur deux signatures, pour que le paysan puisse s'acheter des instruments agricoles ou des bestiaux ; après l'achat, ce crédit personnel provisoire devait être transformé en prêt définitif sur gage. « Eh bien,

1. Bonnaud. *Journal des Economistes*, 1904, n° 240, p. 21.

« pas même ce rôle, dit M. V.-J. Bratianu(1), qui était
« le plus caractéristique, le plus principal n'a pas été
« tenu jusqu'à présent, et il me semble qu'il n'existe
« aucun prêt, de tous ceux accordés par le Crédit,
« qui soit effectué dans ces conditions.

« Par conséquent, dans le cas le plus favorable,
« le Crédit agricole n'a servi qu'à la transformation
« des prêts usuraires, en une dette portant des inté-
« rêts moyens de 12 %. Mais ces cas sont rares.

« L'inconvénient capital du Crédit agricole est *l'é-*
« *loignement établi entre le Crédit et les débiteurs.*
« C'est pour cela que nous ne pouvons qu'approuver
« la tendance marquée par la loi présentée par le
« ministre des Finances (la loi sur la Caisse Centrale
« des Banques populaires).

« Il serait bon que, dans un temps fort court, ces
« banques populaires cherchent à remplacer partout
« les sections du Crédit agricole, qu'elles soient par
« leurs opérations des véritables succursales de la
« Caisse Centrale des Banques populaires.

« Ainsi on donnera une satisfaction réelle aux be-
« soins immédiats des paysans, et par une meilleure
« répartition du crédit, beaucoup de souffrances
« seront soulagées et beaucoup d'injustices répa-
« rées. »

1. V.-J. Bratianu. Discours fait à la Chambre des députés, dans la discussion du projet de loi sur la Caisse Centrale des Banques populaires, 1903, 10 juillet.

Nous lui attribuons aussi — et cela nous semble un point capital — l'obligation d'encourager la création de *Caisses Raiffeisen*, qui nous semblent être le modèle le plus parfait d'associations coopératives.

Les avantages de ces sortes d'associations sont nombreux. Ils permettent le développement du sentiment de solidarité, de responsabilité collective et d'action soutenue par le crédit organisé par en bas.

De cette nécessité naquirent les Banques populaires, institutions de crédit issues de l'initiative modeste mais tenace des prêtres et instituteurs de village.

Ces banques populaires, qui font des opérations semblables à celles du Crédit, se sont très développées ; elles sont nombreuses, celles qui ont opéré la novation par changement de créancier. Par ce fait, le rôle du Crédit agricole s'est réduit de 1903 à 1906, à la fonction de Caisse centrale des Banques populaires. Il contrôle les opérations de ces Banques et met son capital à leur disposition.

Depuis 1906 les Banques populaires disposent d'une Caisse Centrale à elle ; ainsi, à l'heure qu'il est, le rôle du Crédit agricole reste très infime. Pour lui donner à nouveau une raison d'être, nous croyons qu'il devrait se transformer en une *Banque Centrale unique* pour toutes les institutions de crédit agricole.

Notre conviction est, qu'en Roumanie, la seule institution de crédit qui puisse jouir avec succès de ce rôle est le Crédit agricole.

Les raisons qui militent en sa faveur sont :

1) Le Crédit agricole a une organisation toute prête, qui a fait ses preuves ;

2) Cet établissement est connu de tout le monde ; jouit d'un grand crédit, donc a la possibilité de procurer à bon marché les fonds nécessaires à l'agriculture ;

3) Le Crédit agricole possède déjà un capital de 20 millions, et si l'Etat renonce à son bénéfice annuel, le Crédit pourra certainement baisser le taux des intérêts.

Ainsi sous la nouvelle forme, il deviendrait un grand régulateur de crédit.

Deuxième section

Les Banques populaires

Une des plaies qui a le plus profondément rongé le malheureux paysan fut *l'usure*. De par sa pauvreté, son manque de crédit et de ressource il était la proie naturelle de l'exploiteur à l'affût, cherchant le moment le plus critique afin de tenter avec le plus de chance ses opérations véreuses.

Les paysans, analphabètes dans une assez grande proportion, abandonnés au hasard des choses n'auraient jamais secoué le joug, si, autour d'eux, des gens plus avisés ne s'étaient préoccupés du problème.

Ce furent les prêtres et instituteurs de village qui furent les premiers à formuler la nécessité où tous, ils se trouvaient, à serrer les coudes, à s'organiser, se défendre collectivement.

Le salut leur apparut de suite dans l'idée de l'association, unique moyen d'améliorer les conditions de vie, par la force morale qu'elle contient, et par le sentiment toujours croissant de la solidarité qu'elle fait naître. La puissance de l'association n'est pas seulement d'ordre économique et matériel, elle est aussi une force morale.

A ce point de vue, les sociétés coopératives de crédits sont des plus intéressantes.

Elles sont particulièrement utiles à toute une catégorie de gens, qui ne peuvent prétendre au crédit, puisqu'ils ne possèdent ni terre, ni maison, ni gage d'aucune sorte ; ils ne disposent que de leur travail et de leur qualité d'associés.

La coopération a résolu un problème qui semblait jusqu'ici insoluble : ne pouvant obtenir aucun crédit chez le gros capitaliste, le travailleur le trouve chez des travailleurs comme lui.

Il y apporte, faute de capital sa force de travail quintuplée par le sentiment de solidarité que fait naître en lui l'appui qu'il reçoit.

C'est à Urziceni que fut fondée en 1891 la première Banque populaire. En 1893 leur nombre montait à 4 ; en 1898 leur chiffre atteignait 24. A partir de

ce moment elles se développèrent avec une grande rapidité et se chiffraient à 2.140 en 1908.

Un des plus zélés protagonistes de ces Banques fut M. Sp. Haret, ancien ministre de l'Instruction publique. Il s'attacha avec une vive énergie au sort de ces institutions et c'est en grande partie à ses efforts persévérants que nous devons les beaux résultats obtenus : *800 banques populaires en moins de deux ans, avec un capital de 5 millions.*

L'intensité surprenante de ce mouvement est due, incontestablement, aux pressants besoins de crédit qu'éprouve le paysan.

Cependant, une constatation désolante attirait l'attention du gouvernement : les paysans n'étaient pas seuls à profiter du crédit disponible ; des gens n'ayant aucun lien avec l'agriculture faisaient appel et obtenaient des prêts dans les Banques populaires. Il en résultait pour le paysan — ce n'était cependant qu'en sa faveur uniquement que ces institutions furent créées — une réduction de crédit sensible.

D'autre part, la situation juridique et commerciale des banques restait incertaine, les protagonistes du mouvement se préoccupant surtout d'aller au plus vite : sortir le paysan du guépier usurier.

De l'ensemble de ces observations est issue la loi de 1903.

Il s'agit de restreindre la liberté des Banques populaires dans le sens qu'elles ne pourront accorder

des prêts *qu'aux paysans*. D'autre part, le projet de loi établit :

- 1) La nécessité d'établir un contrôle de ces banques ;
- 2) De remédier aux difficultés résultant de leur soumission au Code de Commerce (loi générale) ;
- 3) La simplification des formalités pour faciliter l'action en recouvrement de créances ;
- 4) La création d'une Banque Centrale destinée à rendre l'action des banques plus élastique.

Nous avons indiqué plus haut les raisons qui militaient en faveur des trois premières dispositions de ce projet de loi ; nous n'y reviendrons pas. Reste la quatrième disposition ; nous nous y arrêterons plus longtemps.

Le rapporteur du projet de loi fait remarquer les grosses difficultés que rencontrerait la création de cette Banque Centrale, sa fonction devant être de répondre à toutes les demandes de capitaux — demandes qu'on est en droit de supposer nombreuses — qui lui seront faites par les Banques populaires. Un semblable capital serait difficile à constituer. D'autre part, l'organisation méthodique de son activité demanderait un temps précieux. Ainsi pour au moins un couple d'années il ne faudra pas attendre de cette nouvelle institution des résultats très brillants.

Mais une solution pratique se présente à son esprit, et il la développe avec une puissance d'argumentation qui retient l'attention.

Il lui semble que le Crédit agricole pourrait faire fonction de Caisse Centrale des Banques populaires dans les conditions les plus souhaitables.

En effet le Crédit agricole est une institution solide ayant à son actif un passé laborieux de vingt-deux ans. En rapport constant avec les populations agricoles, connaissant leurs besoins, ayant l'habitude de traiter avec elles, le Crédit possède en outre des succursales dans les chefs-lieux de départements. Si l'on ajoute qu'il a un capital de 20 millions et qu'il dispose en plus d'un large crédit à la Banque Nationale d'Etat, nous trouvons en lui l'instrument le meilleur pour satisfaire aux nécessités constatées.

L'ensemble de ces considérations fut admis par le Parlement, lequel vota le projet présenté.

La loi a été promulguée le 29 mars 1903.

On n'eut, par la suite, qu'à se louer des conséquences de cette loi.

Non pas seulement les Banques populaires existantes ont développé leur action, étendu leurs opérations, mais des nouvelles Banques populaires naquirent un peu partout. Les résultats atteignaient la hauteur des prévisions optimistes qu'on avait faites.

Mais cet essor toujours grandissant eut une conséquence directe sur l'administration du Crédit agricole.

En effet, sa fonction première consistait en prêts sur gages, — activité suffisante pour ses moyens. En

lui attribuant aussi la fonction de Caisse Centrale des Banques populaires, les cadres de ses services nécessitèrent un développement plus grand.

Alors, on songea à la création d'une Caisse Centrale des Banques populaires ayant des services indépendants, mais restant quand même dépendante du Crédit dont les capitaux continuaient à alimenter les Banques.

Ce fut l'objet de la loi de 1906, laquelle fut modifiée en 1910, sur des points de détails qui ne changeaient en rien le sens général de la loi organique.

**Dispositions principales de la loi du 29 mars 1903,
modifiée par les lois de 1906 et 1910**

Article premier. — Les sociétés coopératives de crédit paysan, nommées *Banques populaires paysannes*, sont soumises à toutes les dispositions du Titre VIII, Section VII (1) du Code de Commerce, dans

1. Art. 222 C. Commerce. — Les sociétés coopératives sont constituées par acte authentique.

Art. 224. — Le capital social, à la constitution, ne pourra dépasser 200.000 fr., mais pourra être augmenté par décision de l'assemblée générale tous les ans. Chaque augmentation ne pourra dépasser 200.000 fr.

Art. 225. — Nul ne pourra posséder une part de capital social supérieure à 5.000 fr.

Art. 226. — Les actions seront nominatives.

Art. 235. — Les actes constitutifs de sociétés coopératives sont exempts des taxes d'enregistrement et du timbre.

la mesure où celles-ci ne sont pas modifiées par la présente loi.

Art. 3. — Les Banques populaires paysannes qui seront constituées en conformité avec la présente loi jouiront de la personnalité juridique.

Dans le but de venir en aide et surveiller les Banques, la loi prévoit la création d'une *Caisse Centrale des Banques populaires* dont les capitaux sont fournis par le Crédit agricole (Voir plus haut).

L'article 16 contient la principale disposition de cette loi :

« Toutes les banques populaires paysannes sans distinction, qu'elles aient ou non un compte à la Caisse Centrale, seront soumises à son contrôle pour toutes les opérations. »

Les Banques ne sont admises à travailler avec la Caisse Centrale qu'à condition :

1) Les membres composant la banque devront habiter la commune où réside la banque ou une commune limitrophe ;

2) Nul ne peut faire partie de deux banques ;

3) Les actions devront être nominatives ;

4) Il ne sera accordé de prêts qu'aux habitants de la commune-résidence de la Banque ;

5) Les intérêts ne pourront dépasser le chiffre fixé par le Conseil d'administration de la Caisse Centrale ;

6) Les prêts pourront être remboursés avant terme, défalcation faite des intérêts ;

7) Les Banques dont le capital ne dépasse pas 10.000 francs auront une administration, gratuite exception faite du comptable ;

8) Les Banques devront se constituer un capital de réserve composé d'au moins 10 % des bénéfices.

Le législateur semble avoir recherché un moyen de maintenir les Banques dans les limites du but qu'il poursuivait en demandant la création de la Caisse Centrale.

En échange des capitaux qu'il met, par la Caisse Centrale, à leur disposition, il conditionne les rapports entre la Caisse et les banques afin de donner à ces dernières toute la solidité nécessaire.

Pour pousser au développement du sentiment de la mutualité — forme la plus supérieure de la coopération — le législateur accorde aux sociétés coopératives de crédit constituées sur les principes suivants : responsabilité illimitée et solidaire des membres ; constitution d'un fonds de réserve d'au moins 50 % des bénéfices annuels, lequel ne pourra, en aucun cas, être partagé ; gratuité de l'administration ; une prime prévue par l'article 23, alinéa III.

« 50 % des bénéfices nets réalisés par la Caisse Centrale seront partagés au prorata des opérations que ces banques auront faites avec la Caisse. »

Dans le même but, le législateur institue par l'arti-

de 34 une autre faveur, toute spéciale, au bénéfice des sociétés basées sur le principe de la mutualité :

« A condition d'être formée par au moins 20 agriculteurs-paysans possesseurs de quelque propriété immobilière, la société pourra se constituer sans capital social; la Caisse Centrale lui accordera les capitaux nécessaires pour ses premières opérations. »

On a reproché à ce système d'encouragement d'être incomplet. Pourquoi, dit-on, ne pas avoir imposé le principe de la mutualité, puisqu'il représente l'avantage d'une longue expérience en Allemagne (les sociétés type *Raiffeisen*), expérience dont nous pouvons profiter sans courir le risque de nous tromper?

Il est certain que cela eût été souhaitable, mais était-ce réalisable aussi? En posant en principe légal « la responsabilité illimitée et solidaire des membres d'une société » cela suffirait-il pour faire passer la formule froide du texte dans le sentiment des masses? Et si cela n'est pas possible, le législateur n'allait-il pas à l'encontre même de son but, par la crainte que cette soudaine responsabilité imposée pourrait naître dans l'âme des gens pour lesquels les notions de responsabilité et de solidarité restent quelque chose de bien vague encore?

Le système des primes par le législateur, a l'avantage d'intéresser le paysan, de l'habituer à l'idée qu'il y a là, pour lui, un appui gros de conséquences pour son avenir. L'évolution, lente ou rapide achè-

vera par répandre l'idée ; elle finira par triompher totalement un jour, par la seule force de sa réalité.

En ce qui concerne les prêts, les dispositions de la loi sur le Crédit agricole (1892) sont appliquées aux prêts sur gages contractés dans les Banques populaires.

Prêts sur *gage sans dessaisissement* (bestiaux, produits et instruments agricoles) ; avances pour achat des bestiaux, instruments et produits agricoles, qui seront considérés comme mis en gage du moment de leur achat (*gage différé*).

Enfin il est dit dans la loi (art. 38) que plusieurs banques populaires paysannes d'une même région peuvent se fédérer afin de se faciliter réciproquement les sources de crédit et les moyens d'opérations.

L'idée est issue de la nécessité qu'entrevoyait le législateur de donner plus de cohésion aux Banques populaires, qui, isolément, pouvaient se ressentir de quelque faiblesse dans le développement ; cependant que la fédération assure des moyens plus grands. C'est par là qu'on a fait le trait d'union entre les Banques populaires répandues dans les campagnes et la Caisse Centrale.

Opérations

Art. 21. — La Caisse centrale des Banques populaires est autorisée :

1) A escompter les effets commerciaux des Banques populaires et de leurs fédérations ;

2) A ouvrir des comptes courants aux Banques et fédérations et aux associations paysannes et recevoir des dépôts qu'elle fera fructifier ;

3) Réescompter, — de préférence à la Banque Nationale, — les portefeuilles des Banques populaires et fédérations, et les effets commerciaux émis par les associations paysannes, banques et fédérations, — effets qui seront garantis par leur portefeuille ;

4) Déposer en gage commercial les contrats d'emprunts faits par les Banques populaires et passés à l'ordre de la Caisse Centrale, laquelle pourra ainsi se procurer des capitaux, de préférence à la Banque Nationale.

Si (en cas de disette) les prêts qui seront faits aux paysans représentent, non pas de l'argent, mais des produits agricoles, l'État les garantira jusqu'à concurrence de 20 millions. Ces prêts seront exempts de timbre.

Administration

Art. 24. — Il est institué auprès de la direction de la Caisse Centrale un conseil d'administration composé de onze membres, faisant fonction d'organe supérieur d'administration et surveillance.

Art. 26. — Parmi les attributions principales du Conseil d'administration nous trouvons :

1) Délibérer sur tout ce qui concerne les rapports d'entre les Banques et leur Caisse Centrale ;

2) Décider de l'admission de chacune des Banques à travailler avec la Caisse et lui fixer le crédit et le taux d'intérêt pour escompte ;

3) Prescrire les mesures de contrôle et surveillance ;

4) Décider la liquidation d'office des Banques qui, après avertissement n'auraient pas amélioré leur administration et fait des progrès.

Art. 27. — Le ministre des Finances peut s'opposer aux décisions du Conseil d'administration.

Privilèges

Art. 9. — Ne payeront pas de patente : les Banques populaires qui auront décidé par statuts de ne percevoir que 10 % d'intérêts à leurs sociétaires et 12 % aux non-sociétaires.

Les Banques possédant un capital ne dépassant pas 20.000 francs, seront parcellément dispensées de patentes. Au-dessus de 20.000 francs de capital les Banques ne payeront que la moitié des patentes prévues par la loi.

Art. 36. — Les Banques populaires réunissant les conditions exigées pour pouvoir travailler avec la Caisse Centrale pourront poursuivre l'avoir de leurs débiteurs conformément à la loi du recouvrement

des revenus de l'Etat, — ceci, pour les emprunts prévus par la loi du 2 juin 1892.

Art. 39. — La correspondance des Banques populaires et associations paysannes avec la Caisse Centrale et le Crédit agricole est exempte de la taxe du timbre.

Résultat des opérations

C'est en 1891 que s'est manifesté pour la première fois l'esprit d'association par la création d'initiative privée d'une Banque populaire. Ce mouvement se développa avec timidité. De 1891 à 1893, sept de ces institutions seulement virent le jour ; on en trouve 18 en 1898 et 70 en 1900. Ce n'est qu'à partir de cette dernière année qu'il prend une extension remarquable, car en 1902 — deux ans seulement plus tard — on compte 700 *Banques populaires* disposant d'un capital de 4.250.000 francs.

Cette activité — une des plus belles de notre histoire d'économie nationale — ne pouvait pas ne pas attirer l'attention du législateur. En effet, il intervient en 1903, préoccupé de donner à ces institutions une existence juridique et leur assurer un contrôle. La loi du 29 mars 1903, créa dans ce but une direction spéciale auprès du Crédit agricole faisant fonction de Caisse Centrale.

A partir de cette date, on marque des progrès par-

ticulièrement rapides, progrès consignés dans le tableau ci-dessous :

ANNÉES	Nombre des banques	Nombre des membres	Capital versé	Dépôts
1902. . .	700	59.845	4.250.000	—
1904. . .	1.635	121.786	6.850.967	2.431.112
1905. . .	1.849	198.411	12.665.824	2.512.520
1906. . .	2.021	240.253	18.509.519	3.579.216
1907. . .	2.223	295.325	27.746.241	5.052.301
1908. . .	2.410	346.707	37.851 898	6.158.745

Il résulte de ces chiffres un très louable esprit d'économie et une tendance marquée d'employer ces économies au développement de la production paysanne.

On a reproché aux Banques populaires de ne pas représenter des économies paysannes, mais la fortune des paysans aisés. Mais si l'on examine la statistique des répartitions de capitaux on trouve un total de 350.000 membres dont : 2.451 propriétaires, 3.897 instituteurs, 3.325 popes de villages et 320.000 *travailleurs de la terre*. D'autre part 66 % des capitaux de ces Banques représentent des cotisations et dépôts variant entre 20 et 1.000 francs ; 34 % seulement représentent des cotisations de 1.000 à 5.000 francs. Cela prouve l'existence d'une richesse purement paysanne et l'apport des capita-

listes ne peut que confirmer la solidité de ce mouvement.

Voyons aussi ce qui reste de l'objection que la production paysanne ne gagne rien du fait de l'existence des capitaux des Banques populaires. La répartition des emprunts indique : 86 % de la valeur totale du portefeuille des Banques ont été attribués à des prêts variant de 20 à 500 francs et 14 % seulement au-dessous de 500 francs. L'emploi de ces prêts se répartit en : 58 % ont été consacrés à des achats de bétail, instruments agricoles et fourrages ; 25 % à des fermages ou achats de terre et 17 % seulement à des consommations proprement dites (mariage, maladie, mort, etc...).

Mais il s'est produit, par le fait même du fonctionnement des Banques populaires, un fait qui présente un caractère de gravité indéniable ; ne pas prendre des mesures, c'est permettre le développement sous une forme nouvelle d'un mal contre lequel les créateurs des Banques populaires entendaient précisément lutter.

Nous savons que tout prêt accordé aux paysans est giré par deux signatures outre celle de l'emprunteur.

Or, il s'est trouvé des gens qui ont fait de leur signature un métier productif : ils ne consentent à la donner qu'en échange d'une somme d'argent ; le paysan consent toujours à cette obligation, le prêt dont il a besoin étant subordonné aux signatures

exigées. Et c'est de l'usure sous une forme quelque peu imprévue.

Il nous semble qu'en limitant le nombre de signatures données par une même personne sur un laps de temps déterminé, on enrayerait sensiblement le mal.

Telles que, les Banques populaires se sont développées avec une rapidité qui dépasse les espoirs les plus optimistes. Nous trouvons dans les chiffres qui suivent une image fidèle de cette croissance constante de la fortune paysanne (1) :

1908

Banques indépendantes	Banques travaillant avec la Caisse centrale	Banques à responsabilité illimitée	Emprunts	Dépôts	Fonds de réserve
521	1.887	2	51.231.526	6.158.745	3.204 138

Ainsi nous pouvons envisager un avenir assez proche où le bien-être du travailleur de la terre sera un fait palpable, certain. Chaque année voit s'augmenter le nombre des Banques ; le paysan se sent toujours plus attiré vers l'activité collective et son sentiment de solidarité grandit à mesure qu'autour de

1. *Annuaire des Banques populaires*, 1908.

lui s'élèvent des institutions comme la Banque « Gilor-tul », dont nous allons esquisser la monographie à la fin de ce chapitre, car elle représente l'effort modeste d'un groupe de paysans partis de très bas et qui sont arrivés à des résultats particulièrement surprenants.

Au jour, très proche, où chacune des communes (2.900) aura sa banque, le crédit personnel du paysan montera au chiffre global de 100 millions de francs, si on ajoute, aux 60 millions que représenteront les Banques populaires (capital versé, dépôts et fonds de réserve), le capital du Crédit agricole affecté aux opérations avec seuls les paysans et le crédit dont il dispose à la Banque Nationale.

Il ne nous faut pas oublier le mouvement qui se dessine en faveur du *principe de la fédération* des Banques. Quatre de ces institutions virent le jour dans les deux dernières années. C'est par là que seront solidement cimentées les assises du crédit paysan.

Il nous reste à souhaiter que ces coopératives de crédit veuillent diriger les masses paysannes vers les coopératives de production et de vente. Des chaires ambulantes pourraient grandir et développer l'instruction professionnelle (1).

1. Ce n'est pas seulement par *l'épargne* que la situation économique de l'Italie a complètement changé dans les dernières vingt années, mais surtout par l'emploi qu'on fit des capitaux. Le lien étroit entre les *Banques populaires* qui accordent le crédit, la *chaire ambulante* d'où

Annexe aux Banques populaires

Monographie de la Banque « Gilortul ».

En 1892, un groupe de 26 *paysans* se constitue, sur l'initiative d'un jeune étudiant en droit, M. D. Brezulesco, en une coopérative de crédit avec un capital de 72 francs.

La coopérative avait pour but :

- 1) D'accorder des crédits très étendus ;
- 2) Donner du travail aux ouvriers dans les entreprises de la coopérative ;
- 3) D'acheter des terres pour lotissement, lots à vendre aux paysans dépourvus et dans les conditions les plus avantageuses, etc.

Toutes ces opérations ont été poursuivies avec d'autant plus de prudence que le Conseil d'administration a assumé une *responsabilité illimitée*.

ANNÉES	Nombre de socié- taires	Nombre de dépo- sants	Capital social	Dépôts	Prêts	Fonds de réserve	Nom- bre des prêts
	26		72				
1902-1903.	230	53	4.137	15.053	19.905	848	153
1906-1907.	1.624	432	90.873	216.257	204.458	17.164	1.601
1909-1910.	1.774	717	326.574	337.193	486.113	1.286.880	2.338

partent les bons conseils et les *syndicats agricoles* qui procurent la machine, la semence, les engrais nécessaires, — c'est cela qui a transformé la petite culture italienne. Par le crédit qu'elles distribuent, ces Banques ont encouragé les coopératives de vente. C'est à M. Luzzatti qu'on est redevable de l'initiative de ce mouvement.

On voit qu'en moins de huit années, cette coopérative de crédit partie de 72 francs est arrivée à posséder un fonds social de plus de 2 millions avec 1.774 membres.

Le côté le plus important de cette institution réside dans son activité très étendue et variée. Ainsi elle demande aux communes l'entreprise des constructions de ponts, elle se livre à des exploitations forestières et surtout, met entre les mains du pauvre travailleur des campagnes, de la terre, faisant d'eux des propriétaires. Une des propriétés achetées par elle, a permis 176 lotissements, ce qui donne 176 propriétaires-travailleurs.

La coopérative a, en outre, institué trois bourses pour études agricoles.

C'est l'exemple le plus frappant qui indique combien le terrain est propice dans les campagnes roumaines en faveur des idées de solidarité (1).

1. *Monographia Bancei populare « Gilortul »*, par G. Dumitresco-Bumbesti, Bucarest, 1910.

CONCLUSION

Voici venu le moment de conclure sur la solution d'un problème qui reste pendant dans bien des pays occidentaux.

A parcourir notre ouvrage, nous éprouvons un sincère besoin, sinon d'excuser, du moins de justifier des incohérences pénibles, des faiblesses douloureuses chez des hommes cependant animés d'un remarquable bon vouloir législatif.

On se rappelle la soudaine nécessité de résoudre le problème de l'Unité Nationale ; et nous avons esquissé le profond besoin d'une solution prompte qu'éprouvaient les Roumains d'en deçà et d'au delà du Milcov.

L'an 1859 fut, par ce fait, l'époque la plus chère aux âmes roumaines.

Mais, de ce que désormais, la dénomination de Moldave et de Valache disparaissait, pour ne laisser dans l'esprit national qu'un seul et unique vocable : *Roumains*, bien des choses changèrent d'aspect et, tout d'abord, la forme politique et sociale du pays.

Les plus ardents apôtres de l'Unité s'étaient nour-

ris aux idées généreuses de la France. En témoignage de reconnaissance, et aussi dans un élan patriotique heureux, ils désirèrent implanter dans cette lointaine terre latine des formes d'Etat moderne que la civilisation occidentale ne désavouerait pas.

Ce fut, dans l'évolution sociale et politique du pays un saut de plus d'un demi-siècle.

Des lois nouvelles, des idées hardies se firent jour, souvent sans concordance profonde avec l'état effectif des choses.

Ainsi, toutes les étapes de l'évolution sont marquées d'incertitude. On y sent la crainte de mal faire, à force de vouloir faire vite, et la tendance à ne pas trop s'avancer à la fois, justifie, par moments, les hésitations que nous avons relevées dans la législation agraire.

D'autre part, l'égoïsme de la classe dirigeante, qui pendant des siècles fut la maîtresse absolue et sans contrôle d'un pays où les mœurs du moyen âge se prolongèrent, attardées, ne pouvaient pas non plus se dissoudre avec la rapidité d'un désir naissant.

Cela explique, croyons-nous, les entraves que le peuple paysan en particulier rencontra sur le chemin de libération où il s'était engagé.

Mais à mesure que les années passent, la résistance s'amollit devant la raison qui triomphe ; les heurts perdent de leur dure violence à mesure que l'expérience implacable démontre la vanité du Vou-

loir, lorsqu'il s'agit de maintenir la chaîne autour du torse robuste et puissant d'un peuple jeune et plein d'avenir.

Trop lentement encore, à notre gré, les chaînons, un à un cèdent. Les dernières réformes agraires sont marquées au coin de la volonté sûre et attachée à apporter au peuple des campagnes des jours meilleurs dans le labeur et la paix. Elles sont destinées à développer l'éducation économique du paysan roumain et à le rendre apte à consolider sa petite propriété, condition nécessaire au rétablissement de l'équilibre économique de la Roumanie.

Les *Caisse Rurale* et *Banques populaires*, en particulier, sont de beaucoup les plus importantes et par la solution qu'elles apportent et par les résultats très encourageants obtenus jusqu'ici. Elles seront le levier qui soulève le sentiment d'association et de solidarité des masses agricoles, seuls moyens qui permettront l'évolution nécessaire vers la transformation fondamentale de la propriété rurale.

Et ce sera la fin des troubles périodiques que traverse le monde agraire roumain.

Vu : le Président de la thèse,

PERREAU

Vu : le Doyen,

P. CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-recteur de l'Académie de Paris,

LIARD

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages Roumains consultés

- AGRICOLA (D.-P.). — Associations paysannes. Bucarest, 1903
— L'Usure dans les campagnes. Bucarest, 1904.
— La Caisse rurale. Bucarest, 1906.
- ASLAN (Th.). — La Politique agraire de la Roumanie. Bucarest, 1909.
- BIBICESCO (J.-G.). — Question agraire. Bucarest, 1907.
- BOLTUS (Lucien-G.). — Le Crédit agricole. Bucarest, 1901.
— Quelques mots sur l'activité du Crédit agricole. Bucarest, 1908.
- CALUGAREANO (C.). — Le Crédit foncier rural. Bucarest, 1901.
- CREANGA (G.-D.). — La propriété rurale et la question paysanne. Bucarest, 1905.
— La propriété rurale en Roumanie. Bucarest, 1907.
— La Banque agraire en Russie, Prusse, Hongrie, etc. Bucarest, 1906.
- DUMITRESCO-BUMBESTI. — Monographie de « Gilortul ». Bucarest, 1910.
- GHICA-DUMBĂVENI (Léon-L.). — Quelques mots dans la question paysanne. Bucarest, 1907.
- HARET (Spiru). — Question paysanne. Bucarest, 1905.
- JORMESCO (D^r Const.). — Du Crédit foncier et particulièrement en Allemagne. Bucarest, 1903.
- MAJOR (D^r George). — La Politique agraire chez les Roumains. Bucarest, 1906.

- NENITZESCO (D.-S.). — Les charges de la propriété rurale. Bucarest, 1901.
- PANU (George). — Recherches sur l'état des paysans à travers les siècles (2 vol.). Bucarest, 1910.
- PROTOPODESCO (J.-D.). — Mouvement coopératif. Bucarest, 1909.
- VULTURESCO (Gr.). — Les Sociétés de Crédit foncier. Bucarest, 1889.

Ouvrages Français consultés

- BALCESCO (N.). — Question économique des Principautés Danubiennes. Paris, 1850.
- BECHAUX (Etienne). — La question agraire en Irlande.
- DOPP (Louis). — Banque centrale de Crédit agricole. Paris, 1901.
- GAILHARD (E. de). — Petit manuel pratique des syndicats agricoles.
- GEORGESCO. — Réforme agraire en Roumanie. Paris, 1908.
- JOSSEAU. — Etude sur les institutions de crédit foncier en Allemagne.
- PHILIPPOWICH (Eug. von). — La politique agraire. Paris, 1904.
- ROCQUIGNY (Cte). — Les syndicats agricoles et leur œuvre.
- ROYER (R.). — Crédit foncier en Allemagne et Belgique. Paris, MDCCCXLV.
- SOUCHON (A.). — La propriété paysanne. Paris, 1899. Cours de Faculté 1903-1904.
- TASCA (Georges). — Considérations sur les lois relatives à la propriété rurale en Roumanie, Angleterre et Irlande. Paris, 1907.
- YERMOLOF (Alexis). — La Russie agricole devant la crise agraire. Paris, 1907.

Documents et Revues

Ministère des Domaines. Enquêtes agricoles, 1904.

Société de Crédit foncier roumain. Travaux préparatoires
(4 vol.), 1893-1904.

Documents parlementaires.

MIELVAQUE. — La crise de la terre en Roumanie. Revue hebdomadaire, 1907.

Bilans annuels des institutions de Crédit.

BONNAUD. — Journal des Économistes, 1904.

RADU. — Revue d'économie politique (tomes 11-12), Paris, 1898.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

La politique agraire en Roumanie	9
I. — De 1775 à 1848.	9
II. — De 1848 à 1864	15
III. — La loi rurale de 1864	18
IV. Résultats et conséquences de la loi de 1864 . . .	22
V. — L'incohérence législative corrigée par l'initiative privée (Les Associations paysannes et les Ban- ques populaires).	30
VI. — Les raisons qui ont prévalu en faveur de cette législation	34
<i>Les principales lois agraires votées après la révolte de 1907</i>	
1) La loi sur les contrats agricoles.	37
2) La loi sur la Caisse Rurale	44
3) La loi sur la limitation du droit de fermage . .	55
VII. — Conclusion	61

DEUXIÈME PARTIE

Les institutions de Crédit accessibles à la grande propriété.

Principes économiques en rapport avec le problème du Crédit Agricole	63
CHAPITRE PREMIER. — Le Crédit Foncier.	66
Dispositions principales de la loi de 1873 modifiée en 1882 et 1903	74
Opérations	75
Subventions	82
Partage de bénéfices	83
Administration	85
Privilèges accordés à la Société	87
Résultats des opérations	89
CHAPITRE II. — La Banque agricole	101
Opérations	104
Administration	105
Résultats des opérations	105

TROISIÈME PARTIE

Les institutions de Crédit créées en faveur de la petite et moyenne propriété.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Première section.</i> Les associations paysannes (Obste).	107
<i>Deuxième section.</i>	
La Caisse Rurale.	117
Dispositions principales de la loi de 1908	122
Opérations	133
Privilèges accordés à la Caisse Rurale.	136
Administration	138
Résultats des opérations	139

CHAPITRE II. — <i>Première section.</i> Le Crédit Agricole.	140
Dispositions principale de la loi de 1882 . . .	151
Opérations.	154
Bénéfices	158
Administration	159
Privilèges accordés	160
Résultats des opérations	162
<i>Deuxième section.</i>	
Les Banques populaires	170
Dispositions principales de la loi de 1903, modifiée en 1906 et 1910	175
Opérations.	179
Administration	180
Privilèges	181
Résultats des opérations	182
Annexe aux Banques populaires	187
CONCLUSION	189
BIBLIOGRAPHIE	193

